3 1761 07967142 6

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/laserbiedhieret00stoj

LA

SERBIE D'HIER ET DE DEMAIN

HMod
S8738s Stoyanovic, Nikola

NIKOLA STOYANOVITCH

DÉPUTÉ A LA DIÈTE DE SARAÏEVO

LA *Serbie d'hier et de demain*

PRÉFACE D'ANDRÉ TARDIEU

462356
28.5.47

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1917

KINGDOM OF THE
SERBS, CROATS AND SLOVENES
OFFICIAL INFORMATION BUREAU
DR. VOYSLAV M. YOVANOVITCH, DIRECTO
514 SOUTHERN BUILDING

HOOVER
WITHDRAWN
LIBRARY

125719

THE LIBRARY OF
CONGRESS
SERIAL RECORD

AUG 3 1944

Copy
Exchange

PRÉFACE

Trois ans — et plus peut-être — de guerre auront préparé l'Europe nouvelle. Pour la fonder sur des bases durables de paix et de justice, ce n'est pas trop de l'effort désintéressé de tous ceux qui savent penser et réfléchir.

Le livre de M. Stoyanovitch, La Serbie d'hier et de demain, *est une manifestation de cet effort. Ceux-là même qui n'en accepteront pas toutes les conclusions en apprécieront la méthode et la probité.*

La Serbie, qui a tant souffert avant la guerre et depuis, a connu du moins le réconfort de voir la cause juste qu'elle défendait trouver l'appui unanime des grandes puissances rebelles à l'oppression germanique.

L'ultimatum autrichien de 1914, suprême parodie de l'état de paix, a trouvé son développement logique sur tous les champs de bataille dans

les atrocités commises par les armées de Guillaume II. Mais, entre temps, les Serbes ont vu le monde civilisé se dresser à leurs côtés.

Cette solidarité dans les épreuves de la lutte fixe le devoir de la paix. Ou la paix réalisera dans les faits le principe pour lequel nous combattons, ou elle ne sera qu'une trêve dérisoire. Ainsi le veut la logique de l'Histoire, supérieure aux volontés humaines.

Pour que ce principe triomphe, il faut que soient brisés les Empires nés de la force; il faut que les nationalités asservies aient le droit de disposer d'elles-mêmes; il faut que les peuples construisent les États qui deviendront le cadre de leur action.

Parmi ces reconstitutions, où s'affirment les revendications séculaires des races malheureuses, celle de l'État serbe fait l'objet de l'étude de M. Stoyanovitch. Il traite son sujet en patriote, mais avec la volonté d'associer au patriotisme national le patriotisme européen. Puisse son exemple être suivi.

Quand nos ennemis seront vaincus, c'est en nous seuls, en effet, que résideront les risques du lendemain. Unis dans la paix comme nous l'avons été dans la guerre, nous créerons un

régime durable. Repris par nos divisions, nous serons la proie des revanches austro-allemandes.

C'est cela qu'il faut éviter. C'est cela que doivent éviter surtout les Serbes et les Italiens, frères d'armes aujourd'hui et, pour le bien de l'Europe, alliés de demain.

Je n'ignore rien des complications locales qui peuvent rendre difficile leur accord définitif; je dis seulement que cet accord est nécessaire et qu'il se fera, si, de part et d'autre, l'esprit européen impose ses conclusions.

Une Italie pourvue dans l'Adriatique de la sécurité militaire, dont la guerre actuelle l'a montrée si cruellement privée; une Serbie élargie et aérée avec un débouché maritime, voilà le nécessaire et le suffisant pour que la collaboration pacifique soit aussi féconde que la collaboration militaire.

A nous, Français, qui avons au siècle dernier soutenu de nos armes l'Italie renaissante et qui en 1914 avons répondu à l'appel de la Serbie éprouvée, peut-on refuser le droit de recommander cette union qui doit se faire, sous peine de rendre stérile la dépense de tant de sang généreux ?

C'est ce vœu qu'il me plaît d'inscrire à la première page du livre de M. Stoyanovitch : il exprime, j'en ai la conviction profonde, l'intérêt permanent de ceux auxquels il s'adresse.

André TARDIEU.

Paris, 8 avril 1917.

AVANT-PROPOS

Dès les premières années du vingtième siècle déjà, le problème yougoslave était devenu l'une des plus importantes questions de la monarchie des Habsbourg. Tous les écrivains connus des peuples étrangers, et, partant, désintéressés, ont signalé ce fait; cela s'est fait sentir aussi bien dans tous les pays yougoslaves, où la dynastie des Habsbourg régnait, qu'ailleurs. Après la guerre douanière (1906) entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie et surtout depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908), une question devenue brûlante se posait : serait-ce la Serbie ou l'Autriche-Hongrie qui réaliserait l'union des Yougoslaves? Car il était hors de doute que la solution de cette question était devenue imminente.

En ces temps de crises militaire et diplomatique, de procès de haute trahison et de guerres balkaniques, les circonstances ont voulu

que je devinsse chef d'un parti bosniaque-herzégovinien, lequel avait inscrit sur son drapeau le principe du nationalisme comme première devise. Il était donc tout naturel que je m'adresse, pour mes informations, à des sources aussi directes que possible pour tout ce qui concerne les conditions de la lutte.

Il m'a toujours paru évident que la Serbie était notre Piémont, mais qu'il fallait seulement choisir le moment propice pour agir. Par les entretiens que j'ai eus avec quelques personnalités distinguées serbes et yougoslaves, comme aussi par les observations personnelles que j'ai faites dans tous nos pays et surtout en Serbie pendant les guerres balkaniques, j'étais arrivé à la conviction que la solution définitive n'était pas loin. Toutefois, ni moi ni aucun des nôtres ne se doutait qu'elle était si proche.

Mon sentiment était que, nous autres assujettis, nous devions aussi nous préparer au grand jour de la libération. J'ai noté mes impressions au cours des voyages que j'ai faits dans toutes les contrées serbes, et m'étais proposé de les présenter à un petit nombre de mes amis afin de nous entendre au sujet du plan à dresser.

L'Autriche-Hongrie, par cette guerre préventive, a rendu impossible tout préparatif sérieux de notre part. A l'heure qu'il est, j'essaie d'utiliser ces notes dans le but de renseigner, à l'étranger, le public ami sur l'opinion d'un Serbe se trouvant en dehors de la Serbie, quant au rôle que la Serbie en particulier et les autres pays yougoslaves jouent dans le yougoslavisme.

C'est maintenant seulement qu'on a pu se rendre compte du système mensonger des Austro-Allemands. Les Serbes l'ont déjà senti depuis longtemps. C'est pourquoi il est nécessaire de rectifier en détail quelques erreurs de l'opinion publique qui semblent encore persister comme le dernier vestige de ce système de falsification des faits pratiqué par l'Autriche. Puisque c'est en Bosnie qu'a eu lieu l'événement qui a servi de prétexte à la guerre des Austro-Allemands, je considère comme mon devoir de faire connaître surtout les circonstances qui ont amené l'attentat de Sarajevo. J'espère que ce ne sera pas sans intérêt.

Sachant que dans le monde des questions posées par la guerre actuelle, on n'a pas toujours le temps d'accorder à chacune d'elles

toute l'attention qu'elle mérite, je tâcherai d'être bref. J'ai dû ajouter les deux premiers chapitres pour édifier, par un aperçu aussi complet que possible, le lecteur étranger. J'ai donné pour titre à cet ouvrage *La Serbie d'hier et de demain,* cherchant à démontrer comment la Serbie des dix-neuvième et vingtième siècles a pu devenir le centre politique du yougoslavisme.

La question posée est celle-ci : l'Autriche ou la Serbie. Je passe sous silence les actes des personnes actuellement sous la domination autrichienne, connaissant la méthode des accusateurs, de peur qu'on n'y trouve les bases suffisantes pour un procès de haute trahison dirigé contre les Yougoslaves restés dans le pays.

J'ai essayé d'être aussi impartial que possible dans mon exposé, n'hésitant jamais à reconnaître également nos propres fautes. La franchise, à mon avis, est, malgré tout, le meilleur moyen de connaître les gens et de se connaître soi-même. D'ailleurs, nous n'avons aucune raison de ne pas être sincères.

Je ne suis point un savant, le temps comme les moyens m'en ont souvent manqué ; c'est pourquoi, en plusieurs endroits, la forme ne sera peut-être pas irréprochable.

L'ouvrage est divisé en périodes : jusqu'à 1804, il ne s'agit que de simples préparatifs pour l'action ; de 1804 à 1908 s'étend la période de l'enfance de la pensée yougoslave; de 1908 jusqu'à ce jour, l'époque de son développement. C'est ainsi du moins que je comprends notre histoire. La longueur de la période d'éclosion ne dénote aucunement une incapacité de notre part, mais s'explique par la nécessité où nous étions de faire nous-mêmes notre propre éducation et de surmonter beaucoup de difficultés créées par les différentes puissances étrangères. Car c'est maintenant seulement que nous achevons notre lutte contre l'ingérence étrangère dans nos affaires publiques et nationales.

L'histoire du peuple serbe est, à ce point de vue, un des exemples les plus instructifs dans l'histoire du monde, démontrant qu'une pensée, lorsqu'elle est saine et puissante, comme un torrent impétueux, ignore les obstacles. Elle a donc autant d'intérêt pour les politiciens que pour les sociologues. C'est pourquoi j'ai jugé utile d'élaborer plus à fond certaines parties de ce travail.

Paris, décembre 1916.

SERBS, CROATS AND SLOVENES
OFFICIAL INFORMATION BUREAU
DR. VOYSLAV M. YOVANOVITCH, DIRECTOR
814 SOUTHERN BUILDING
WASHINGTON, D.C.

LA SERBIE D'HIER ET DE DEMAIN

PREMIÈRE PARTIE

LA SERBIE ET L'IDÉE YOUGOSLAVE

I

LES CONDITIONS DE LA RÉGÉNÉRATION SERBE

Le terrain. — Les pays habités par les Yougosláves (Serbes, Croates et Slovènes) sont montagneux et forestiers ; les plaines ne se trouvent qu'à proximité des fleuves, Save, Drave et Danube. Le centre de la Serbie actuelle s'appelle Schoumadia (pays de forêts), et le nom du Monténégro signifie littéralement « le pays des montagnes noires ».

De l'Isonzo au lac Doiran, de Soubotitza à Dratch, on parle une seule langue avec des différences de dialectes insignifiantes. Les hautes montagnes s'étendant pour la plupart du nord-ouest au sud-est rendaient impossibles les communications rapides entre les diverses contrées, séparées

en outre par la diversité de leurs gouvernements politiques. Ces montagnes, à côté de leurs inconvénients, avaient aussi leur bon côté, celui de contribuer à maintenir l'unité et la pureté de la race, en empêchant les étrangers de s'infiltrer en masse parmi les Yougoslaves.

Le centre de ces montagnes, comprenant le sandjak de Novi-Bazar et certaines parties de la Serbie, du Monténégro, de la Bosnie et de l'Herzégovine, partage les eaux entre la Mer Noire, la mer Adriatique et la mer Égée. C'est là que se trouve le centre de la race serbe, le noyau du grand État Nemanitch du Moyen Age, en même temps que le berceau de la poésie nationale serbe. Une des ailes de ce massif montagneux est formée par le mont Dinara et située à la frontière de la Bosnie, de la Dalmatie et de la Croatie, alors que l'autre aile englobe la grande chaîne de montagnes sur la frontière serbo-bulgare (monts Ossogov). C'est là le thorax du peuple serbe. Les fleuves qui coulent dans toutes les directions pourraient être comparés aux veines d'un organisme. C'est de ces fières montagnes que notre peuple est descendu dans les plaines, c'est comme une sorte de réservoir d'énergie nationale d'où a jailli cette eau vivifiante « qui fortifie les faibles et inspire les forts ».

Anthropologie. — Les Serbes, les Croates et les Slovènes sont arrivés de Galicie, comme Slaves, dans leur patrie actuelle, par groupes plus ou moins

importants, du sixième au huitième siècle ap. J.-C. Là, ils ont rencontré des peuples étrangers tels que les Illyriens, les Romains, les Celtes, les Avares, qu'ils ont fini par absorber. Il est donc naturel que le vieux type slave de taille moyenne, aux cheveux blonds et aux yeux brillants, ait dû se ressentir de ce contact. Toutefois, il s'était conservé presque pur dans les montagnes. Sur le littoral et dans les pays voisins, ainsi que dans les vallées du Vardar et de la Morava, ce type se croisait avec les types romains de haute taille, aux cheveux foncés et aux yeux bruns. C'est pourquoi le type paysan est encore presque exclusivement blond ou châtain, alors que celui des villes est plutôt brun et châtain.

Climat. — Dans les chaînes montagneuses qui s'étendent dans toutes nos contrées, on rencontre beaucoup de plateaux atteignant jusqu'à 1.500 mètres d'altitude. En général, le climat est celui de l'Europe centrale. Les pluies sont intermittentes, la neige assez abondante ; dans plusieurs vallées, les brouillards sont fréquents, le sol est recouvert de verdure et de forêts. Sur le littoral, c'est plutôt le climat méditerranéen qui prédomine ; les pluies ne tombent qu'en hiver ; les montagnes sont rocheuses, dénudées, le ciel clair, les vents fréquents.

Dans la vallée pannonienne règne un climat moyen avec les mauvais étés des autres contrées.

Occupations et métiers. — Dans la partie est, au début du dix-neuvième siècle, on se livrait plutôt à l'élevage; dans l'ouest à l'agriculture; sur le littoral, à la pêche, à la viticulture et à la navigation. Le fleuve Save formait, à partir du milieu de son cours, la frontière entre la Turquie et l'Autriche. De chaque côté il y avait des colonies militaires de notre peuple. L'organisation, les occupations dans ces contrées étaient plutôt militaires.

Situation sociale. — A l'ouest régnait le système féodal. Il se manifestait beaucoup plus fortement dans les provinces agricoles et y était mieux organisé; il était plus caractérisé et plus ordonné dans les contrées autrichiennes, parce que les nobles y étaient plus habiles et plus instruits, et dans les contrées de Bosnie parce que les beys y étaient plus nombreux. L'extrême est de notre pays est formé de parties pour la plupart montagneuses, habitées par un peuple d'éleveurs; le poids d'un pareil régime ne s'y est pas fait sentir aussi vivement.

Les commerçants et les prêtres formaient la seule classe lettrée et avancée du peuple. Comme dans les pays autrichiens, les nobles et le peuple pratiquaient la même religion, les deux castes précitées n'avaient aucun intérêt à vivre en mésintelligence avec les nobles propriétaires. A l'est, c'est le contraire, attendu que les propriétaires y sont musulmans. En Syrmie, en Croatie, à Batchka et dans

le Banat il y a des Serbes bourgeois. Dans les autres contrées, ce sont les étrangers qui dominent dans les villes; les indigènes, en tant qu'il y en a, manquent de conscience nationale ou sont même contre leur propre peuple. Les bourgeois ne sont pas formés en caste. A l'ouest, les classes des nobles et des prêtres sont les seules organisées. A l'est, les seules organisations sont les associations familiales de paysans dont le développement au Monténégro arrive jusqu'à prendre la forme de clans. En outre, il existe encore une coutume datant du vieil État serbe et consistant dans les réunions populaires.

C'est là qu'à défaut des affaires de l'État on traitait les questions locales et religieuses.

Situation politique. — A la fin du dix-huitième siècle, l'Autriche, tout en restant un organisme réactionnaire par rapport aux idées issues de la Révolution française, n'en représentait pas moins un État chrétien faisant la guerre aux Turcs et manifestant l'intention de chasser ces derniers de l'Europe. C'est pourquoi elle fut aidée dans cette tâche également par les Serbes de tous les pays. Les gens simples, bien entendu, n'ont pas pu sentir tout le poids de sa structure germanique ni se rendre compte de la ruse de ses méthodes. Les sujets autrichiens, coreligionnaires des Yougoslaves, pouvaient encore moins s'en apercevoir, parce qu'entre les autorités autrichiennes et le

peuple se trouvait une barrière, la noblesse, qui, à peu d'exceptions près, était presque totalement dénationalisée.

La Turquie d'alors était déjà sérieusement ébranlée, autant par les luttes entre les janissaires et les sultans que par les guerres extérieures contre la Russie et l'Autriche. D'ailleurs, son administration ne s'est jamais distinguée par la fermeté. Toute sa force reposait sur les contraintes et les violences exercées sur le peuple non musulman. De tels agissements sont bien vite remarqués, même du vulgaire ; aussi comprend-on facilement la réaction qui s'en est suivie. De là aussi naquit cette série de guérillas (hajdukovanje) qui ne cessera jamais sur le territoire, depuis les montagnes de Zadar jusqu'à Doiran. C'est en somme la guerre à outrance, et pendant des siècles, d'un peuple qui a perdu son existence comme État, mais qui ne veut point s'avouer vaincu.

Religion. — Dans les parties de l'extrême Ouest, la religion catholique dominait. Par contre, les orthodoxes avaient fini par occuper toute la partie montagneuse à partir de la frontière est jusqu'à la Lika. Les musulmans enfin étaient plus nombreux dans les villes, aussi bien en Serbie qu'en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine. Quant à l'ouest du fleuve Drina, le mélange de ces trois confessions y régnait. A l'est, l'élément orthodoxe l'emportait en nombre.

Les religions catholique et musulmane sont internationales et universelles. Il était donc naturel que leurs prêtres, à cette époque où le nationalisme démocratique n'était pas encore né, ne fussent, en dehors de leurs offices, que les fidèles serviteurs du régime régnant dont les représentants appartenaient à la même religion qu'eux-mêmes.

L'orthodoxie, dès ses débuts, avait un caractère national. Saint Sava (1169-1236) avait donné la formule définitive de ce nationalisme en créant l'église autocrate serbe, dont le chef avait reçu, pendant le règne du tsar Donchan, le nom de patriarche, avec son siège à Ipek et les frontières de l'État serbe de ce temps-là. Cette organisation spéciale de l'Église orthodoxe s'était encore maintenue, sauf une courte interruption, sous la domination turque jusqu'en 1690, époque à laquelle le patriarche, avec un grand nombre de ses fidèles, émigra en Syrmie sous la protection des empereurs d'Autriche. Les frontières de ce patriarchat, au temps des Turcs, s'étendaient à la Serbie (avec la Macédoine), la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, la Slavonie et même le sud de la Hongrie. Plusieurs monarques de la dynastie des Nemanitch ainsi que les archevêques serbes ont été béatifiés : c'est le meilleur signe du nationalisme de l'Église serbo-orthodoxe.

Psychologie et morale. — Dans les parties de l'Ouest, il est facile de saisir la psychologie et la

morale du peuple. Elles ne se distinguent de celles des Allemands et des Italiens que par certaines qualités de douceur qui sont le propre de l'âme sentimentale slave. Dans ces contrées et selon la profession prédominante on distingue trois zones : agricole, maritime et militaire, et, dans chacune de ces zones, le métier donne une conception différente de la vie (chez les gens simples, du moins).

Les agriculteurs, qui forment la majorité de la population, sont travailleurs, paisibles, soumis, fidèles à l'État comme à la religion. Les marins sont plutôt des lutteurs et sont beaucoup plus nationalistes ; les militaires, enfin, sont dévoués, disciplinés, vaillants. Chacun dans son genre est presque parfait. Comme membre d'un peuple qui doit soutenir la lutte pour sa résurrection, chacun représente une valeur moins grande que sa valeur individuelle sous le rapport de l'activité professionnelle.

L'Est avec son centre montagneux, dont les habitants ont des occupations moins variées et une culture plus uniforme et plus patriarcale, est plus aguerri, nationalement parlant. Ses habitants possèdent leur poésie nationale qui est pour eux un véritable évangile moral. Dans l'épopée ils chantent le glorieux passé serbe et, dans la poésie lyrique, ils laissent s'épanouir leurs sentiments personnels. L'éthique de ces chants nationaux est caractérisée, pour les hommes, par la bravoure, la

justice, la fidélité, l'amitié, l'hospitalité et la compassion pour les faibles, et, pour les femmes, par la beauté, l'innocence et la tendresse. Grâce à ces chants que l'on entonnait dans le plus petit village, il n'y avait pas un seul Serbe qui ne connût les épisodes les plus saillants de son histoire et qui ne se fût forgé son idéal d'après un héros national quelconque. Nationalistes, conservateurs, mais au point de vue de la famille seulement, fiers, sérieux, persévérants dans le travail, sentimentaux, sans passions, égoïstes uniquement quand il s'agit de la gloire et de l'héroïsme, braves et bien doués, tels sont les traits principaux et caractéristiques de ces montagnards. En descendant dans la plaine, ces aptitudes énergiques cèdent le pas aux qualités intellectuelles, résultat d'une vie plus facile. On arrive à une conception plus claire de l'existence comme à une résolution plus prompte aux actes les plus graves. La force de cet élément frappe surtout là où se croisent le sentimentalisme et l'idéalisme slaves avec l'esprit pratique des Macédoniens et des Dalmates. Ce sont en effet les contrées où ce croisement a laissé le plus de traces qui ont vu naître nos hommes les plus célèbres et qui ont servi de berceau à nos mouvements politiques les plus importants. Du reste, l'inépuisable réservoir de nos montagnes, qui avait contribué au renouvellement de toutes les contrées par des émigrations continuelles, n'a pu à son tour s'empêcher d'emprunter de-ci de-là quelques particularités aux

autres contrées. C'est ainsi que fut préparée progressivement l'unification du caractère national.

Actuellement, c'est à peine si l'on constate quelques différences suivant la position géographique du pays et les conditions de la vie.

Une grande partie de la vieille noblesse serbe qui n'a pas voulu se convertir à la religion musulmane a fini par se fondre dans cette démocratie, en quelque sorte native, en lui donnant un certain tact dans la manière d'agir et de la modération dans les sentiments et les actions.

II

UN COUP D'ŒIL SUR LES ÉVÉNEMENTS DE 1804 A 1908

LE SOULÈVEMENT ET LE PREMIER ÉTAT SERBE

Les préparatifs pour l'action révolutionnaire. — La lutte contre les Turcs n'avait jamais été abandonnée par le peuple serbe. Bien que menée partiellement seulement, elle réussissait quand même à contenir et à briser, ne fût-ce qu'en partie, la force turque. Après la défaite des Turcs devant Vienne en 1683, les actions isolées des hajdouks deviennent plus fréquentes. Dans d'autres contrées serbes où il n'y avait pas d'organisation en tribus, les bandes des hajdouks se composaient de personnes rassemblées au hasard. C'est au Monténégro que l'organisation de ces bandes a pris le caractère le plus sérieux. C'est pourquoi le Monténégro peut être considéré comme le premier pays des Balkans qui ait entrepris de chasser les Turcs de son territoire et qui ait aidé la Russie et Venise dans leurs campagnes contre ces derniers, de même qu'il fut le premier à créer une sorte d'État théocratique avec des évêques à sa tête.

Vers la fin du dix-huitième siècle, les troupes

autrichiennes comptaient déjà environ 18.000 soldats serbes qui étaient pour elles de vrais collaborateurs dans leur campagne contre les Turcs.

Un grand nombre d'entre eux, équipés militairement, retournèrent dans leurs foyers après l'amnistie. Ils attendaient toujours leur délivrance, mais ils furent déçus. Les paroles qu'Alexis Nenadovitch adressa jadis, au nom du peuple dont on avait tant abusé, au commandant autrichien, sont restées toujours gravées dans les mémoires. Aux reproches que lui faisait le commandant de la Syrmie en lui rappelant qu'il avait juré fidélité à l'empereur d'Autriche, Alexis répondit : « Il est vrai que j'ai juré de rester fidèle et que je suis prêt à combattre pour la liberté de ma patrie, mais vous n'ignorez pas que je tiens mes serments et que je ne trahis point l'Empereur : c'est l'Empereur qui m'abandonne avec tout le peuple serbe, de même que ses prédécesseurs délaissaient nos aïeux. Voilà pourquoi je retourne de l'autre côté de la Save. N'ayant pas de greffiers ni d'autres gens savants, j'irai d'un couvent à l'autre, pour dire à tous les moines et à tous les prêtres d'écrire qu'aucun Serbe ne doit plus jamais croire un Allemand. » Ces paroles ont été reproduites par le fils d'Alexis, l'archiprêtre Mathias Nenadovitch dans ses mémoires (p. 34), dont il sera question plus loin. Ces mots si simplement prononcés ont toujours servi à rappeler aux générations serbes la manière d'agir de leurs voisins du nord.

Début et évolution du soulèvement. — Les Dahiés (c'est-à-dire les tyrans) qui ont régné en Serbie au début du dix-neuvième siècle avaient décidé de tuer toutes les notabilités du pays qui étaient les chefs du peuple et de détruire ainsi tout esprit révolutionnaire pour un temps aussi long que possible. Parmi ces nombreux chefs fut décapité, à Valievo, Alexis Nenadovitch dont j'ai parlé plus haut. Son frère Jacob et son fils Mathias s'enfuirent d'abord dans les forêts, puis le premier partit pour Tamnava et Possavina pour réaliser quelque argent qu'il avait mis dans son commerce, laissant le reste à la grâce de Dieu. Pendant ce temps se répandit la nouvelle que Karageorge était venu avec ses compagnons à Oratchatz (14 février 1804) où ils incendièrent une auberge turque, massacrant tous les Turcs qu'ils rencontraient sur leur route. « Un certain Zouka Markovitch d'Oratchatz me raconta plus tard que c'était justement le jour de ses noces. Karageorge vint avec cent de ses compagnons pour assister à la noce et mit ensuite le feu à l'auberge (p. 71). »

Le prêtre Mathias et sa compagnie entrèrent en campagne avec des munitions pour une valeur de 1.200 francs et un petit canon de fer de moins d'un mètre de longueur que lui avait envoyé l'évêque de Novi-Sade, Jovanovitch ; Karageorge, de son côté, se battait seul avec un canon en cerisier.

Ce n'est que plus tard que ces petites bandes isolées comprirent toute l'utilité d'une bonne coo-

pération, et qu'elles finirent par s'unir sous la direction de Karageorge, stratège de grande valeur et d'un caractère énergique. Dans une assemblée de chefs de districts il fut élu chef suprême du soulèvement national. Par son talent comme par toutes ses qualités il était exclusivement un chef militaire. En ce qui concerne la politique intérieure, il ne connaissait qu'une seule ligne, la ligne droite. Du reste, dans les circonstances où il se trouvait, un caractère semblable au sien pouvait seul avoir des chances d'établir l'unité nécessaire dans l'action. L'Europe, à cette époque, subissait de dures épreuves. Aussi, dans sa politique extérieure chercha-t-il l'aide de l'Autriche, de la Russie et de Napoléon. Ses émissaires furent partout bien accueillis. Toutefois la Russie seule témoigna d'une certaine sentimentalité slave et vraiment chrétienne. Elle accepta d'être la protectrice des Serbes et ceux-ci formèrent l'extrême aile droite dans la lutte de la Russie contre la Turquie.

Les délégations d'une nation de paysans ne manquent pas parfois de saveur. Citons comme exemple le récit fait par l'archiprêtre Mathias, qui partit le premier, en compagnie d'un Serbe instruit d'Autriche-Hongrie, en mission politique pour la Russie. Le premier diplomate serbe monta à Belgrade le 1er septembre 1804, à 2 heures du matin, dans un petit canot, avec 300 ducats en poche, disant à ses compagnons : « C'est ainsi que s'embarqua sur la mer houleuse Christophe Colomb, à

la découverte de l'Amérique, pour faire connaître celle-ci à l'Europe : de même nous partons aujourd'hui par le doux Danube pour chercher la Russie, dont nous ne savons l'existence que par des chansons, afin de la faire connaître aux Serbes. » A Petrograd, la députation fut assez bien accueillie, mais ne reçut pas de promesses précises. Néanmoins, elle rapporta un bon conseil. On lui avait reproché que Karageorge ne fît que tuer des gens et commettre des injustices, à quoi la députation répondit que c'était faux, que Karageorge demandait dans chaque district qui s'était soulevé contre les Turcs l'homme le plus juste et le plus probe qu'il emmenait avec lui. Alors chaque coupable était livré, pour être jugé par eux, à ces notables élus, et, quelle que fût leur sentence, Karageorge ne faisait que donner l'ordre de la faire exécuter. « Si c'est ainsi, répliqua le ministre russe, c'est bien, sinon, que ce soit ainsi quand même. Pourtant il faut que vous ayez un synode (gouvernement), car ni la Russie ni aucun autre pays ne voudra correspondre avec un seul homme isolé, mais seulement avec le peuple et le synode. »

Le premier synode tint ses séances au monastère de Voliavtcha et débuta ainsi dans ses travaux : « Nous avons trouvé, racontait Nenadovitch, un paysan qui nous a fabriqué une table en bois de tilleul et deux bancs, puis nous transportâmes tout cela dans une chambrette, où nous étendîmes un linge sur la table, et, après y avoir posé le saint

Évangile et la Croix du couvent, nous nous plaçâmes autour pour délibérer (p. 227).

« Astreints que nous étions au jeûne et ne pouvant rien acheter pour manger (chacun de nous aurait préféré se battre avec les Turcs que de tenir conseil à Voliavtcha), on envoya un délégué à Topola pour dire à Karageorge que nous étions privés de pain et de tout (p. 228). »

Karageorge les fit partir pour le monastère de Bogovadia et de là pour Semendria, après la reprise de cette ville par les Serbes. « Nous arrivâmes, continua Nenadovitch, à Semendria, ville de nos empereurs et despotes, en nous arrangeant comme nous pouvions. D'abord nous avons fait le compte de tous les frais qui ont été faits pour le synode et ses membres et nous avons trouvé que nous avions dépensé 1.300 groschen (le grosche vaut quatre sous), attendu que nous avions supporté nous-mêmes, comme tous les soldats, les frais de notre nourriture. Sur quoi, le Synode me donna une obligation de 130 ducats, car c'était moi qui faisais les avances sur mon propre argent (p. 232). »

L'archiprêtre Mathias, auteur des mémoires cités, était le président du Synode (gouvernement et tribunal à la fois). Il tranchait les différends d'après les lois serbes du Moyen Age (Kermtchiya).

J'ai insisté peut-être plus longtemps que ne le permettaient les dimensions normales de cet article concernant ces mémoires; j'ai cru intéressant de montrer la création d'un nouvel État auquel de

simples paysans sont appelés à donner sa forme. Les souvenirs de l'ancien État serbe ont beaucoup contribué à ce que les différentes institutions publiques reçussent leur caractère spécial.

Les Serbes, quelle que soit la contrée qu'ils habitent, sans distinction, ont pris part individuellement au soulèvement d'abord et à l'organisation administrative ensuite. L'armée de Karageorge passa souvent en Bosnie et dans le Sandjak, et Karageorge était resté en relations constantes avec l'évêque du Monténégro, Pierre Ier. Toutefois, l'indépendance serbe ne fut pas de longue durée. La Russie, menacée par Napoléon, se vit obligée de faire la paix avec la Turquie à Bucarest en 1812. Dans le traité de paix, elle n'a obtenu pour ses alliés serbes que l'amnistie et une certaine autonomie intérieure, en laissant aux intéressés le soin de s'entendre sur les détails. Napoléon progressait en Russie, et la Turquie comprit cet accord dans le sens d'une destruction complète de la Serbie. Sa grande armée envahit la Serbie en 1813, et la masse du peuple, comme beaucoup de chefs et Karageorge lui-même, s'enfuirent en Syrmie. La Serbie devint une fois de plus une province turque.

Monténégro. — Presque en même temps, l'évêque Pierre Ier, grâce à son autorité religieuse et aux guerres qu'il faisait avec les Russes contre Napoléon et les Turcs, groupa en État des tribus monténégrines libres mais indisciplinées. Les dif-

ficultés qu'il rencontra furent énormes. Il est regrettable que ni lui ni ses auxiliaires n'aient laissé de notes à ce sujet.

Illyrie. — Napoléon, après avoir conquis en 1807 les provinces yougoslaves, la Dalmatie, l'Istrie, une partie de la Croatie, la Carinthie, la Carniole, Goritza, les transforma en un seul État en leur accordant toutes les libertés françaises à l'intérieur et en faisant de la langue slave la langue officielle. Cette Illyrie de Napoléon a réveillé les Slovènes et les Croates, en provoquant toute une révolution dans les esprits, habitués jusqu'alors à s'incliner devant la bureaucratie viennoise et l'oligarchie hongroise. Le Congrès de Vienne (1814) mit fin à l'existence de cet État en l'incorporant à l'Autriche. En ce qui concerne la Serbie, malgré toutes les sollicitations des délégués serbes, le Congrès n'avait rien décidé. Du reste, il n'y a rien là d'étonnant, puisque Metternich (qui, en 1809, écrivait à son empereur : *Les intérêts de l'Autriche exigent que la Serbie reste soumise ou aux Turcs ou à nous*) était tout-puissant dans ce congrès.

DU CONGRÈS DE VIENNE (1814) AU CONGRÈS DE BERLIN (1878)

Prince Miloch Obrenovitch. — A la Tzveti (dimanche des Rameaux), en 1815, le prince Mi-

loch Obrenovitch, déployant l'étendard devant l'église de Takovo, s'écria en s'adressant à ses compatriotes : « Me voici avec vous, guerre aux Turcs ! » Ce fut le commencement du deuxième soulèvement qui s'étendit rapidement et remporta de beaux succès sur les Turcs. Le Sultan, préoccupé par les désordres intérieurs de ses autres provinces et effrayé par la puissance de la Russie victorieuse, commença vite à céder. Les pourparlers s'ouvrirent, il est vrai, immédiatement, mais c'est seulement en 1826 que la Porte accorda l'autonomie à la Serbie et ce n'est qu'en 1830 qu'elle reconnut comme héréditaire la dynastie des Obrenovitch.

Les questions intérieures de la jeune principauté, qui en 1838 reçut sa constitution, absorbèrent pendant longtemps toute l'attention de ses meilleurs patriotes. Déjà, en 1843, M. Popovitch, de Belgrade, écrivait à son camarade Stanko Vraz de Zagreb : « On trouverait difficilement en Serbie un seul paysan qui ne sache sa constitution par cœur ou qui ne l'ait dans sa maison. »

La dynastie des Karageorge fut de nouveau sur le trône de 1842 à 1858. Les fréquents changements de souverains rendent encore plus difficile l'action dans les provinces asservies. Déjà, à cette époque, on pouvait constater trois sortes d'influences qui se sont maintenues longtemps en Serbie : la turque, l'autrichienne et la russe. Chacune de ces trois grandes puissances menait en Serbie sa politique propre avec des agents à elle. Le prince

Miloch, durant son règne de 1815 à 1842 et de 1858 à 1860, a montré néanmoins tant d'habileté qu'il a su maintenir et développer l'indépendance de la Serbie. Son talent fut plus spécialement politique. Son esprit ingénieux a donné lieu à nombre d'anecdotes (1).

On connaît les relations de Miloch avec Lioudevit Gaï de Croatie, chef des intellectuels, principal représentant du mouvement illyrique qui voulait l'union des Serbes, des Croates et des Slovènes, en souvenir de l'Illyrie de Napoléon, et qui avait de nombreux partisans parmi les intellectuels de la partie ouest des pays serbes.

La renaissance civilisatrice et littéraire. Vouk Karadjitch. — Un contemporain de Miloch, Vouk Stefanovitch Karadjitch, jadis simple berger, avec son recueil de chants et contes populaires, a donné à la littérature serbe sa langue actuelle (dialecte herzégovinien) ainsi que la simplicité de son orthographe, selon la règle : écrire comme on parle. Dans sa lutte contre des adversaires qui

---

(1) Il ne sera pas sans intérêt d'en citer une. Pendant une visite de Miloch au chancelier d'Autriche, Metternich demanda à Miloch, par l'intermédiaire de l'interprète, « quelles étaient ses occupations avant de devenir prince de Serbie ». L'interprète n'osa pas traduire et le dit à Metternich. Mais Miloch remarquant l'air dédaigneux de Metternich exigea qu'on lui traduisît les paroles du chancelier, et lorsque ce fut fait, il répondit : « J'ai été marchand de cochons et suis devenu prince, tandis que toi, si tu avais été marchand de cochons, tu le serais resté toujours. » Et ce disant, Miloch se leva et sortit, laissant le vaniteux prince Metternich tout ébahi.

avaient réussi à créer une langue littéraire spéciale semblable au russe, Vouk fut aidé par le Slovène Kopitar. Gaï commença également à se servir dans ses publications de la langue nationale telle que Vouk l'avait fait connaître. L'influence de Vouk ne s'est pas bornée à la littérature; on peut encore le considérer comme le créateur du démocratisme conscient et de l'idéalisme national chez les Serbes. Karageorge, Miloch, Vouk, constituent les trois types serbes, tous trois nés dans la Serbie de l'ouest, tous trois provenant du vrai centre serbe : ce sont les pères du nationalisme serbe positif.

L'évêque monténégrin Radé. — L'évêque monténégrin Pierre II (Vladika Radé) peut être considéré à juste titre comme leur quatrième collaborateur. C'était l'homme le plus intellectuel parmi ses contemporains, en même temps qu'un grand poète. Le nationalisme serbe était pour lui la vraie religion, mais, pour le réaliser en dehors de l'épée et de la politique, il devait avoir sa philosophie et sa morale à lui : cette philosophie ne pouvait être que celle de l'Europe occidentale; quant à sa morale, elle ne pouvait être que la morale chrétienne.

Révolution de 1848. — C'est avec ces tendances chez les chefs du peuple, tendances qui n'avaient pas encore reçu leur forme précise dans cette lutte des vieilles et des nouvelles idées, que se sont

trouvés les Slaves du sud en 1848. Dans la grande révolution des peuples autrichiens, ils entrèrent dans la lutte contre les Hongrois révoltés, conduits par le ban croate Jelatchitch et le patriarche serbe Rajachitch. Ils furent soutenus dans leur tâche par la Serbie officielle, où régnait le prince Alexandre Karageorgevitch, qui leur avait envoyé en aide le général Knitchanin et un grand nombre de volontaires. La Russie mit fin en 1849 à cette action et sauva l'Autriche. Ironie du sort!

L'idée yougoslave. — Tous ces mouvements ont eu néanmoins un résultat utile. C'est qu'ainsi les gens, en se mêlant les uns aux autres, ont appris à se mieux connaître et en même temps se sont rendu compte de la nécessité d'un système. Mais c'est seulement en 1860 que naquit l'idée yougoslave sous son nom d'aujourd'hui et que l'on commença à préparer sa réalisation. Son représentant théoricien fut l'évêque croate Joseph Strosmeyer, et ses meilleurs et ses plus actifs défenseurs furent le prince serbe Michel Obrenovitch et le jeune prince monténégrin Nicolas qui s'était placé à l'entière disposition du prince Michel. A cette époque (en 1867), la Croatie effectuait un arrangement avec la Hongrie et assurait son autonomie. La Dalmatie fait gagner au slavisme, de 1860 à 1870, toutes les municipalités politiques, et la Boka-Kotorska se révolte contre les autorités autrichiennes. Les pays slovènes se soulèvent également au nom du même

principe nationaliste et s'organisent pour la lutte inégale contre le germanisme et l'irrédentisme italien.

La vieille Serbie et la Macédoine, dont la population se raréfiait à cause des massacres albanais, attendaient leur unique salut du prince serbe Michel. Le soulèvement herzégovinien, sous Lika Vonkalovitch (1862), donna l'occasion aux princes serbes d'établir un programme en vue d'une action commune.

Ces trois chefs du peuple étaient en rapports constants entre eux, n'ayant qu'un seul but : la libération. Néanmoins, Strosmeyer se fait plutôt le défenseur de la devise : par l'instruction à la liberté. Chez le prince Nicolas, c'est la formule contraire : par les armes à la liberté. Le prince Michel, enfin, représente la synthèse des vues des deux autres. Sa Serbie est le pays le plus florissant et le plus fort des Balkans : il fait bâtir des écoles, des imprimeries, agrandir une fabrique de munitions et d'armes, il crée une armée nationale et continue à entretenir des relations avec tous les Serbes et surtout avec les musulmans de Bosnie, qui déjà, en 1830, tentaient de se révolter contre le Sultan et de fonder l'autonomie bosniaque. L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par les Serbes paraissait n'être qu'une question de jours.

C'est le travail national le plus systématique qu'on rencontre dans cette période. C'est grâce à son habile diplomatie que la Serbie a pu, en 1867,

se débarrasser complètement des Turcs ; en même temps que la citadelle de Belgrade, les autres forteresses de l'intérieur de la Serbie furent abandonnées par les soldats turcs et livrées aux Serbes. Michel fut le premier représentant des idées de l'Europe occidentale qui occupa le trône serbe.

Les guerres avec la Turquie (1875 à 1879). — Après la mort si inattendue du prince Michel, la politique extérieure de la Serbie est menée par la régence du prince Milan encore mineur. En 1875, les Herzégoviniens, d'accord avec le prince monténégrin Nicolas, se soulevèrent. Ce soulèvement gagna bien vite l'Herzégovine et une grande partie de la Bosnie. Pierre Karageorgevitch, le roi actuel de Serbie, sous le nom de Pierre Mrkonyitch, participa activement à ce soulèvement. Deux nobles Anglaises, Miss Irby et Miss Mackensie, organisèrent des secours pour les orphelins des insurgés. Gladstone à cette occasion lança le mot : *Les Balkans aux peuples balkaniques*. L'Autriche recueillit les fugitifs en notant soigneusement les dépenses qu'ils lui occasionnèrent. Cela lui était nécessaire en vue de la rencontre des empereurs à Reichstadt en 1876, entrevue au cours de laquelle la Russie lui reconnut le droit d'occuper une partie de la Bosnie. La même année, la Serbie et le Monténégro entrent en guerre contre la Turquie, suivies un peu plus tard par la Russie. Les grandes victoires russes excitent un grand enthousiasme chez tous les Slaves. La Russie

à San Stefano (près de Constantinople) dicte la paix à la Turquie en créant la Grande Bulgarie ; quant à la Serbie et au Monténégro, ils obtiennent des agrandissements territoriaux de peu d'importance, et enfin la Bosnie et l'Herzégovine acquièrent leur autonomie. Par suite du mécontentement de l'Autriche et des autres grandes puissances, on convoqua le Congrès de Berlin en 1878, dont fut exclu le ministre de Serbie, Ristich, et au cours duquel on ne voulut même pas entendre les chefs, représentant les révolutionnaires. Le comte Chouvalof, délégué officiel de la Russie au Congrès, conseilla à Ristich de s'adresser au ministre autrichien, comte Andrachy, s'il voulait sauver quelque chose pour la Serbie.

Les décisions du Congrès sont bien connues. Les principautés de Serbie et du Monténégro reçoivent leur indépendance ainsi que 15.000 kilomètres carrés environ des territoires turcs. La Bosnie et l'Herzégovine devaient être occupées par l'Autriche-Hongrie, à qui on donna aussi le droit de maintenir ses armées dans le sandjak turc de Novi-Bazar, afin d'empêcher ainsi toute possibilité d'union entre la Serbie et le Monténégro. Le comte Andrachy ne se gênait pas pour se vanter ouvertement, à cette époque, d'avoir terrassé l'hydre slave et, en avisant son souverain de la réussite de son plan d'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, il lui disait : « Maintenant, je vous donne les clefs des Balkans. » Les Serbes orthodoxes, aussi épuisés

que déçus, n'ont pu résister à l'Autriche-Hongrie qui eut cependant beaucoup de mal à soumettre, par la force des armes, les Serbes musulmans et à passer par la porte des Balkans. C'est ainsi que s'acheva cette période de l'histoire des Serbes et des Yougoslaves, car *telle était la volonté de Bismarck*.

DU CONGRÈS DE BERLIN A L'ANNEXION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

De 1878 à 1903. — Les sentiments du peuple après le Congrès de Berlin ont été dépeints de la meilleure façon par le grand poète serbe Zmay Yovan Yavanovitch dans les termes suivants :

« Le traité de Berlin a un peu relâché les chaînes des Serbes, mais en les rendant terriblement plus solides. La clarté du jour ne s'est levée que pour éclairer la mutilation de la Serbie, afin que l'on pût mieux discerner ses blessures et la frapper là où elle était encore valide. La nuit ne s'est dispersée que pour que les Serbes ne pussent plus rêver à cette unité pour laquelle ils ont consenti tant de sacrifices. »

La Serbie et le Monténégro, entourés de tous les côtés par des ennemis, abandonnés à eux-mêmes, comprirent que ce ne serait que grâce à un miracle qu'ils arriveraient à sauvegarder leur indépendance de la menace austro-germaine.

En ce qui concerne la politique extérieure, la boussole était perdue. L'insuccès de la politique extérieure avait provoqué des mécontentements et des reproches contre la politique intérieure de la Serbie et causé des actions séparatistes dans les différentes contrées. En 1882, les Herzégoviniens tentèrent un nouveau soulèvement contre l'Autriche-Hongrie.

Mais la même année, Milan Obrenovitch, pour mieux garantir sa dynastie, signait secrètement avec l'Autriche-Hongrie une convention militaire et politique, par laquelle il renonçait à toutes revendications en Bosnie-Herzégovine et dans les autres pays de l'ouest et s'engageait à n'y faire aucune propagande. Le soulèvement des Herzégoviniens, ne trouvant point d'appui au dehors, fut vite étouffé. En même temps fut créé en Serbie le parti radical avec pour principes fondamentaux : l'organisation démocratique de l'État, la milice et l'alliance balkanique. Il gagna bien vite du terrain et devint l'expression de la majorité en Serbie. A Zayetchar, ville natale du chef du parti radical, Nicolas Pachitch, éclata même en 1883 une révolte contre les autorités.

Le roi Milan profita de l'occasion pour accuser les radicaux de haute trahison. Quelques-uns de ces derniers furent fusillés. Le protectorat autrichien avait sans doute inculqué au roi Milan ses méthodes pour mener les procès de haute trahison. Depuis ce moment, il n'y avait plus de paix pos-

sible, mais seulement quelques trêves de courte durée, entre la dynastie des Obrenovitch et le parti radical, jusqu'au début de l'année 1903.

Pour sortir des embarras intérieurs, et se rendant compte du danger de la création de la Grande Bulgarie, le roi Milan déclara la guerre à cette dernière après que celle-ci eut proclamé son union avec la Roumélie Orientale. Léger et prompt comme il l'avait toujours été, il entra en guerre avec 25.000 soldats, ce qui ne représentait même pas le cinquième de la force militaire serbe de cette époque. Rendu circonspect par ses premiers insuccès, il sollicita l'intervention de l'Autriche-Hongrie, qui lui fut généreusement accordée. A cette époque, la Bulgarie était dans la zone d'influence de la Russie, et la Serbie dans celle de l'Autriche : c'est pourquoi l'acte du roi Milan était assez compréhensible. De ce moment date le déclin de la dynastie des Obrenovitch.

Milan, après avoir donné une constitution très libérale, suivant le désir des radicaux en 1888, abdiqua en 1889 en faveur de son fils mineur Alexandre. La série de scandales dynastiques qui s'ensuivit, les nombreux procès contre les radicaux, les différentes machinations contre les adversaires du régime, plusieurs emprunts très onéreux, enfin toutes sortes de désordres dans le pays, amoindrissaient progressivement le crédit de la Serbie, aussi bien à l'étranger qu'aux yeux des autres Serbes. La politique d'isolement pratiquée par l'Autriche

réussissait complètement. Ce n'est que de loin en loin que la Russie faisait entendre sa voix comme protectrice des radicaux. Dans le pays diminuait de plus en plus la foi en des temps meilleurs ; les querelles intestines ne laissaient à personne le temps de songer aux grandes tâches nationales.

En Bosnie-Herzégovine, le ministre Kallay par ses excès d'absolutisme tuait tout mouvement national dans son germe. En Croatie et en Slavonie, c'est cette même politique d'absolutisme et de corruption que pratique avec succès le comte Khuen.

Tous deux s'inspirent du modèle de gouvernement de Tisza, qui avait réussi à refouler les Serbes de Hongrie sur tous les champs d'activité nationale. En Vieille Serbie et en Macédoine, il n'y avait point de système dans le travail de propagande serbe et l'élément serbe commençait à croire qu'il était complètement abandonné par la Serbie. La discorde entre Serbes et Croates était ranimée par le vent de Vienne et de Budapest, les discussions entre les Serbes et les Bulgares par l'Autriche et la Turquie ; seul le Monténégro suivait le programme que lui avait tracé son prince : il continuait à rester le nid des hajdouks en négligeant presque la culture, car, d'après l'opinion régnante du pays, la civilisation occidentale ne pouvait que nuire à la bravoure et à l'héroïsme indispensables pour la réalisation de l'idéal national. Les Slovènes qui n'avaient qu'un seul idéal, la culture, commencent à le réaliser peu à peu en remplis-

sant dignement leur rôle de sentinelles vigilantes des Yougoslaves.

La situation apparaissait comme sans issue sinon comme désespérée. Toutefois, un seul mois de l'année 1903 suffit pour la changer complètement. Le roi Alexandre, le dernier des Obrenovitch, fut tué ; Kallay, le gouverneur de Bosnie-Herzégovine, était mort, et Khuen, ban de Croatie, quitta son poste de Zagreb. On pourrait presque croire que c'était dans la rapide succession de ces événements que se trouvait la seule chance de salut. Le changement fut heureux. Dans tous les pays yougoslaves débuta une nouvelle politique avec de nouveaux éléments à la tête. C'est à cette époque que la vraie pensée yougoslave, après tant d'années d'attente, trouva sa première expression, à l'occasion de l'arrivée à Vienne du nouveau roi de Serbie, Pierre, et de l'accueil magnifique qui lui fut fait par les jeunesses serbo-croate et slovène réunies, qui avaient compris l'idée de l'unité nationale et comme par instinct senti toute l'importance de ce moment historique. Les acclamations enthousiastes qu'on a pu alors entendre au Westbahnhof de Vienne : « Vive le roi yougoslave », n'ont plus cessé de retentir dans tous les pays yougoslaves des deux côtés de la Save et de la Drina.

Les principaux obstacles qui s'opposaient à l'œuvre nationale étaient écartés. Maintenant, on pouvait songer à se préparer pour une action plus importante et d'une plus grande portée.

Un aperçu sur la période de 1903 à 1908. — Au couronnement du roi Pierre, en 1904, le peuple de toutes les contrées serbes accourut. Ce fut une solennité qui devint historique.

Tout le peuple savait que le nouveau roi de Serbie était autrefois l'un des meneurs révolutionnaires en Bosnie et qu'il avait traduit le livre *De la Liberté* de J. Stuart Mill. Rien que ces deux faits l'avaient rendu d'avance sympathique.

En effet, le roi Pierre avait pris pour règle de conduite de rester strictement parlementaire. Parfois cela lui fut reproché, mais aujourd'hui on se rend bien compte que c'était la seule façon de calmer les querelles de partis et d'aboutir au résultat actuel.

Ce furent les questions d'armement et celles de l'union douanière avec la Bulgarie qui provoquèrent les premiers conflits avec l'Autriche-Hongrie. Le Gouvernement de Vienne voulait que les canons fussent commandés en Autriche et interdisait toute union douanière. C'est seulement sur le second point qu'il réussit, par suite de la trahison bulgare, mais les canons furent commandés en France. En 1906 commença la guerre douanière qui prouva, après trois ans, que la Serbie, au point de vue économique, était capable de s'émanciper. Ce fut une véritable surprise pour bien des étrangers et bien des Serbes, car personne n'ignorait les paroles bien connues de ce fameux ministre serbe austrophile qui disait : « S'il était possible de transporter la

Serbie, même dans un sac, plus loin des frontières de l'Autriche-Hongrie afin que celle-ci ne nous ferme pas le seul débouché, je pratiquerais à son égard une autre politique. » C'est à ce moment qu'on commença à mettre à exécution le projet relatif à la construction de nouvelles et nombreuses lignes de chemins de fer. Au gouvernement ce sont les vieux et les jeunes radicaux qui se succèdent, quand ils ne gouvernent pas en coalition. Le programme, en général, ne change pas. Le Gouvernement serbe suivait avec attention le conflit créé par les questions militaires entre Vienne et Budapest, et cherchait à entrer en relations avec l'opposition hongroise. Quant à la politique extérieure, la Serbie se met ouvertement du côté de l'alliance franco-russe.

En Croatie, un nouveau mouvement se formait dans le peuple. Les Serbes et les Croates réunis, d'accord avec leurs frères de Dalmatie, prennent en 1906 des résolutions ayant pour base l'union des Serbes et des Croates et pour but la lutte concertée avec l'opposition hongroise contre Vienne.

En Bosnie, l'organisation des orthodoxes et des musulmans serbes prétend que la Bosnie et l'Herzégovine doivent avoir leur autonomie politique, sans aucun changement dans leur situation juridique : au moins nominalement elles se trouvaient, sous ce rapport, sous la suzeraineté des sultans. L'élément avancé des Slovènes, d'accord avec le nouveau mouvement national, organise dans ce sens des

manifestations publiques qui excitent un grand enthousiasme. La Vieille Serbie et la Macédoine, sous l'égide de l'action réformatrice de l'Europe, vivent des jours de terreur, mais voient dans la révolution des Jeunes-Turcs ainsi que dans la nouvelle constitution l'annonce de jours meilleurs.

Le parti national qui, après l'octroi de la constitution de 1905, arrive au pouvoir au Monténégro, sympathise avec le nouveau mouvement, imitant presque en tout les radicaux serbes ; quant au Gouvernement du prince Nicolas, il juge à propos, par les procès des bombes, d'imiter fidèlement les agissements des anciens gouvernements du roi Milan contre le parti radical.

En plus de ce mouvement politique, on sent dans tout le peuple une nouvelle poussée très favorable au point de vue économique et à la marche du progrès en général.

D'Ærenthal, ministre des Affaires étrangères à Vienne, conçoit d'abord le projet du chemin de fer de Bosnie à Mitrovitza afin de mieux relier ainsi la Bosnie avec Salonique. La Serbie, pour contrecarrer ce dessein, demande la création d'un chemin de fer balkanique avec son terminus à Saint-Jean-de-Medua. Plus tard, d'Ærenthal change son projet et, d'accord avec le prince de Bulgarie, proclame l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, renonçant à tout droit sur le sandjak de Novi-Bazar. En même temps la Bulgarie se proclame indépendante. D'Ærenthal élabore, d'accord avec le roi Ferdinand,

une action commune éventuelle contre la Serbie. Cette période se termine par la *réalisation des vœux du comte d'Ærenthal, du roi Ferdinand et de Guillaume II.*

La date du 5 octobre 1908 marque le commencement de la nouvelle ère serbe. Elle rentre déjà dans l'actualité, et c'est pourquoi je la traiterai dans un chapitre spécial. La question serbe est devenue par là une question européenne, et les Serbes savaient déjà par expérience à quoi s'en tenir sur la nouvelle direction de la politique de l'Europe. C'est sur elle qu'ils commencèrent à régler leur conduite. La jeune génération serbe commence à son tour à se faire entendre dans la nouvelle politique serbe. A partir de ce jour, la logique et la méthode de travail changent radicalement. Cette évolution politique se fait sentir en Serbie plus encore que dans les autres pays yougoslaves. La Serbie, en effet, était seule capable de préparer par des actes positifs un meilleur avenir national. A part le Monténégro, les autres pays non encore libérés ne pouvaient contribuer que faiblement à cette transformation nationale.

Le chapitre suivant a été rédigé d'après la part positive que les différentes provinces ont prise dans le mouvement yougoslave. Parfois il sera nécessaire de recourir à l'histoire pour une meilleure compréhension des événements actuels.

III

LA JEUNE SERBIE ET L'ACTION YOUGOSLAVE

La psychologie des Serbes depuis 1908. — L'annexion de la Bosnie-Herzégovine ne constituait pas seulement une mainmise de l'Autriche-Hongrie sur ces deux provinces serbes ; elle était aussi une atteinte morale aux sentiments de tout le peuple serbe. On a déjà dit quel rôle joue l'idée de la justice dans l'éthique nationale serbe. La masse du peuple et la classe avancée ont à cet égard la même conception morale. A l'ouest, les juristes yougoslaves laissent l'empreinte de leur doctrine sur la vie sociale, comme le font, à l'est, les professeurs, par leur philosophie et leur science. Un traité international a été violé et déchiré malgré la volonté du peuple de Bosnie-Herzégovine, qui, un mois avant l'annexion, s'était prononcé pour le *statu quo* juridico-politique, c'est-à-dire contre cette annexion.

Chacun de ses représentants s'était rendu compte qu'on avait violé le principe fondamental de sa vie.

Chez un peuple jeune et fougueux où les polémiques et les discussions de théoriciens sont rares, certaines théories sont facilement acceptées comme absolues. Leur violation est considérée comme une

atteinte à un droit naturel. C'est pourquoi le monde des juristes fut étrangement surpris par cette violation soudaine du droit, par cette application de la théorie que les traités ne sont pas autre chose que des chiffons de papier; de même les professeurs et les démocrates ne purent admettre ce manque de respect pour la volonté si formellement exprimée d'un peuple. Les gens de bon sens ont nommé, plus exactement, cet acte par son vrai nom, en y voyant la première attaque contre l'indépendance de la Serbie. C'est pourquoi l'annexion a produit dans le sein du peuple serbe une impression profonde, qui se manifesta de diverses manières au cours de la crise qui suivit. Le défunt ministre des Affaires étrangères, Milovanovitch, le 20 décembre 1908, prononça dans la Skoupchtina nationale ces paroles :

« En annexant la Bosnie-Herzégovine, en rejetant la Serbie de la mer Adriatique et en empêchant notre union avec le Monténégro, l'Autriche impose à la Serbie et à la nation serbe dans un avenir proche ou éloigné la lutte pour la vie ou la mort. » De tous les bancs de la Skoupchtina des cris s'élevèrent : « C'est cela! » Le même ministre reçut à cet égard quelques conseils de nos amis d'Europe, conseils qui, en somme, se réduisaient à ceci : « Impossible de faire quelque chose pour vous maintenant; tâchez de créer un fait accompli nouveau, et nous l'accepterons sans protester. » Comment le créer? Telle était la question que se

posait ce peuple passionné d'indépendance et qui avait supporté tant de sacrifices pour réaliser son unité nationale.

La direction et la proportion de l'action publique. — Pour sauver la Serbie actuelle, il fallait la renforcer. C'était la première pensée de tous les Serbes. Idéal national à part, l'instinct de la conservation lui-même commandait l'agrandissement de la Serbie et surtout sa réunion avec le Monténégro par le sandjak de Novi-Bazar. On pressentait que l'Autriche-Hongrie ferait tout pour empêcher l'affranchissement de ce centre du peuple serbe, l'union de deux petits États indépendants, ainsi que l'émancipation économique de la Serbie et son débouché sur la mer.

Devant la puissance de l'Autriche-Hongrie, la Serbie devait disposer de forces propres suffisantes pour pouvoir soutenir au moins le premier choc, et avoir des amis capables de la défendre et éventuellement de la rendre plus forte. La vieille génération, croyant aux déclarations d'égalité et de justice des différents partis démocratiques, avait entassé et publié les arguments propres à soutenir sa thèse devant le tribunal suprême des grandes puissances. Elle considérait l'union nationale presque exclusivement comme une œuvre de justice, comme un grand litige à régler entre le peuple serbe et ses ennemis. La jeune génération, au contraire, disait : « Les arguments ne doivent servir

que comme moyen d'incitation pour ramasser toute notre énergie. La Serbie, une fois forte, trouvera bien des amis pour réaliser son unité. » C'étaient ces deux idées qui inspiraient deux générations si proches l'une de l'autre.

La menace d'une grande guerre européenne se dressait depuis longtemps. Dans les Balkans, ce carrefour des intérêts politiques les plus variés, l'approche de la guerre s'était fait sentir peut-être plus tôt encore qu'ailleurs. Dans la grande lutte qui pointait à l'horizon, la Serbie devait avoir sa place à elle, mais où, de quel côté? La réponse était facile : du côté opposé à celui de l'Autriche-Hongrie. En outre, les sympathies toutes naturelles des Serbes pour leurs frères russes, l'acceptation de la culture occidentale, les sentiments acquis du peuple pour la France démocratique et l'Angleterre parlementaire, tout cela inclinait la Serbie vers la Triple Entente.

A cet égard, il n'y avait aucune différence entre les jeunes et leurs aînés, sauf que ces derniers étaient peut-être un peu plus amis de la Russie, tandis que les premiers étaient plutôt partisans des puissances occidentales.

Depuis 1906, année de la guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie, et surtout depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, il était devenu évident que l'Autriche-Hongrie, ce pionnier du germanisme, cherchait à écraser la Serbie qui se trouvait la première sur la route de Salonique et de

Constantinople. Possédant le monopole de l'opinion publique dans les Balkans, l'Autriche-Hongrie avait, jusqu'à un certain point, réussi à représenter la Serbie comme une perturbatrice de la paix générale qu'on devait anéantir dans l'intérêt de la tranquillité et de la civilisation.

La fable du loup et de l'agneau devait encore une fois se réaliser. Comme prélude de cette action, on commença par les différents procès créés de toutes pièces contre la soi-disant propagande serbe en Autriche-Hongrie. Les faux sans nombre qui ont servi de base à ces fameux procès de haute trahison ont été établis d'une manière irréfutable dans le procès Friedjung, à Vienne. Tout le monde ressentit une profonde indignation devant cette perfidie autrichienne et l'animosité qu'elle dévoilait. C'est grâce seulement à quelques journalistes et à quelques publicistes consciencieux de la Triple Entente et de l'Italie que la Serbie a pu sortir victorieuse de cette infâme lutte entre deux morales. Il était clair pour tous les Serbes que l'Autriche-Hongrie ne manquerait pas de préparer une terrible vengeance. Le motif n'était pour elle qu'une chose accessoire. Elle n'aurait point à compter avec l'opinion publique de l'Europe, lorsqu'elle se sentirait assez forte pour n'en faire aucun cas. Sa mauvaise situation à l'intérieur, l'esprit de conquête qui s'était emparé du corps des officiers, tout la portait à considérer une glorieuse victoire comme la seule solution d'une situation intérieure difficile.

Il était évident qu'à l'occasion elle se tournerait du côté de la moindre résistance, donc contre la Serbie. La politique viennoise réussit, par ses intriques, à isoler la Serbie dans les Balkans. La Russie, cette grande protectrice de la Serbie, se trouvait, après la guerre japonaise, dans un état de transformation à l'intérieur et de réorganisation militaire. En Occident, on ne connaissait pas suffisamment la force de la Serbie et on n'appréciait pas à sa juste valeur sa signification géographique. La situation était désespérée.

Néanmoins, dans cette mauvaise action de l'Autriche se trouvait le remède. La crise que provoqua l'annexion de la Bosnie-Herzégovine avait clairement démontré, au moins aux gens avisés de l'Europe, que le problème serbe était un problème européen, plus encore, le problème de la civilisation. La Russie et la Serbie se sont surtout senties humiliées par l'annexion. On comprit qu'il n'y avait qu'à opposer la force à la force. Au *tac* du sabre germain, il fallait répondre par le *tac* du sabre slave. La chose était si claire qu'il n'y avait plus à perdre de temps en discussions. La tâche du Gouvernement et du peuple des États slaves se réduisait donc exclusivement à éclairer l'opinion publique et à lui montrer que l'épée germaine avait décapité la justice slave. « Celui qui ne sait pas se venger ne sera jamais béatifié », dit un proverbe serbe. Il ne restait donc plus qu'à appliquer cet adage au cas en question.

Il fallait préparer la vengeance en se mettant au travail, augmenter la force de l'armée par les armements et l'extension des chemins de fer ; c'était le premier devoir ; la situation générale de l'Europe à cette époque, le calme précurseur de la tempête, exigeaient une action rapide si l'on voulait être prêt au moment voulu. C'est l'histoire future qui nous dira ce qui fut fait, en Russie et en Serbie, pour parer aux événements nouveaux. Nous allons essayer de démontrer par quelques chiffres tout ce qui fut fait en Serbie pendant ce laps de temps, c'est-à-dire depuis l'année 1908 jusqu'à 1912.

La Serbie n'avait alors que 818 kilomètres de voies ferrées. Son armée était plutôt médiocrement exercée ; le premier ban, seul, était armé du fusil Mauser ; il n'y avait que de vieux canons de bronze de 80^{mm} comme artillerie de campagne. Le nombre des combattants ne dépassait pas 230.000 hommes. Le budget total de la Serbie s'élevait à 95.091.233 francs, dont 21.742.532 étaient destinés au ministère de la Guerre, et 10.460.006 au ministère des Travaux publics. En 1913, c'est-à-dire après la guerre serbo-turque et la guerre balkanique, la Serbie possédait déjà 974 kilomètres de voies ferrées. La force armée et le matériel de guerre, avant la guerre serbo-turque, c'est-à-dire en 1912, comprenaient :

TABLEAU

Hommes	356.500
Chevaux	57.700
Bœufs	42.650
Voitures	23.630
Canons	564
Mitrailleuses	250
Fusils	294.860
Sabres	10.050

En outre, on avait laissé dans le pays 45.540 hommes, ce qui faisait en tout 402.000 mobilisés, soit environ 14 % de la population entière. Le budget total de 1912 se montait à 127.950.000 dinars et, en 1914, il s'élève à 214.321.000 dinars, dont 54.320.000 pour le ministère de la Guerre et 34.700.000 pour le ministère des Travaux publics.

La dette publique de la Serbie, contractée pendant cette période de préparation (de 1906 à 1909) pour la mise en état des chemins de fer et de l'armée, s'élevait à 237.231.500 dinars. On ne doit pas oublier que toutes ces charges pesaient sur un peuple plutôt agricole de 3 millions d'habitants, habitant un pays d'une étendue de 48.303 kilomètres carrés, ayant un commerce d'importation de 50 à 100 millions de francs et une exportation un peu plus importante, et qui avait en outre à payer comme annuité, pour amortir la dette publique, la somme de 45.974.150 dinars. Tout cela devait être supporté par la Serbie qui, en 1876, était libre de toute dette publique.

Comparer ces chiffres, c'est se rendre compte

des efforts que la Serbie a dû faire en vue de son indépendance et de son affranchissement ; c'est voir en même temps combien la génération actuelle a contribué par son activité et ses sacrifices matériels à la réalisation de cet idéal. Pour tout cet immense effort on peut dire que c'est la Serbie qui seule a toujours supporté ses charges nationales. Quant au Monténégro (9.080 kilomètres carrés de terrain montagneux et dénudé), avec ses 285.000 habitants et son budget de 300 millions de couronnes il était impossible d'en attendre grand'chose. On savait seulement que ses 36.000 soldats étaient 36.000 braves qui, avec un bon équipement, un bon armement et une bonne organisation militaire, feraient peut-être les meilleurs soldats du monde.

On n'ignorait pas non plus qu'à l'heure décisive l'armée monténégrine combattrait toujours aux côtés de l'armée serbe et qu'aucune intrigue étrangère n'empêcherait qu'il en fût ainsi. Les Serbes et les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie ne pouvaient fournir qu'un appui matériel et leur sympathie, ce qui ne décide pas des batailles. Le Gouvernement d'Autriche-Hongrie n'est pas assez sûr de la loyauté de ses sujets et possède trop de gendarmes pour assurer le respect de ses idées ; avec les Serbes de Turquie, c'était pis encore. Devant la chasse continuelle qui leur était donnée par les autorités turques, les brigands albanais et les comitadjis bulgares, on pensait qu'ils feraient assez pour la cause serbe, s'ils réussissaient à gar-

der leur tête sur leurs épaules, en attendant la libération définitive.

Essayons, dans une brève esquisse, d'expliquer et de décrire toutes les conditions et tous les facteurs qui ont contribué à cette régénération de la Serbie : cet exposé est nécessaire pour se former un jugement exact sur sa force présente et future. Faute de connaître certains détails, celui qui, à l'étranger, veut se faire une opinion, ne saurait juger de notre mouvement actuel ou de notre rôle futur.

LA SERBIE ET LE MONTÉNÉGRO

Conditions matérielles de la Serbie de 1909 à 1912. — La politique économique est fonction de la stabilité politique. Cette stabilité manquait à la Serbie, tant dans sa politique intérieure que dans sa politique extérieure, jusqu'en 1903. Il n'est pas, dès lors, étonnant que presque tout le commerce extérieur de la Serbie se fût limité au pays voisin, l'Autriche-Hongrie, qui absorbait ses exportations de matières brutes et lui servait les produits de son industrie.

Ce n'est qu'en 1906, lorsque le régime parlementaire fut devenu permanent et stable, que les luttes intérieures ont cessé et que la Serbie s'essaya à une politique économique indépendante. La guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie a démontré que cette indépendance était

possible. Les années qui ont suivi immédiatement la guerre douanière ont vu certaines irrégularités, car on n'avait pas trouvé immédiatement de nouveaux marchés et l'expérience nécessaire manquait. Les difficultés qui avaient surgi à cette occasion firent comprendre, même aux villageois, que sans l'accès libre à la mer, la Serbie ne pouvait pas compter sur une prospérité économique. Salonique paraissait loin, et il était aux mains des Turcs. On essaya d'une solution transitoire : le chémin de fer transbalkanique (de la frontière roumaine à Saint-Jean-de-Medua), qui pourrait préparer l'émancipation complète de la Serbie. Les guerres balkaniques ont donné une autre orientation à cette question. On sait d'ailleurs que les grandes puissances avaient garanti la construction et la libre exploitation de cette ligne à travers l'Albanie.

Pour que le lecteur puisse se faire une idée, même superficielle, de l'état économique de la Serbie à la veille des guerres balkaniques, je lui soumettrai quelques chiffres. Dans les questions de cette nature les chiffres sont les arguments les plus éloquents. Ces chiffres sont extraits en grande partie d'un très beau livre, *La Serbie à l'Exposition universelle de 1911 à Turin,* qui a été écrit en collaboration par un grand nombre de spécialistes serbes, et que le Gouvernement serbe a publié.

La superficie totale du royaume de Serbie était, avant la guerre de 1912, de 4.830.260 hectares.

La Serbie est presque exclusivement un pays agricole et d'élevage. Le domaine de la plupart des propriétaires varie entre 3 et 20 hectares; c'est pourquoi un écrivain anglais (Herbert Vivian) l'avait appelée le paradis des pauvres gens. D'après le recensement de 1905, le sol était ainsi réparti :

	HECTARES	POUR CENT
a) Propriétés privées et communales.	2.055.175	42,55
b) Propriétés d'État ou nationales.	2.775.083	57,45

Selon le recensement de 1905, le sol possédé par les particuliers et les communes se répartissait de la façon suivante au point de vue de son utilisation :

1. Jardins et cours.	25.815ha	25
2. Terrains labourés	1.027.815	71
3. Vignobles	33.101	48
4. Vergers	136.939	51
5. Prairies	322.683	23
6. Pâturages	95.708	64
7. Bois enclos.	136.389	34
8. Forêts	166.612	41
9. Terres en friche.	59.855	45
10. Terres diverses	50.245	81
TOTAL.	2.055.176ha	83

On calcule que le sol cultivable occupe environ 73 °/₀ de la superficie totale du royaume serbe, et le sol improductif 27 °/₀. La moitié du sol productif

est cultivé, l'autre moitié se compose de forêts et de pâturages. Les forêts couvrent environ 1.517.000 hectares, ou 31,4 °/₀ de la surface totale du pays. Par rapport aux différents propriétaires, voici quelle est la répartition proportionnelle des forêts :

36,2 °/₀	appartiennent à	l'État.
42,8 °/₀	—	aux communes et aux villages.
1,1 °/₀	—	aux monastères et aux églises.
19,9 °/₀	—	aux particuliers.

Le recensement de 1897 indiquait comme nombre de familles :

Dans les villes	67.076	familles.
Dans les villages . . .	308.120	—

Parmi ces familles étaient propriétaires fonciers :

Dans les villes	20.253	familles.
Dans les villages . . .	273.168	—

La proportion de la population rurale à celle des villes est de 86 °/₀; l'accroissement annuel de la population, avant le traité de Bucarest, était de 1,5 °/₀.

En 1910, la Serbie possédait 152.617 chevaux, 977.918 bœufs, 3.808.815 brebis et 863.544 porcs. L'agriculture et l'élevage atteignent dans certaines contrées un degré de développement et de perfectionnement très élevé.

Le sol, en 1897, était réparti de la manière suivante :

NOMBRE de propriétaires	ÉTENDUE de la propriété	POUR CENT
160.375	jusqu'à 5 hectares	56,65
80.822	de 5 à 10 —	27,55
40.782	de 10 à 20 —	13,87
7.633	de 20 à 30 —	2,60
2.138	de 30 à 40 —	0,73
	etc.	
3	de plus de 300 —	0,001

La loi garantit au cultivateur 2,8 hectares de terre qui ne peuvent être vendus pour dettes privées. La population, en 1910, était ainsi répartie, d'après la langue : Serbes, 2.778.706 ; autres, 132.995 ; et ainsi d'après la religion : orthodoxes, 2.881.220 ; catholiques romains, 8.435 ; musulmans, 14.335.

Mouvement de la population.

ANNÉE	MARIAGES	NAISSANCES	DÉCÈS	EXCÉDENT des naissances
1908. . .	25.890	103.903	66.924	36.979
1909. . .	26.641	110.226	83.350	26.876
1910. . .	29.932	112.235	64.450	47.785
1911. . .	30.453	107.229	64.415	42.814
1912. . .	13.289	114.257	63.358	50.899

La grande industrie est encore dans l'enfance.

Parmi les causes qui entravent son développement il faut citer :

1° Le manque de moyens de communication ;

2° Le manque et la cherté du capital ;

3° La très forte concurrence de l'étranger, secondée par l'insuffisance des tarifs protecteurs ;

4° Le fait que la région consommatrice est relativement faible et que la main-d'œuvre est trop coûteuse et insuffisamment spécialisée.

La première branche de la grande industrie qui attira l'attention de l'État et des particuliers est l'industrie minière. Ceci s'explique en partie par les besoins de l'État même, pour l'approvisionnement en plomb et en charbon, et partiellement par la grande richesse minière du pays, ainsi qu'au Moyen Age, alors que l'exploitation des mines était florissante, attirant ainsi l'attention de l'Etat et des particuliers avant les autres branches de la grande industrie. La puissance totale de la force motrice des entreprises minières augmente constamment.

Comme minéraux, on trouve surtout du charbon et du cuivre. La valeur du produit des mines exploitées s'élevait, en 1911, à 15.413.945 francs (dont 8.105.731 francs de cuivre).

La première branche de la grande industrie aux mains des particuliers est l'industrie de la minoterie ; puis viennent la brasserie, la fabrication de la marmelade de prunes, et enfin l'industrie de la céramique, du sucre, l'industrie textile et les éta-

blissements pour l'abatage des bestiaux et la préparation des conserves de viandes.

Il faut mentionner l'industrie des tabacs comme objet de l'exploitation exclusive de l'État. La valeur totale des produits de l'industrie serbe était estimée, en 1911, à £ 4.872.620.

Le nombre des établissements de crédit dans les villes, au 31 décembre 1909, était de 149 (dont, à Belgrade même, 37, avec un capital versé de 16.954.653 francs, 3.848.733 francs de réserves, et 17.700.089 francs de dépôts à intérêts). Les grands établissements financiers qui sont en relations avec l'État ne sont pas compris dans ces chiffres.

Il y avait, en 1909, 907 sociétés coopératives agricoles et succursales, dont 615 sociétés de crédit, 52 sociétés d'achat, 153 pour l'achat de machines, 45 de secours mutuels et 12 de laiterie. Les sociétés coopératives ne se bornent pas seulement à aider le développement matériel et le progrès des coopératives, elles travaillent aussi à l'amélioration intellectuelle et morale de leurs sociétaires, cherchant à établir un milieu susceptible de s'assimiler les nouveautés, c'est-à-dire à le rendre accessible à la culture des autres pays civilisés. Dans ce but elles créent des institutions, elles fondent des bibliothèques et des salles de lecture, et organisent des conférences traitant de diverses questions.

En 1909, il y avait 818 kilomètres de chemins de fer appartenant à l'État et plus de 200 kilo-

mètres de chemins de fer privés. Il existait aussi une société serbe de navigation à vapeur. Le matériel flottant de la société consistait en 10 vapeurs, 48 chalands en fer et 2 en bois. Les routes, surtout celles des villages, et particulièrement dans certains endroits, laissaient quelque peu à désirer, attendu que leur construction dépendait plutôt de la clairvoyance des autorités administratives locales.

Jusqu'en 1905 inclusivement, l'exportation de la Serbie se composait essentiellement de trois articles : le bétail, les céréales et les fruits. Sur la valeur totale de l'exportation, atteignant 70 millions de francs, ces trois articles fournissaient à eux seuls près de 60 millions, c'est-à-dire 85 °/₀ ; mais, de 1905 à 1909, la proportion n'est plus que de 76 °/₀.

Avant et après 1905, la Serbie était essentiellement importatrice d'articles industriels et de denrées coloniales, mais la part de l'Autriche-Hongrie dans cette importation est, depuis 1905, tombée de 60 °/₀ à 35 °/₀, tandis que celle des autres États, en premier lieu de l'Allemagne et de la Belgique, puis de l'Angleterre et de l'Italie, s'est notablement accrue.

L'échange et le trafic des marchandises entre la Serbie et les autres États n'atteignent encore que des proportions très modestes; le nombre des articles qui figurent dans le commerce extérieur est relativement fort limité. Personne, naturellement, n'en sera surpris lorsque nous rappellerons

que la Serbie indépendante ne fait partie de la famille des nations que depuis 1878 et qu'auparavant, en raison de sa situation de pays vassal, elle faisait, pour ses rapports internationaux, partie intégrante de l'Empire ottoman, son suzerain. Mais ces considérations nous apprennent en même temps que le commerce extérieur de la Serbie présente un haut degré de développement et qu'à cet égard ce pays continue à offrir un vaste champ à l'activité des États de l'Europe occidentale. La Belgique, qui a maintenant une exportation annuelle de £ 160 millions et une importation de £ 200 millions, n'a eu elle-même que £ 3.862.210 d'exportations et £ 3.599.542 d'importations.

La valeur des exportations et des importations de la Serbie, pendant l'année 1912 (la dernière avant les guerres), a atteint les chiffres suivants en dinars :

Importations	106.093.000
Exportations	84.222.000

Principaux articles d'exportation : froment, 17.771.000 ; viande, 15.280 ; maïs, 7.396.000 ; peaux, 7.332.000 ; volailles, 3.751.000 ; animaux vivants, 2.130 ; prunes, 1.764.000.

L'importation est composée surtout de produits industriels.

L'importation et l'exportation, en 1912, étaient pour les principaux pays :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Autriche-Hongrie	32.659.000	36.076.000
Allemagne	31.117.000	18.279.000
Italie	3.631.000	3.785.000
France	3.713.000	2.978.000
Grande-Bretagne	8.511.000	2.000.000

Les revenus de l'État étaient ainsi répartis en 1909 :

	MILLIERS de dinars.
Impôts directs et centimes additionnels	26.033
Octrois	6.635
Douanes	10.610
Timbre	5.076
Monopoles	29.240
Voies de communications	14.373
Institutions d'économie nationale	2.668
Immeubles	1.620
Capitaux et fonds	2.904
Revenus divers	5.994

Les dépenses étaient de 103.831.000 francs, soit 37 francs par tête.

Au 1er janvier 1911, la Serbie devait encore, en vertu des emprunts, 679.431.500 francs, et le service des emprunts exigeait 34.704.500 francs par an; la dette publique, par habitant, était de 233 francs.

Pour montrer la solidité des garanties données aux créanciers de l'État serbe, disons seulement

que l'excédent des recettes après le paiement des annuités était, en 1909, de 11.489.226 francs.

Comme on le voit, les garanties que possédaient les créanciers de la Serbie non seulement assuraient la sécurité des emprunts existants mais laissaient un vaste champ libre pour de nouvelles opérations financières (1).

Nous parlons toujours de la Serbie avec ses frontières d'avant la paix de Bucarest en 1913.

C'étaient les modestes débuts d'une émancipation économique qui promettait un développement rapide et sûr de l'économie de la Serbie. L'Autriche-Hongrie, dont le commerce extérieur a été adapté au goût et aux besoins des Balkans, s'aperçut du danger qu'elle courait de perdre ce débouché. Danger grave, car l'Autriche ne possède pas de colonies. Son inquiétude était augmentée par le fait de l'émancipation politique de la Serbie et de la Yougoslavie, qui devait être la conséquence inéluctable de la délivrance économique. Dans tous les domaines on sentait qu'une jeune race, tenace et habile, venait se dresser devant l'expansion austro-hongroise.

---

(1) Les nouveaux territoires acquis en 1913 (Vieille Serbie et Macédoine) ont 39.000 kilomètres carrés et 1.800.000 habitants. Le commerce extérieur, en temps de paix (évalué approximativement à cause du manque de statistique turque), était de 51.347.000 francs d'importations, et de 27.595.000 francs d'exportations. Les principaux articles d'importation étaient les produits industriels, denrées coloniales, et les principaux articles d'exportation étaient le tabac, les raisins, l'opium, le bétail, les cocons et les cuirs.

CIVILISATION

Développement intellectuel. — L'instruction est assez développée. Pour certaines branches, comme pour les études, sur la péninsule balkanique, l'Académie des Sciences et l'Université de Belgrade passent avant toutes les autres institutions de même genre des autres pays balkaniques. C'est plus particulièrement à l'Université que s'est développée et organisée l'activité scientifique et nationale. Après l'armée, c'est une des meilleures et des plus utiles institutions serbes. A la fin de l'année scolaire 1909-1910, l'Université comptait 1.050 étudiants et 57 professeurs.

L'Université de Belgrade, à côté de la bonne réputation dont jouissaient ses professeurs et ses instituts, avait un but utilitaire. Elle a cultivé les études nationales scientifiques ; les résultats de la science ont été appliqués aux besoins des pays serbes et balkaniques et à leur caractère spécial. L'intensité d'un pareil effort a rehaussé considérablement son prestige en Serbie et au dehors, car les résultats pratiques étaient évidents.

Elle a donné un grand nombre de travailleurs studieux et de pionniers nationalistes. Un nombre respectable de savants serbes sont membres des grandes académies et sociétés scientifiques étrangères.

La Serbie possédait en outre, avant la guerre

balkanique, un assez grand nombre d'écoles secondaires (40), 11 écoles professionnelles et de nombreuses écoles primaires. L'instruction primaire est obligatoire.

La littérature se développe normalement. Au début, elle était exclusivement nationale.

Au dix-neuvième siècle, tous les critiques serbes pensaient que le meilleur moyen de développer la jeune littérature était de juger avec bienveillance les auteurs et leurs œuvres, en s'efforçant de créer pour cela un critère et un étalon nationaux. S'appuyant sur la poésie nationale, la littérature yougoslave prend de plus en plus les idées générales comme base de ses travaux. Une revue, « Le Bulletin littéraire serbe » (*Srpski knjizevni Glasnik*) a, après 1900, contribué à la régularisation de la valeur littéraire des ouvrages et aux progrès du culte du beau, en prenant pour critérium que ne peut être beau pour les Serbes ce qui ne l'est pas en général. Sa rédaction a réussi à réveiller les ambitions des écrivains intelligents, qui ont déjà donné des œuvres d'une valeur indiscutable. Ainsi fut créé un style particulier appelé « style de Belgrade »; les livres publiés dans ce style furent les plus goûtés de tous les lecteurs yougoslaves.

L'influence française et l'influence russe prédominent dans la littérature serbe.

La poésie surtout est cultivée. Ce n'est point pour nous étonner chez un peuple qu'on a appelé le poète slave.

Dans la poésie lyrique notamment, naquirent des œuvres qui ont pu être comparées aux meilleures œuvres lyriques de nations beaucoup plus grandes.

Le caractère yougoslave, que quelques Serbes et Dalmates ont donné aux expositions artistiques de Belgrade, a ouvert à notre art des horizons plus larges et lui a permis de se mesurer avec les autres arts du monde entier.

Le sculpteur Meschtrovitch, qui s'est acquis un renom universel à l'occasion des expositions de Rome et de Londres, a montré que le vrai nationalisme sert de portail à l'humanité. Il a fait pour les Serbes, par la sculpture, ce que le Gouslar avait fait jadis par ses chants. C'est à nos artistes que nous sommes surtout redevables du mouvement nationaliste de la jeune génération intellectuelle, devenu bientôt le mouvement de la génération entière.

Outre les soins apportés à l'éducation des jeunes gens, une attention tout aussi grande est vouée à celle des jeunes filles. Surtout dans ces derniers temps, de grands progrès ont été réalisés de ce côté. La Serbie possède déjà un assez grand nombre de femmes écrivains et de pionniers patriotiques féminins.

Le journalisme en Serbie est de qualité plutôt médiocre. Les journaux ont un caractère presque exclusivement local, parce que leur diffusion était défendue dans les pays yougoslaves, d'Autriche-Hongrie et de Turquie. Ils se sont contentés du

rôle modeste de source assez précise d'informations. En outre, un individualisme peut-être exagéré de la presse a contribué à la multiplication des journaux sans tenir beaucoup de compte de leur valeur. Belgrade seule, ville de 100.000 habitants, ne comptait pas moins de seize journaux quotidiens. La concurrence et le bon marché furent souvent un obstacle au développement des bons journaux.

La civilisation serbe. — Les étrangers et les voyageurs qui prennent facilement la civilisation pour la culture, faute de temps pour des études plus approfondies, se font parfois une idée erronée des aptitudes de la Serbie pour la culture occidentale européenne. Ils ne remarquent pas que le but naturel de la démocratie consiste à répandre la culture et la civilisation dans les grandes masses du peuple et non à créer des types de réclame. C'est pourquoi la civilisation en Serbie est assez développée, mais pas assez hardie pour sauter aux yeux.

Elle s'est imposé pour but d'avoir un caractère général, et c'est pour cette raison qu'elle n'a rien de particulier. On avait pris la progression comme règle de son développement, d'où il ressort qu'elle a été très solidement édifiée. Son idéal était la civilisation française et non point l'allemande. La culture et la civilisation serbes désirent être et rester une culture et une civilisation vraies et non pas seulement apparentes.

Pour arriver à ce résultat, il est nécessaire d'éduquer la masse entière du peuple et les deux premières conditions posées sont le temps et la paix. La culture du peuple serbe, plus grande que sa civilisation, est la meilleure garantie que ce processus suivra rapidement son cours, dès que l'État aura retrouvé son équilibre en s'assurant l'existence et en s'agrandissant. La Serbie, à cet égard, eût pu déjà donner des résultats plus appréciables encore si elle n'avait pas assumé la lourde tâche d'être le Piémont yougoslave. C'est à cause de ce même rôle, attendu qu'elle se trouva être l'obstacle sur la route des Germains vers Salonique et Bagdad, qu'elle a été retardée dans ses travaux.

Il existe peu de peuples au monde, qui, malgré tant de difficultés et d'empêchements, seraient capables de donner des résultats aussi féconds au point de vue de la culture. Car on ne doit pas oublier que la Serbie est une autodidacte, qu'elle n'a pas eu d'éducateurs étrangers et qu'il a fallu un certain temps pour qu'elle fût en état de choisir, entre les nombreux systèmes d'éducation, celui qui répondait le mieux aux sentiments du peuple et à l'esprit du temps. Maintenir l'équilibre éthique entre la morale turque et la morale autrichienne et en même temps évoluer vers l'Europe occidentale n'était pas une mince tâche pour un si petit peuple. Cela échappe d'habitude à l'attention, et c'est pourquoi il est nécessaire d'insister.

VIE POLITIQUE ET SOCIALE

Le régime démocratique. — Le peuple serbe a un caractère essentiellement démocratique et est élevé dans cette idée. A cet égard on trouverait peut-être peu de peuples lui ressemblant. Sa démocratie n'est point indisciplinée. L'aristocratie du vieil État serbe, après la chute de l'empire, se perdit tout à fait dans le peuple. C'est elle qui a fait pénétrer dans la masse certaines connaissances et le sentiment du bien public.

C'est à elle aussi que nous devons nos chants nationaux, grâce à elle encore et à son œuvre éducatrice que les chants en question sont devenus la propriété du peuple serbe, que les traditions d'un empire déchu ont pu se conserver avec tant de vigueur dans un peuple asservi au joug turc. C'est grâce à l'action éducatrice de la vieille noblesse serbe que le peuple serbe a pu conserver une force dynamique suffisante pour effectuer sa révolution. L'idée de l'État, qui constitue toujours une certaine contrainte pour des théories démocratiques, existe chez les Serbes dans cette même démocratie. Il n'est point nécessaire pour cela que les diverses classes l'imposent à la démocratie. La Serbie renouvelée, qui date de la même époque que la démocratie européenne moderne, a pu, grâce à cette particularité nationale, se maintenir et se développer dans des moments où les vieux États chancelaient,

en proie à ces mêmes tendances démocratiques. Nous n'exagérons point en disant que le peuple serbe suivait sa meilleure inspiration à l'époque où il se laissait dominer par la volonté libre et indépendante du peuple. C'est alors que les résultats étaient obtenus le plus facilement et maintenus le plus longtemps. Nos dynasties jeunes ne manquent pas de tradition dans la tactique et de liaison avec la tradition. La noblesse n'existe pas plus qu'aucune caste organisée. C'est pourquoi les dynasties ne peuvent jamais longtemps diriger une politique si le peuple n'est pas avec elles. Or le peuple, surtout en Serbie, en Herzégovine et en Dalmatie, est un critique sévère en même temps que spirituel. La lutte de la Serbie contre l'influence austro-hongroise personnifiée par la dynastie des Obrenovitch en est la meilleure preuve.

La classe intellectuelle, recrutée, autrefois surtout, dans les villes (dans lesquelles la race ne s'est pas gardée très pure), n'a pas non plus été en état d'imposer sa volonté au peuple : d'abord parce qu'elle n'a pas toujours eu de volonté exclusive ; ensuite parce que cette même volonté, influencée par diverses cultures étrangères, ne répondait pas à la psychologie du peuple. La bourgeoisie, suivant la nature des choses, ne pouvait avoir ni volonté bien forte ni une politique bien à elle. Son éducation avancée et politique, le peuple serbe la doit, au fond, à tous ces facteurs. Mais il n'a jamais permis que ses éducateurs devinssent ses

maîtres. Toutes les fois qu'un de ces derniers essaya de devenir un petit *pacha* ou qu'une oligarchie quelconque se forma, les paysans serbes l'ont vite senti et ont encore plus vite déjoué ces desseins. Ce n'est en somme que l'instinct sain d'un peuple qui aime sa liberté et qui sait que tout despotisme et toute oligarchie, étant donnée la situation géographique difficile de la Serbie, ne peuvent que rendre cette dernière esclave d'un pays étranger, que ce soit par intérêt ou par passion personnelle.

La petite Serbie, placée au croisement des routes entre l'Orient et l'Occident, avec deux dynasties nationales et des voisins qui ont toujours cherché à l'écraser, soumise à toutes les influences des divers États et des différentes cultures, ne pouvait en effet se maintenir qu'à condition que l'autorité eût ses racines dans les couches profondes du peuple.

D'ailleurs, la Serbie démocratiquement organisée constituait la meilleure force d'attraction pour tous les Serbes qui se trouvaient hors de ses frontières. C'est surtout dans les pays serbes qui étaient sous le joug turc ou austro-hongrois, avec le régime bureaucratique et militaire, qu'on sentit tout le prix de cette démocratie nationale. Cette valeur fut peut-être parfois exagérée. Ainsi les crises les plus difficiles, les défaites les plus graves dans la politique internationale, les Serbes, non encore libérés, les acceptaient sans grande inquiétude, car

la démocratie, cette source de la force serbe, restait encore debout malgré tout.

Le rôle de la dynastie. — Le régime purement démocratique était donc un véritable impératif de la politique intérieure et extérieure bien comprise de la Serbie. C'est ce qu'avait très bien vu et logiquement mis à exécution le roi Pierre. Aussi, même s'il n'avait eu aucun autre mérite vis-à-vis de la Serbie, cela seul suffirait largement à le rendre célèbre. Il a été le premier monarque serbe qui ait compris cette vérité.

Son premier salut à la Serbie, en réponse au télégramme envoyé par la Chambre des Députés pour lui annoncer son élection au trône, se résumait en ceci : « La première parole que mon cœur ému de Serbe adresse aux représentants du peuple est mon serment que je serai toujours le premier protecteur des libertés nationales et le plus fidèle gardien des droits des élus du peuple. »

Le succès d'une telle œuvre, on a pu le constater pendant la guerre balkanique comme dans la guerre européenne et surtout dans les instants grandioses de la victoire de Roudnik, remportée par les Serbes sur les Autrichiens, lorsque le vieux Roi, presque épuisé, descendit dans les tranchées pour dire à ses soldats que le manque de munitions commençait à démoraliser : « Vous avez prêté deux serments, l'un à moi, l'autre à la patrie. Je vous libère du premier ; le second est au-dessus

de mon pouvoir. Je suis venu ici pour mourir avec vous en défendant notre patrie. »

La puissance de telles paroles a pu être jugée dans le monde entier. Mais tout le monde ne sait pas que l'effet de ces mots n'a pas eu d'autres causes que ce lien spirituel qui existe entre un roi démocratique et son peuple, ni d'autre source que leur sacrifice égal pour la patrie commune, provenant de l'identité de leur âme nationale. La Serbie a beaucoup souffert car elle a voulu avoir à tout prix une dynastie nationale. Ces moments douloureux mais illustres prouvent que le résultat de ces épreuves n'a pas été mauvais. Avec une dynastie étrangère, bien douée, le peuple serbe se serait épargné sans doute bien des efforts et aurait été plus avancé au point de vue de la culture matérielle. Cependant, un peuple qui désire garder toute son individualité doit éprouver le besoin et le sentiment que tous ses représentants possèdent une âme identique. Le Roi et le peuple doivent être un, qui veulent entamer une lutte aussi décisive et aussi désespérée que celle que les circonstances ont inspirée à la Serbie.

L'armée. — Personne dans le peuple serbe n'a autant fait pour corriger les fautes des régimes passés et préparer le pays et le peuple pour une action nouvelle, que les officiers serbes. Ceux-ci, depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, ne connaissaient plus de repos, s'exerçant sans cesse

et instruisant leurs soldats. Dans la société, ils ont été nommés les pionniers du nationalisme moderne. Après leur sortie de l'école militaire de Belgrade, un grand nombre d'entre eux avaient continué leurs études à l'étranger, tandis que d'autres faisaient des stages dans les armées étrangères.

Ils quittaient leur pays avec des connaissances suffisantes, à l'âge où l'on est le plus apte à se rendre compte des choses. Après avoir discuté des moyens à employer, on était arrivé à une solution répondant le mieux aux intérêts de l'armée serbe, c'est-à-dire de la Serbie, et tandis que quelques esprits sceptiques soutenaient qu'il n'était point possible de faire cela chez nous, d'autres étaient d'avis que cela se pouvait, et les événements leur donnèrent raison. Pour les officiers serbes on peut paraphraser la parole bien connue de Napoléon : « Le mot impossible n'existe pas en serbe. » Et en effet, ils l'ont prouvé. De fait, après les victoires serbes sur les Turcs en 1912, le général français Herr, en voyant l'armée serbe sur le champ de bataille, s'écria : « Je ne puis faire la moindre restriction dans mes éloges ; ce n'est plus une jeune armée, c'est une grande armée. » (Henry Barby, *Les Victoires serbes*.)

La grande majorité des officiers sont presque tous de pure race serbe. Leur nationalisme franc et uniforme répondait parfaitement à l'âme serbe. Ils se rendaient bien compte que la discipline sans autres connaissances est dépourvue de valeur pour

les Serbes. Ce sont eux qui menaient la propagande dans l'armée et parmi le peuple en les instruisant sur le danger qui menaçait la Serbie, et sur l'importance de la lutte qu'il s'agissait d'entreprendre sur les fronts de l'Autriche et de la Turquie, sous le joug desquelles se trouvaient encore des Serbes ainsi que beaucoup de leurs frères yougoslaves. Le monde admirait ce nouveau genre de discipline, aussi parfaite que consciente, de tout un peuple. Après Karageorge et le prince Michel, ils ont été, avec leur roi, les premiers à proclamer que le devoir patriotique doit primer tous les autres, et ils ont agi d'après ce principe.

L'instruction générale de la plupart des officiers et leur grande modestie unie à leur activité ont fait qu'au bout de peu de temps ils ont réussi à créer et à organiser une armée qui, par ses qualités extraordinaires, n'a pu que surprendre les ennemis de la Serbie. Tout cela s'était fait en silence. Le chef d'État-major, le voïvode Poutnik, n'a jamais voulu faire grand bruit autour des succès serbes. Lorsque les journalistes étrangers lui faisaient presque un reproche à ce sujet, il répondait brièvement : « Nous n'avons pas besoin de réclame. » Ses principaux collaborateurs, le voïvode Michitch et le colonel Iivko Parlovitch, hommes de grand mérite et de rares capacités, étaient presque inconnus à l'étranger jusqu'à la célèbre victoire de Roudnik, où les circonstances seules les ont fait connaître. C'est à leur silence et à leur modestie

que l'on doit une grande part du succès de l'armée et en général les bons résultats obtenus pendant les guerres balkaniques. C'est pourquoi il n'est peut-être pas sans intérêt de s'en souvenir avec reconnaissance, d'autant plus que c'est un fait rare par ces temps de réclame universelle.

Outre les officiers, l'armée serbe est représentée par les soldats, qui sont pour la plupart des paysans. Le lieutenant-colonel Pribitchevitch, né en Croatie, décrit en ces termes les grands mérites de cette armée, démontrés par les guerres balkaniques : « Les éléments les plus divers ont conduit la Serbie à la victoire dans la grande guerre balkanique ; de nombreux facteurs y ont contribué qui sont la force, l'énergie, etc... Mais la première force et la plus méritante, c'est le paysan. C'est lui qui est le premier artisan de notre victoire dans cette guerre. Si elle a suscité des héros, le premier et le plus grand héros est notre paysan. Ce haut degré d'héroïsme qui caractérise le paysan serbe est attesté enfin par ce fait qu'il est resté un héros sans récompense, un héros presque inconnu et caché. » Toute cette armée, malgré tous ses succès, n'a rien de strictement militariste. Les Serbes l'appellent non sans raison le « peuple armé ». Après avoir parlé de ces deux principaux éléments de l'armée serbe je risquerais d'être incomplet si j'oubliais l'élément idéaliste, représenté par la classe intellectuelle serbe. Sa valeur s'est affirmée dans toutes les batailles, mais surtout dans la grande bataille de

Roudnik, où 2.000 étudiants, jeunes, conscients et intelligents, montrèrent par leur exemple comment on doit obéir aux ordres du chef suprême et défendre la patrie. L'histoire dira la valeur de ces soldats intelligents et doués, de cette poignée de braves; ce n'est pas à nous à le faire. Nous avons simplement voulu présenter brièvement les éléments auxquels sont dues nos victoires et qui ont prouvé une fois de plus la véracité de ce vieux proverbe serbe : « Ce ne sont pas les armes, mais la vaillance des braves qui gagne les batailles. » Ce sont en effet ces braves qui ont fait connaître la Serbie à l'Europe et au monde entier.

Les grandes œuvres ainsi que l'appui inappréciable fourni par l'armée serbe à la cause des Alliés dans cette guerre sont encore vivants dans le souvenir de chacun. Sans insister je me contenterai de citer les paroles de Lord Balfour, prononcées à Londres, lors de l'anniversaire de la guerre européenne : « L'héroïsme de la Serbie restera à jamais gravé dans l'histoire comme l'exemple unique de ce qu'un petit peuple est capable de faire dans sa résistance vis-à-vis d'une grande puissance. » Telles sont les paroles d'un grand homme, prononcées devant un grand peuple. Les couches populaires inférieures de toutes les nations éprouvent le même sentiment quoique ne sachant pas aussi bien l'exprimer.

Au cours de la guerre actuelle, à un moment décisif, avant la déclaration de guerre de la Tur-

quie aux Alliés, la Serbie a empêché la jonction des armées allemande et turque, qui aurait mis en danger le canal de Suez.

Les succès de l'armée serbe, selon les communiqués autrichiens relatés dans le *Morning Post* du 26 août 1915, sont les suivants : 224.300 Austro-Hongrois mis hors de combat, dont 95.900 blessés et malades, 50.400 tués et 78.000 prisonniers.

La Serbie s'est ainsi brillamment acquittée envers ses alliés. Nous devons remercier nos amis anglais d'avoir compris la valeur de ces succès et montré aux grandes masses ce qu'est la Serbie personnifiée dans son armée, ce qu'est ce pays qui, pendant trois années, mène avec succès trois grandes guerres de libération.

Telle était l'armée serbe victorieuse. Dans son malheur, sa défaite, sa retraite devant un ennemi infiniment supérieur en nombre, elle a donné une preuve plus éclatante encore de sa grandeur, en octobre et novembre 1915. Il est encore trop tôt pour juger certains faits. Un peu avant l'offensive germano-bulgare, les chefs qui conduisirent autrefois notre armée à la victoire disaient que dans dix jours elle serait à Sofia. La condition sous-entendue était naturellement que la Grèce remplît ses promesses et que les Alliés arrivassent à temps à Salonique. L'armée serbe était suffisante pour empêcher la mobilisation bulgare et les Alliés devaient seulement assurer plus tard la possession de ce que les Serbes auraient conquis. Pourquoi

cela ne s'est-il pas réalisé? La discussion ne peut encore s'ouvrir, mais ce qu'on peut déjà affirmer, c'est que n'importe quelle solution valait mieux que l'incertitude dans laquelle la Serbie se trouvait à cette époque.

Sur qui doit retomber la faute? c'est ce que l'Histoire dira plus tard. Quant à nous, Serbes, il nous reste une consolation, c'est que la France nous ait compris et nous ait sauvé du krack définitif que visaient nos ennemis, et une satisfaction, c'est que nos gens en armes se soient montrés des hommes et de dignes Européens par leur conception du devoir envers l'humanité et la morale universelle. C'est la grandeur de notre malheur qui a montré la nécessité du front unique de tous les Alliés. La bataille de Kossovo et l'exemple du tsar Lazare qui, lorsqu'on lui demandait s'il préférait le royaume terrestre ou le royaume céleste, s'était prononcé pour ce dernier, se sont renouvelés une fois encore.

Nous sommes tombés, mais tombés en braves. Nous avons prouvé que dans les Balkans existait une Serbie capable de se faire le défenseur de la morale européenne contre la morale des Allemands, des Turcs et des Bulgares complices. Dans la victoire, nous avons montré une organisation solide au point de vue militaire, et dans notre défaite nous avons fait preuve de sentiments d'un peuple digne de vivre.

Rien d'étonnant qu'à ce moment nous fussent

adressées les belles paroles de M. Alexis François, professeur de l'Université de Genève, dans la *Semaine littéraire* de Genève.

« A cette heure même où, sous la menace des événements, nous avons dû prendre intérieurement de suprêmes résolutions, des résolutions non pas pour aujourd'hui, mais pour demain peut-être, nous avons le droit de dire à tous ces peuples balkaniques : Vous nous déshonorez avec vous, vous nous entraînez dans la banqueroute où vous allez sombrer. Nous en avons le droit d'autant plus que nous avons contribué par notre âme et par nos deniers à votre émancipation, que beaucoup de vos hommes politiques, des membres de cette élite qui vous gouvernent ou vous inspirent, sont nos élèves. Ce que nous avons pu vous donner alors, rendez-le-nous ; au moins conservez intact notre commun patrimoine. Autrement, rien ne nous empêchera de vous détester, ô Roumains, ô Bulgares, ô Grecs, ô...

« Je m'arrête : un nom soudain, dans cette énumération, frémit sur mes lèvres et me bouleverse ; un nom qui refoule violemment les reproches ; nom qui, jaillissant lui aussi des ténèbres balkaniques, les dissipe tout à coup et fait resplendir une lumière dans laquelle, à notre tour, nous disparaissons, nous Suisses du vingtième siècle, nom d'un peuple inébranlablement fidèle à sa constitution démocratique, où les ministres d'un souverain royal n'ont jamais cessé, jusque dans les résolutions expresses,

de consulter le Parlement (rappelez-vous l'émouvant débat sur les cessions territoriales à la Bulgarie!); mieux que cela, nom d'un peuple qui vient de tout sacrifier pour sauver, sinon son indépendance, du moins sa dignité, son honneur national. Et alors comment parler, comment dire ce qu'il faudrait et ce qui bouillonne dans notre cœur?

« Frère du nom belge, nom serbe, ô nom trois fois sacré, dont toutes les taches désormais sont lavées par le sang des héros et des martyrs.

« O nom qu'une vague de poésie épique, du fond des âges déjà soulevait jusqu'à nous, et maintenant, nom qui porte une nouvelle et sanglante auréole.

« Nom serbe, ô nom qui m'exalte et qui m'enthousiasme.

« Nom que nous pressons sur notre cœur comme un lingot d'or, que nous portons à nos lèvres comme une fleur.

« Nom qui nous ressemble, ou auquel nous voudrions ressembler.

« Nom magnifique, accueilli longtemps avec indifférence par nos registres universitaires, comme un nom quelconque, mais qu'il faudra désormais souligner d'un trait d'or.

« Nom du plus grand des petits peuples.

« Nom qui sauve notre honneur. »

Nous avons beaucoup supporté et souffert à coup sûr plus que toute autre nation belligérante. On n'en connaît que peu de chose à l'heure actuelle.

Peut-être ne saura-t-on jamais tout. Mais quiconque connaît les montagnes albanaises, impénétrables et dénudées, doit se demander avec stupéfaction comment a passé par là une armée de 130.000 hommes par un hiver des plus rigoureux. Ce passage restera dans l'histoire de cette guerre comme un des événements les plus extraordinaires. C'est peut-être aussi la meilleure preuve des grandes qualités de notre race. Le passage d'Annibal à travers les Alpes n'est pas moins célèbre que ses victoires. D'ailleurs, qu'est-ce que cette petite épreuve d'Annibal à côté de celles de tout un peuple, qui s'en va en exil après avoir perdu — ne fût-ce que provisoirement — tout ce qui formait sa gloire, son espoir, sa famille, sa fortune, sa patrie.

Le facteur législatif. — La Serbie est le premier État slave où la démocratie et le régime parlementaire ont commencé à régner. Les Serbes de Serbie sont le peuple le plus démocratique et le plus combatif de tous les Yougoslaves. Au commencement de leur vie indépendante, la lutte pour la Constitution a été menée par les chefs sans programme aucun. Plus tard, ce sont des partis politiques, organisés suivant le système européen, qui continuent la lutte pour les réformes constitutionnelles. La Constitution d'aujourd'hui est celle proclamée en 1888 avec des modifications insignifiantes, abrogée cependant plusieurs fois pendant le règne du dernier Obrenovitch : elle correspond

aux constitutions les plus libres des États occidentaux. Le pouvoir législatif ne dépend que de la Skoupchtina et de la sanction du souverain. La Serbie posséda aussi un Sénat pendant deux ans, de 1901 à 1903.

La Serbie est une monarchie constitutionnelle. La succession au trône est réglée par le droit de primogéniture en ligne directe. Si le Roi ne laisse aucun descendant mâle, le trône passe à l'aîné des membres mâles de la maison souveraine en ligne collatérale.

La Skoupchtina se compose de députés élus directement par le peuple. Le droit électoral appartient à tous les Serbes de naissance ou naturalisés, âgés de vingt et un ans révolus et qui paient 15 dinars d'impôt direct (les officiers et les soldats sous les drapeaux sont privés de ce droit). Tout Serbe qui est âgé de trente ans accomplis et qui paie 30 dinars d'impôt direct est éligible. Les fonctionnaires, en règle générale, ne peuvent être élus députés. Le mandat législatif dure quatre ans.

La Skoupchtina nationale se réunit en session ordinaire le 1er octobre de chaque année.

L'initiative pour la présentation des projets de lois appartient au Roi, qui exerce cette prérogative par l'entremise des membres du Gouvernement, et à la Skoupchtina, c'est-à-dire aux députés. Chaque projet de loi, avant d'être soumis aux délibérations de la Skoupchtina, est envoyé au Conseil d'État. Celui-ci le retourne ensuite à la Skoupchtina en y

joignant son préavis, qui n'est pas obligatoire, pour l'Assemblée législative.

Le Conseil d'État se compose de seize membres. Voici la procédure suivie pour la nomination des conseillers d'État : le Roi propose 16 candidats à la Skoupchtina et celle-ci en élit 8 ; d'autre part, la Skoupchtina propose aussi 16 candidats au Roi, qui en choisit 8.

Le Conseil d'État, entre autres fonctions :

1° Élabore, sur l'invitation du Gouvernement, les projets de lois et les règlements administratifs ;

2° Statue sur les recours contre les décisions ministérielles, sur les plaintes concernant les élections municipales et les élections aux conseils départementaux ;

3° Tranche les conflits entre les autorités administratives et juge les fonctionnaires d'État en qualité de tribunal disciplinaire ;

4° Approuve les transactions entre l'État et les particuliers.

Le pouvoir exécutif appartient au Roi, qui l'exerce par l'intermédiaire des ministres qu'il nomme lui-même. Conformément à l'esprit du régime parlementaire, le souverain appelle un des chefs des partis qui a la majorité à la Skoupchtina et lui confie le soin de former le Cabinet. Les membres sont choisis en règle générale parmi les députés.

Le souverain étant irresponsable, chaque acte du pouvoir, pour être valable, doit être contresigné

par le ministre respectif. Les ministres répondent de leurs actes officiels devant le Roi et la Skoupchtina nationale.

Le pouvoir judiciaire est exercé par des tribunaux indépendants, qui ne jugent qu'en conformité de la loi. Les tribunaux ne peuvent être créés qu'au moyen d'une loi ; mais il ne peut être institué de tribunaux extraordinaires et de cours martiales, même par une loi.

Les juges sont inamovibles.

Les droits personnels qui sont garantis par la Constitution, et dont les citoyens ne peuvent être dépouillés, même par une loi, sont :

1° La liberté de conscience ;

2° La liberté de la presse ;

3° La liberté de réunion et d'association ;

4° L'inviolabilité du domicile ;

5° Le secret de la correspondance ;

6° L'inviolabilité de la propriété ;

7° Le droit pour chacun de ne pas être privé de sa liberté sans une décision du juge d'instruction ;

8° Le droit pour tout citoyen de n'être jugé que par les tribunaux compétents ;

9° Le droit pour chacun de porter plainte directement au tribunal contre un fonctionnaire de l'État ;

10° En outre, l'exil du pays est absolument interdit.

La revision de la Constitution est en effet de la compétence de la grande Skoupchtina nationale,

laquelle ne diffère de la Skoupchtina ordinaire que par le nombre des députés qui est deux fois plus grand (1).

Pour marquer plus précisément les courants politiques nous allons résumer la direction et l'histoire des partis politiques contemporains, d'après leur force numérique dans la Skoupchtina d'aujourd'hui.

Le parti radical. — Le parti radical s'est formé après le Congrès de Berlin, où la politique nationale serbe a pour ainsi dire avorté, et comme réaction contre le nationalisme idéaliste et romantique. Son créateur, Svetozar Markovitch, bien qu'il ait combattu l'idéalisme, n'était qu'un idéaliste extrême, élevé dans les idées du socialisme européen d'alors et surtout du socialisme russe. Toute la différence entre les idées de Markovitch et celles de la jeunesse nationaliste réunie contre laquelle il a lutté était celle-ci : tandis que la jeunesse a voulu réaliser l'union nationale des Serbes par la voie diplomatique, Markovitch a préconisé seulement la réorganisation sociale de la Serbie. Les premiers n'ont guère connu la part pratique des sentiments serbes et moins encore les conceptions générales de la politique internationale ; Markovitch, lui, n'a pas connu non plus l'idéalisme nationaliste serbe ni le côté matérialiste et égoïste du socialisme européen.

---

(1) Ce chapitre sur la Constitution est écrit d'après un article de MM. Christitch et Todorovitch.

Luttant contre l'idéalisme nationaliste, il a idéalisé lui-même la philosophie matérialiste. C'est pour cela que la nouvelle génération radicale a commencé par déprécier les sciences, les lettres et les arts et les sentiments de justice de l'Europe, tombant ainsi dans l'exagération opposée à celle qui caractérise la jeunesse unifiée. Au début, le parti radical était négatif et utopiste. Les autres partis politiques, renfermant dans leurs rangs bien des éléments de la bourgeoisie matérialiste et de race plutôt mélangée, n'ont pas fait assez de progrès, et si le peuple s'est inscrit en masse dans le nouveau parti, c'est aussi parce que le parti radical a été opposé à la dynastie des Obrenovitch qui a commencé à faire de la politique austrophile après le Congrès de Berlin. Le peuple a pris toutes ces idées radicales comme écran pour la propagande antidynastique. En 1883, nous avons déjà une insurrection du parti radical à Zayetchar.

Cette masse du peuple, purement nationaliste et conservatrice, a transformé le parti. La vie était plus forte que la théorie. Les chefs du parti ne permettant pas que le parti perdît le nombre de ses adhérents, s'approprient involontairement, au début, le goût des électeurs, de sorte que le programme même du parti se transforme profondément : au lieu de faire de la Serbie une Suisse balkanique, on en a fait le Piémont de tous les Yougoslaves. Il est caractéristique de remarquer que les Bosniaques, les Herzégoviniens et les Serbes

de Syrmie, connus par leurs tendances purement nationalistes, ont presque tous adopté le programme du parti radical pour satisfaire leurs aspirations nationales, considérant la démocratie comme la seule voie par laquelle on pût réaliser l'idée de l'union nationale. Le point principal du programme politique des radicaux serbes était l'autonomie communale, comme la zadrouga villageoise, élargie et adaptée à la vie de l'État (1). Sous l'influence de ses électeurs, le parti radical a oublié complètement cette partie de son programme qui demandait le remplacement de l'armée par la « milice populaire ». Le démocratisme, qui avait été au commencement le but, se transforma peu à peu en moyen de fortification et de propagation de l'idée nationale serbe, et par là la Serbie devint le Piémont national.

Cette intra-pénétration des dirigeants et des électeurs du parti radical a duré bien longtemps. S'il n'y avait pas eu de persécutions de la part des Obrenovitch, il est possible que le parti radical, trop vite développé, n'eût pas tardé à se dissoudre. L'auréole de souffrances et d'héroïsme posée sur le radicalisme serbe par les rois Milan et Alexandre a fait du parti radical l'organe principal du pouvoir

(1) La zadrouga représente une communauté de biens des personnes liées par la parenté germaine. Son but est de conserver le plus longtemps possible l'unité de la famille. L'administration en appartient en principe au plus ancien membre, qui pourrait être remplacé par un autre membre au cas d'une incapacité prouvée. Cette institution est répandue dans tous les pays serbes.

serbe depuis le 29 mai 1903, car le peuple serbe aime l'héroïsme dans toutes ses manifestations. Seul ou en coalition avec le parti séparé des jeunes radicaux, ou, au moment des grandes crises nationales, coalisé avec d'autres partis encore, le parti radical garde toujours le pouvoir qui lui a ramené beaucoup d'éléments contre lesquels il avait lutté comme parti du peuple : la bureaucratie et la bourgeoisie (les « tchifté » comme les nomment les radicaux). Pour attirer et retenir ces nouveaux adhérents pendant les élections, de nouvelles restrictions ont été apportées au vieux programme. Le parti vieux radical s'est assimilé tous les éléments sociaux comme les autres partis bourgeois. Si leur programme diffère des autres, les radicaux s'identifient aux autres dans son application. Lors des dernières élections (en 1912) il avait conquis quatre-vingt-onze sièges sur cent soixante-six.

Le *parti radical indépendant* s'est formé en 1901. Le jeune parti s'est séparé du gros du parti radical, parce que ses dirigeants, des jeunes gens pour la plupart, n'ont pas voulu accepter la fusion des partis radical et progressiste, suggérée par le roi Alexandre, la considérant comme une transgression des principes radicaux. Par son travail acharné, le jeune parti s'est montré impitoyable en déjouant la politique du dernier Obrenovitch.

Aux dispositions antidynastiques, il avait donné l'expression d'activité générale, nécessaire à la

transition des paroles aux actes. Dans la Skoupchtina d'aujourd'hui, le parti possède trente-huit sièges. Les deux partis ont le même programme dans leur politique extérieure, basé sur le principe : « Les Balkans aux Balkaniques » et, comme moyen de sa réalisation, préconisent l'alliance balkanique.

Le parti libéral (nationaliste). — Le parti libéral (depuis 1905 il se donne le nom de nationaliste) s'est fondé en 1858. C'est le plus vieux des partis politiques en Serbie et, dès sa fondation, il domine les esprits serbes. Son programme est le libéralisme occidental mêlé à la vie patriarcale serbe. Comme parti du pouvoir il a beaucoup moins souffert que le parti progressiste, mais les radicaux, en agitateurs habiles, ont su exploiter ses moindres fautes. Ces deux courants politiques n'ont pas eu de véritables adversaires : noblesse, cléricalisme, militarisme. Leur succès rapide s'explique parce qu'ils n'avaient qu'à donner une forme moderne à une vieille démocratie, dont l'idée était innée. Il ne faut pas s'étonner après cela que les radicaux, plus habiles dans leurs manœuvres électorales, aient bientôt supplanté les libéraux dans la politique intérieure. Ce succès interne a eu une répercussion immédiate, en ce sens que les libéraux ont été supplantés également dans la politique extérieure de la Serbie. Les radicaux sont devenus les russophiles les plus fidèles, ce qu'avaient été les libéraux autrefois. Les libéraux contemporains

forment le moins russophile de tous les autres partis politiques bourgeois. Ils repoussent toute entente avec les Bulgares. Le nombre de leurs députés dans la Skoupchtina est de vingt-deux.

Le parti progressiste. — Les organisateurs du parti progressiste, fondé en 1880, professent les idées conservatrices. En demandant une plus grande autorité du pouvoir, ils ont prétendu élever le peuple par l'État. Au lieu du principe du parti radical, « dans la liberté élever le peuple pour la liberté », ils ont demandé l'évolution de la liberté elle-même. Fondé en même temps que le parti radical, le parti progressiste a donné d'excellents théoriciens du conservatisme, qui ont lutté sur deux fronts contre les vieux libéraux et les nouveaux radicaux. Tout au commencement, il a eu dans son sein les meilleurs politiciens et écrivains serbes (Garachanin, Pirotchanatz et Saint-Novakovitch). Il a été investi du pouvoir aussitôt après sa formation. Gardiens de l'autorité du souverain, les progressistes ont protégé souvent les fautes du roi Milan, qui changeait constamment d'idée. Par son jeu, le roi Milan avait désorganisé le parti, confiant le pouvoir aux différents groupes qui le composaient.

Après la convention avec l'Autriche, après l'emprunt, mal réussi, pour les chemins de fer, surtout après la guerre avortée de 1885 contre les Bulgares, ce parti va de chute en chute.

Les radicaux ont si bien su exploiter toutes ces fautes, que le mot « conservateur » est devenu une sorte d'outrage. Tout de même, il est vraiment dommage pour le développement intérieur de la Serbie que ce parti n'ait pas su se relever, après les lourdes fautes commises au début.

En 1906, le parti progressiste, réorganisé après une époque d'inaction, se proposait comme but « la conservation de l'ordre et de l'autorité loin de toutes tendances absolutistes ». Dans la politique extérieure il a défini ainsi le rôle de la Serbie : « Rester fidèle au devoir de membre de la communauté internationale, suivre la ligne des intérêts de toute la nation serbe » et suivant le principe : « Les Balkans aux Balkaniques », préconiser toujours la libre orientation des peuples balkaniques. Ainsi organisé, le parti progressiste a évité de se voir adresser le reproche d'être un parti austrophile, comme on l'avait fait avant. Dans la Skoupchtina il comptait treize députés.

Le parti socialiste. — Le parti socialiste en Serbie est peu nombreux. Il ne possède que deux députés, quoique le système électoral soit proportionnel, d'après le scrutin de liste. Le programme socialiste serbe s'identifie avec celui de la social-démocratie allemande. Dans la politique balkanique, il est pour l'idée de la fédération républicaine balkanique.

La vie des partis politiques. — Tous les partis bourgeois serbes ont commis la même faute : celle de l'évolution rapide, formée comme une protestation contre l'état de choses politique. Tout au commencement, ou quelques années plus tard, tout parti ayant la majorité à la Chambre parvenait au Gouvernement. C'était très naturel pendant le règne des rois Milan et Alexandre, puisque le peuple, en s'opposant au Gouvernement, a voulu toujours manifester son mécontentement contre la dynastie des Obrenovitch. Il est très compréhensible que ces jeunes partis, arrivés au Gouvernement, aient commis des fautes qui ont eu pour résultat d'abaisser leur autorité.

La Serbie n'a jamais fait, n'a jamais voulu faire comme la Bulgarie et donner la majorité à un parti quelconque, appelé au pouvoir par le souverain. Depuis longtemps, en Serbie, prédomine l'opinion que l'État subsiste à cause du peuple et non pas à cause du souverain. Le peuple a été contre les Obrenovitch parce que ceux-ci n'ont pas voulu le consulter.

Les partis politiques d'aujourd'hui possèdent leurs cadres, leurs traditions et les gardent jalousement. Depuis 1903 il n'y a eu aucune perturbation politique. Il n'y avait pas de causes, il n'y avait pas non plus d'effets. Il est évident, à présent, que les partis politiques arrivent au pouvoir par leurs propres forces, et cette évidence a augmenté leur influence sur le peuple. Ce n'est que la pre-

mière phase ; elle sera suivie d'une organisation plus solide et d'un travail plus coordonné, car les partis se sont aperçus que le manque de discipline fait que les chefs de parti sont menés par leurs électeurs. Après la passion viendra la réflexion. Une fois son existence nationale assurée, la Serbie pourra facilement consolider les rapports existant entre ses partis politiques. On ne saurait prédire quelle forme d'adaptation, instinctive ou rationnelle, va prédominer. Toutes les deux subsistent chez les Serbes, la première dans le peuple, la seconde dans la classe intellectuelle. La force des partis dépendra de la grandeur de l'État et de sa composition, des idées en cours dans les États voisins, et c'est de cette force d'ensemble que va dépendre la formation des partis.

La société serbe. — La direction et les résultats du travail de la société serbe, en tant qu'ils se sont manifestés dans les organisations de l'État, ont été exposés au commencement de ce chapitre. Il ne sera pas superflu d'exposer sa théorie, c'est-à-dire les détails de son travail dans le peuple.

La Serbie est le Piémont du peuple serbe (yougoslave). Elle doit placer toute son énergie dans la question de l'union du peuple serbe, non pas seulement à cause de son agrandissement et de son développement, non pas seulement à cause de la réalisation de l'idée nationale, mais bien à cause de son existence même, menacée par l'impérialisme

austro-hongrois. Vienne travaille vite. Belgrade doit la dépasser en vitesse. Si l'occasion se présente d'un choc entre les puissances de l'Europe, la Serbie doit être prête militairement. Toutes les considérations démocratiques ou autocratiques et les partis pris de partis politiques doivent s'incliner devant cette nécessité de la défense nationale. La Serbie doit avoir une seule politique nationale. Elle doit être assez forte militairement et moralement pour avoir le dessus dans la guerre, à l'intérieur suffisamment libre et développée pour s'attirer les sympathies générales. La Serbie doit être le Piémont et non pas la Prusse des Yougoslaves. Des deux États indépendants serbes, la destinée lui a accordé de par sa position géographique, sa force numérique et son capital économique, de par son développement intellectuel, ce rôle difficile et glorieux.

La jeune génération serbe, née à l'époque des plus grands efforts et des désillusions de 1875-1885, a été le principal défenseur de ces idées. Elle n'avait pas le temps de combattre les vieux partis, de procéder à son organisation, de discuter. D'ailleurs, elle était consciente que l'organisation d'un parti nouveau avec un programme nationaliste et l'ascension de ce parti au pouvoir amèneraient une déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie. Quoi de plus naturel que de chercher à gagner la société serbe et les vieux partis serbes à cette politique, et de renoncer à toute ambition person-

nelle au profit de la cause ? Ce n'était point une idée ingrate, car les vieux partis ont, par leur travail antérieur, préparé les succès de cette action nouvelle. Le corps des officiers serbes, composé de gens cultivés venus directement du peuple à l'école et à la vie, toujours en contact avec ce peuple par l'armée nationale, a accompli avec une hardiesse sans pareille la grande œuvre de la libération intérieure de la Serbie ; il a toujours été imbu de sentiments patriotiques et il a tout de suite compris l'orientation nouvelle. Dès que Liouba Yavanovitch eut commencé la publication de ces idées dans son journal *Le Piémont,* ce dernier a été appelé — en Serbie comme hors du pays — l'organe des officiers. Rista Radoulovitch, le rédacteur en chef du journal *Narod,* qui propageait ces idées en Bosnie, a été appelé à son tour par les Austro-Hongrois l'agent de propagande de la Grande Serbie. Jean Skerlitch avait traduit cette idéologie dans la littérature, et on a dit : « Voici la révolution yougoslave. » Tous les trois fanatiques, apôtres d'idées, moralistes, théoriciens et enfin martyrs, ont eu une influence énorme sur la société. Depuis l'époque de Svetozar Markovitch il n'y avait pas eu un seul exemple de jeunes gens faisant autant d'impression sur les esprits. Chacun d'eux a travaillé séparément, indépendamment, et travaille à la même cause. Ceci est la meilleure preuve que leurs idées flottaient dans l'air et ne cherchaient que des porte-parole. Leurs succès

rapides en sont une preuve encore meilleure. Leurs idées sont devenues générales, sans que personne osât les contrecarrer. Ces mêmes idées se rencontrent dans la sculpture d'Ivan Mestrovitch, Dalmate, comme dans les prédications de Nikolay Velimirovitch, professeur de théologie à Belgrade, dans les œuvres de J. Doutchitch (Herzégovine) et dans celles de M. Rakitch (Serbie). Elles se font jour dans toutes les classes sociales et dans toutes les régions yougoslaves. Depuis M. S. Novakovitch, le Nestor des lettres serbes et président de l'Académie des Sciences, jusqu'au dernier et au plus jeune écrivain de cette période, c'est le même esprit qui se fait sentir dans les productions littéraires. C'est la meilleure preuve de la continuité des idées aussi bien que de la généralité de ses sentiments.

Ces meneurs théoriciens du yougoslavisme révolutionnaire n'ont pas été les seuls à montrer par leurs actes, leur vie et leurs souffrances, qu'ils aimaient leur idée. De tels martyrs, il y en avait avant la guerre balkanique par centaines. Comme membres des bandes de volontaires (tchetnici), ils se sont fait tuer en vieille Serbie et en Macédoine. Des milliers et des milliers d'entre eux ont travaillé jour et nuit dans ces associations privées : la « Défense nationale », la « Ligue du développement intellectuel », l' « Association des Frères serbes », le « Kolo des Sœurs serbes », et les associations des « sokoli », dans le même but. Ils ont voulu diri-

ger le peuple, le préparer pour l'avenir prochain, pour les grands événements, pressentant les moments difficiles qui s'annonçaient par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et que seul un peuple bien organisé et conscient pourrait endurer. Informer et organiser le peuple, lui montrer en exemple leur sacrifice, leur discipline et leur travail, telle était la méthode de cette génération, dont le travail a été à peine aperçu mais a donné des résultats bien visibles.

Les luttes entamées par les pays serbes libres ou non encore libérés poursuivaient en somme les buts suivants :

1° Conserver l'indépendance politique de la Serbie et du Monténégro contre toute agression de la part de l'Autriche-Hongrie qui est l'avant-garde germanique, car cette indépendance est la base indispensable à la délivrance et à l'unification des Yougoslaves ;

2° Créer une civilisation nationale à part, qui tiendrait le juste milieu entre la civilisation austro-hongroise et celle des Turcs, et qui se baserait sur les mêmes principes que ceux des États de l'Europe occidentale.

La lutte connut les erreurs et les insuccès, mais, en somme, ses résultats sont indéniables. La tâche était difficile et on a dû beaucoup lutter. Aucune des nations balkaniques n'était dans une situation aussi grave que la nôtre, et aucune parmi elles n'a payé — même approximativement — aussi cher

KINGDOM OF THE
SERBS, CROATS AND SLOVENES
OFFICIAL INFORMATION BUREAU
DR. VOYSLAV M. YOVANOVITCH, DIRECTOR
514 SOUTHERN BUILDING

que nous la réalisation de ses aspirations nationales. On ne nous a jamais rien donné. Tout ce que nous possédons est le fruit de longues luttes. D'ailleurs, c'est la meilleure garantie pour la stabilité des institutions créées, c'est le meilleur fondement pour l'édifice que nous sommes en train de bâtir.

La nouvelle ère constitutionnelle au Monténégro. — La nouvelle vie constitutionnelle, depuis 1906, est entrée en conflit avec la vieille vie patriarcale.

Les représentants de la première n'ont pas eu assez d'expérience et de patience; les représentants de la vie patriarcale n'ont pas eu assez de compréhension du but et des moyens d'un État moderne. Le « parti populaire » monténégrin a un grand mérite dans notre histoire. Par un acte d'État il a voulu souligner la nécessité de l'unité nationale et il a donné au Parlement monténégrin le nom du Srpskanarodna skupchtina Knezewine Crne gore (Assemblée nationale serbe de la principauté du Monténégro). Parce qu'il y avait beaucoup d'élèves du radicalisme serbe chez ces jeunes gens, les relations se sont tendues entre Belgrade et Cettigné. A la veille des événements historiques de 1908, il n'y avait pas d'entente entre les deux cours, mais cette entente s'est faite précipitamment et tacitement. Jusqu'à la guerre balkanique même il n'y avait pas l'*intimité* nécessaire à une action com-

mune. En février 1912, comme un haut fonctionnaire serbe me disait qu'une action générale des peuples balkaniques contre la Turquie était en voie de préparation, je l'interrogeai : « Avez-vous fait un traité avec le Monténégro ? — Avec le Monténégro, me répondit-il, il n'est pas nécessaire de signer un traité ; il est indiscutable que le Monténégro prendra notre parti, même sans traité, dans une guerre de libération. » Et vraiment le traité d'alliance serbo-monténégrin fut le dernier signé de tous les traités balkaniques. Après les guerres balkaniques, le président du Conseil des ministres, M. Pachitch, avait exposé devant la Skoupchtina, à côté des affaires courantes, le résultat du travail de la Commission de délimitation des territoires nouveaux entre la Serbie et le Monténégro. Alors, l'un des principaux chefs du parti radical M. Drachkovitch, dit : « Il n'est pas nécessaire de discuter sur ces choses-là. Un peu de territoires ici ou un peu de territoires là-bas, cela n'a pas de conséquence. Nous formons pour ainsi dire un seul et même État. » Il n'y a pas, en effet, un seul grand événement où la Serbie et le Monténégro n'aient fait cause commune, qu'il y ait eu ou non entente préalable. C'est la force de l'idée nationale, que les Monténégrins n'oublient jamais, et dont ils ont été souvent les meilleurs défenseurs.

Après les guerres balkaniques le Gouvernement monténégrin a été composé d'une coalition du

parti patriarcal conservateur et du parti démocratique. Une aile du vieux parti gouvernemental se sépara et posa comme point principal de son programme l'union avec la Serbie. Ses chefs mènent une action puissante dans ce sens, en faisant des reproches au parti national de ne pas agir assez énergiquement pour cette idée dont il est le créateur. A côté d'autres résultats des guerres balkaniques celui-ci est l'un des plus importants : l'union des Serbes de Serbie et des Monténégrins sur le champ de bataille et la résolution du peuple entier de réaliser l'union nationale. Le journal *Le Figaro,* en juin 1914, avait publié une information, d'après laquelle un traité d'union serbo-monténégrine avait été accepté et signé par les deux gouvernements intéressés. D'après des renseignements complémentaires, il paraît bien certain que des pourparlers dans ce sens ont été engagés. L'unification de la Nouvelle Serbie et du Monténégro aurait dû être réalisée sur les bases suivantes : unité de la dynastie, de la politique extérieure, de l'armée, des douanes, des communications et des finances.

Cette union sera d'une utilité extrême pour la cause serbe et yougoslave et surtout pour le Monténégro. Non seulement, le danger d'une vie économique et politique isolée va diminuer pour lui, mais encore tous les talents monténégrins trouveront un champ d'action assez large, car, comme le dit le poète monténégrin, « il n'est pas difficile qu'un grand lion sorte d'un grand bois ». Le

Monténégro possède bien plus de talents et de bonnes qualités populaires que l'on ne pense d'habitude. Ce n'est que dans un État plus étendu que l'on s'en apercevra.

LES SLAVES DU SUD EN AUTRICHE-HONGRIE

C'est une tâche ingrate et presque impossible que décrire le travail des partis et des hommes politiques dans les provinces de l'Autriche-Hongrie. Toute parole qui les glorifierait leur créerait des difficultés. Ne pas parler d'eux équivaudrait à ne pas reconnaître leur mérite pour la propagation de l'idée nationale.

Pour éviter l'un et l'autre, nous avons retracé certains faits ayant une valeur nationale générale.

La méthode de lutte nationale. — La psychologie de la lutte de notre peuple sous la domination austro-hongroise peut être bien définie en ces termes : c'est le Gouvernement qui est notre ennemi ; tout ce qu'il veut, nous ne le voulons pas ; mais tout ce qu'il ne veut pas, c'est nous qui le voulons. C'est la vraie méthode du travail politique d'une génération tout entière qu'on a trouvée comme le guide le plus sûr dans la lutte qui conduit à la victoire. Autrement, divisés en onze administrations différentes, avec douze corps législatifs différents, professant trois religions, séparés en

outre par bien des particularités naturelles et artificielles, les Slaves du sud ne seraient jamais arrivés à se rencontrer dans le même rang et à former une unité compacte. Aussitôt que l'on s'aperçut partout de ce principe fondamental de la politique autrichienne, *divide et impera,* de tous côtés on lui donna une réplique retentissante en lui opposant le système de la défense nécessaire. Unissez-vous pour ne pas permettre à l'ennemi de remporter la victoire. La pratique a bien prouvé qu'il s'agissait là d'un principe excellent. Tous les petits écarts momentanés surgissant de temps à autre n'ont fait qu'affirmer sa raison d'être.

La Croatie et la Slavonie avec leur Diète, qui se distingue par le petit nombre de ses compétences, la Dalmatie avec les communes, les contrées slovènes et celles de l'Istrie avec leurs associations, la Syrmie, le Banat et le Batchka avec leurs institutions intellectuelles et religieuses, comme la Bosnie et l'Herzégovine avec leur Diète et hors d'elle, tous ces pays ont constamment orienté leur vie politique vers un seul but : éviter de faire partie intégrante soit de l'Autriche, soit de la Hongrie.

L'élévation intellectuelle, le développement économique et le bien-être national dans les pays yougoslaves de l'Autriche, sont dus à la poussée des innombrables organisations économiques et des associations patriotiques formées par des gens sobres et habiles, que la politique funeste de l'Autriche avait poussés à devenir des combat-

tants, des lutteurs acharnés pour les idées politiques. Par cette façon d'agir l'Autriche a tout fait pour que l'idée yougoslave mûrisse vite. Les générations futures se demanderont sûrement avec étonnement comment il se fait que dans le temps si court de dix ans tant de résultats aient été atteints avec si peu d'hommes et de moyens. Il ne saurait y avoir d'autre explication que celle-ci : ces jeunes gens hautement animés avaient touché les cordes les plus sensibles de l'âme nationale. Il est grand dommage que l'Autriche-Hongrie, par ses violences et ses intrigues, ait empêché le développement régulier et systématique de ce travail qui a déjoué beaucoup de ses plans. Sans cela, les résultats de ce travail, même pendant la guerre actuelle, auraient été bien plus marqués.

Par une étrange ironie du sort, c'est à Vienne que le mouvement national yougoslave a reçu ses premières formes concrètes. Un grand nombre d'étudiants de toutes les régions yougoslaves, qui avaient eu l'occasion de se rendre dans les différentes hautes écoles de Vienne et de s'y connaître, ont senti là, sur place, l'unité de leur nation. Les enseignements théoriques des ouvrages yougoslaves sur cette unité, sur l'identité de la langue nationale, depuis le Triglav au nord jusqu'au Doiran au sud, ont été vus et ressentis comme une réalité évidente, dans les rapports qu'avaient entre eux des étudiants de ces différentes régions yougoslaves. C'est là aussi qu'on put voir le mieux les

dangers de la pénétration germanique vers l'Orient, et l'on conçoit aisément que, comme conséquence de l'idée de l'unité nationale et des dangers dont ils se sont vus menacés, les étudiants aient senti la nécessité de se mettre à l'œuvre pour travailler d'un commun accord. Et il n'y avait pas de lutte nationale contre le germanisme qui ne trouvât un écho dans les cœurs de ces jeunes étudiants. Ce mouvement a pris un développement plus rapide depuis 1903 qu'avant cette époque.

Le tempérament méridional, l'âge des étudiants et le contrôle de la police ont contribué pour beaucoup à ce que ce mouvement de la jeunesse ait eu parfois moins de coordination pour une orientation nouvelle. Il ne faut pas oublier que le mouvement de la jeunesse était indépendant, sans lien visible avec le travail des générations précédentes. Il y avait sans doute dans ce mouvement de l'idéalisme exagéré, de l'individualisme et une tactique incertaine. Les mêmes personnes qui recommandaient une révolution immédiate contre la tyrannie germanique et hongroise, en même temps préconisaient l'évolution lente des organisations nationales pour les préparer à la culture et à l'émancipation économique. L'idéalisme du mazinisme italien et des garibaldiens, la méthode tchèque du « travail en petit » avaient aussi leurs partisans parmi les mêmes personnages de la jeunesse universitaire. C'est de là que vient la confusion de son activité, puisqu'elle ne s'est point rendue compte

que la méthode tchèque du « travail en petit » exige avant tout du temps et de la patience.

Un petit nombre seulement de ces jeunes gens avait un caractère défini. A leur âge et dans les circonstances pénibles où ils vivaient, il était très difficile pour eux de se former complètement. Quelques-uns de ceux qui étaient déjà formés se mirent immédiatement à l'œuvre. A la terreur des autorités, ils répondaient par la terreur. L'exemple de Bogdan Zerayitch, ce jeune homme qui commit le premier attentat politique, leur servait de modèle.

Le second groupe ne comptait que des partisans d'une action légale.

Entre les deux groupes définis il y en avait un qui tenait le milieu : c'était la majorité qui n'adhérait à aucun d'eux.

Ces jeunes gens, encore étudiants ou ayant terminé leurs études, de retour dans leur pays, entraient en contact avec le peuple, propageant les idées du groupe auquel ils appartenaient. La génération précédente avait en général des idées particulières sur la lutte à engager, ainsi que certains préjugés au point de vue de la tactique politique. Les nouveaux courants entraient alors en conflit avec les anciens ; ces luttes entre les intellectuels étaient devenues quotidiennes, quelquefois au grand jour, très souvent en sourdine. Néanmoins tous travaillaient énergiquement ; leurs efforts pénétraient dans les vastes couches populaires jus-

qu'aux collégiens dans les gymnases. Tout était mis en discussion, et à chaque acte du Gouvernement s'opposait une réplique ou une contre-action; jamais notre peuple n'a été aussi longuement ni aussi fiévreusement agité que pendant cette époque de paix. Cet état de fermentation dura plus de dix ans avant la guerre européenne. La vigne de l'esprit portait des fruits excellents. Il n'a fallu que peu de temps pour que ces raisins donnassent le vin le plus exquis.

Malgré la différence des modes d'exécution qui provenaient en général des différences de tempérament des agitateurs, tous ces courants étaient d'accord sur les trois points suivants :

1° Il faut délivrer le peuple du joug austro-hongrois;

2° Il faut, pour cela, préparer et organiser le peuple par le travail;

3° L'éducation et l'organisation doivent se faire selon les modes de l'Europe occidentale.

Jamais notre peuple n'a été aussi conscient qu'alors du fait que la nation et l'État futurs ne représenteraient aucune valeur réelle s'ils n'étaient formés d'individus conscients non seulement de leurs droits, mais aussi de leurs devoirs. La génération précédente a trop développé la théorie des droits des citoyens dans l'État; la nôtre a développé de préférence la théorie des devoirs du citoyen pour le progrès de l'État et de la nation. Consciente du poids de la tâche qu'elle avait assumée, cette

génération a voulu la fonder sur une multitude d'associations différentes. Jamais en Serbie et en Yougoslavie l'idée de coopération n'a atteint un degré aussi élevé que dans les dix dernières années. Cette action par les associations a donné en même temps une certaine sécurité contre le contrôle autrichien, ayant été, par le fait, orale. Les jeunes gens ne pouvaient pas ne pas donner aux autorités autrichiennes des preuves écrites pour des procès éventuels, si elles propageaient leurs idées au moyen de la presse, car cette jeunesse ne travaillait pas qu'en Serbie et n'était pas originaire que de Serbie. Elle venait en grande partie des pays yougoslaves soumis à l'Autriche-Hongrie. En Serbie le travail a été plus facile, plus fécond, parce que les autorités serbes n'ont pas suscité d'obstacles à cette action.

Et voilà comment, à la veille de la guerre européenne, il s'était formé dans notre peuple une disposition pour un travail naturel organisé en vue de la délivrance et de l'unification. Cependant toute cette action n'a pu passer inaperçue de la police autrichienne. Celle-ci l'a suivie de près, en ayant pressenti tout le danger pour le principe de l'État austro-hongrois. Le mouvement s'était néanmoins enraciné profondément dans les masses populaires, et il ne pouvait nullement être enrayé par des mesures de police et par des violences. L'Autriche-Hongrie a été incapable de le paralyser par des réformes. Et alors ses politiciens et hommes d'État commencèrent à se rapprocher lentement du parti

militaire, qui comptait résoudre ses questions intérieures et extérieures par une guerre victorieuse dans les Balkans. Ce n'est qu'en connaissant l'historique précis de ce mouvement national yougoslave et l'esprit policier de l'Autriche-Hongrie qu'on pourra comprendre une foule d'événements qui ont eu lieu dans les Balkans et en Autriche-Hongrie.

Le travail national dans les provinces d'Autriche. — Chez les Slovènes, deux anciens groupes, cléricaux et libéraux, mènent une vive lutte. Tous les deux possèdent une organisation complète pour cette lutte plutôt de civilisation que politique, parce qu'il était presque impossible de faire dans ces contrées de la vraie politique, à cause de diverses institutions publiques et de la scission du peuple en diverses provinces autonomes.

Un groupe puissant et bien disposé envers la Serbie, né dans ces contrées durant la crise d'annexion de la Bosnie, a pris rapidement des proportions étendues. Pour empêcher son développement, on a trouvé à Vienne en la personne de M. Sustersitch un homme ambitieux, par l'intermédiaire duquel on a tenté de décider le groupe clérical à se rapprocher du parti socialiste chrétien, pour le faire rentrer ensuite dans la sphère autrichienne; mais cette tentative n'a guère réussi, car lorsque son organe essaya, pendant les guerres balkaniques, suivant l'exemple des journaux de Vienne,

d'écrire contre la Serbie, des courants d'opinions si opposés se firent jour parmi ses partisans qu'il fut inévitablement amené à changer à fond sa tactique et à agir de telle sorte qu'un revirement très sensiblement sympathique envers la Serbie et ses alliés balkaniques s'est dessiné. Jusqu'à quelle intensité et à quelle profondeur sont allées ces sympathies, c'est ce dont on peut se rendre compte maintenant facilement par le seul fait que l'Autriche a tenu à incarcérer tout de suite après la déclaration de la guerre quelques centaines de suspects slovènes, entre autres un grand nombre de prêtres catholiques.

M. Sustersitch a fait aussi des tentatives pour faire passer son action cléricale et austrophile en Dalmatie, mais il a complètement échoué. Ce beau pays est resté ce qu'il était, fidèle à lui-même et à l'idée nationale. Durant les guerres balkaniques cette attitude était frappante. Après ces guerres il a montré encore davantage ses sympathies, de sorte qu'à présent la Dalmatie, comme la Bosnie-Herzégovine et la Syrmie, paie très cher la franchise de son âme.

La vie politique dans les pays de la couronne stéphanoise. — En 1903, comme nous l'avons exposé déjà, tombe le régime de Khuen-Hédervary, qui avait gouverné comme un souverain autocrate. Le mouvement anti-magyar, qui commence à se manifester publiquement sur plusieurs points, se transforme à son tour en un mouvement anti-

autrichien. Les oppositions magyare et croate ont senti la nécessité d'une action commune. Le 2 octobre 1905, une quarantaine de députés croates d'Autriche-Hongrie, sur la proposition de M. Troumbitch, ont voté la *célèbre résolution de Fiume* par quoi ils se déclaraient prêts à soutenir le parti de l'indépendance hongrois, à condition que les droits de la Croatie-Slavonie sanctionnés par la loi de 1868 fussent respectés et pourvu que l'autonomie croate fût garantie. Quelques semaines plus tard, les députés serbes d'Autriche-Hongrie se rencontrèrent à Zara et y votèrent une résolution dans le même sens. Les rivalités des partis serbo-croates étaient jusqu'ici exploitées adroitement par les gouvernements d'Autriche-Hongrie. Leur coalition est maintenant assurée. On a commencé à sentir les résultats immédiats de cette action centralisée dans les communes de Dalmatie, dans la Diète dalmate, où la majorité était composée des nationalités serbo-croates. En Croatie, il a fallu entamer la campagne électorale contre un régime corrompu et tyrannique. Le résultat a été supérieur aux prévisions les plus optimistes. Il était évident que le vieux régime s'écroulait, étant donnée l'importance qu'on attachait à la Diète; le parti d'indépendance hongrois, coalisé avec d'autres partis d'opposition, ayant commencé à gouverner, à aider les Serbo-Croates, à instaurer en Croatie un régime honnête.

Cette entente avec les Hongrois s'est butée ce-

pendant à la question de l'introduction du hongrois comme langue officielle sur les chemins de fer en Croatie-Slavonie. Depuis lors (1907) la coalition serbo-croate a eu à soutenir cinq fois des élections, cinq fois elle obtint la majorité qui s'est maintenue jusqu'aujourd'hui. Les membres de la coalition les plus en vue ont eu à soutenir en 1908 et en 1909 un grand procès de haute trahison; accusés qu'ils étaient d'avoir travaillé pour l'union avec la Serbie, ses députés ont réussi à mettre à nu pendant le procès de Friedyung tous les mensonges et toutes les misères de la politique extérieure de l'Autriche à l'égard de la Serbie, et à abattre l'un des arguments de l'Autriche-Hongrie pour l'annexion de la Bosnie — la propagande pour la Grande Serbie dans ces provinces. La base de ce parti, c'est l'union serbo-croate. La plus jeune génération, celle du courant purement nationaliste, a été encore plus radicale dans ce programme.

A part ce mouvement il y a deux partis séparatistes, le parti croate de Frank, représentant le chauvinisme croate, et le parti radical serbe, représentant le courant d'extrême nationalisme serbe. Tous les deux ont été beaucoup moins forts que la coalition serbo-croate. Au Banat et en Batchka, le parti radical avait la majorité. On a lutté ici, principalement pour l'autonomie de l'église orthodoxe et des écoles serbes, contre les Magyars.

Les rapports en Bosnie-Herzégovine. — En Bosnie-Herzégovine, qui n'appartenait pas jusqu'en 1908 à l'ensemble des États d'Autriche, tout le peuple a été contre le régime autrichien. Après la révolution de 1882, cet état d'esprit se fait jour aussi dans la lutte longue et passionnée des orthodoxes et des musulmans pour l'autonomie de leurs églises respectives. La force populaire a été telle que le succès de cette lutte fut relativement grand malgré toute l'opposition des autorités. La jeune génération, la première sortant de l'Université, a commencé déjà après 1903 à organiser le peuple économiquement et politiquement et à fonder des organisations de secours mutuels pour l'envoi des jeunes gens dans les écoles. Les délégués de ces organisations nationales orthodoxes et musulmanes, représentant les cinq sixièmes de la population, ont élaboré un mémoire demandant une constitution pour la Bosnie, sans changer cependant l'état juridique de ces provinces. Pour cette constitution on a organisé, en 1906, la grève générale, qui prit, à Sarajevo et à Mostar, la forme d'une insurrection. Le 5 octobre 1908, l'état des choses en Bosnie est subitement changé par l'annexion. Quelques jours plus tard, dans un manifeste commun adressé au peuple, les deux organisations déclarent que l'annexion a offensé les sentiments du peuple, qu'elle a été exécutée contre la volonté nationale et qu'il faut attendre la résolution des grandes puissances également intéressées par la violation

d'un traité international. Le dénouement est connu. La Bosnie-Herzégovine reçoit en 1910 une constitution incomplète pareille à celle de l'Alsace-Lorraine. Les organisations serbes orthodoxes et mahométanes gagnent aux élections 99 % des voix des électeurs. Le premier pas de leur action est la revendication de l'autonomie complète pour leur patrie.

Les paysans, de leur côté, mécontents parce qu'on n'a pas encore, même après l'annexion, trouvé une solution à la question agraire, ébauchent en 1910 des révoltes mal organisées. On se souvenait encore que le comte Andrachy avait, au congrès de Berlin, désigné cette question comme la principale raison de la révolution nationale contre les Turcs et soutenu que l'Autriche-Hongrie était le seul État qui pût la résoudre ; on se souvenait même que la Serbie et la Bulgarie avaient trouvé cette solution depuis longtemps.

Le premier acte de la plus jeune génération pour protester contre l'annexion a été l'attentat de l'étudiant Bogdan Zerayitch, originaire de Névesigne, lieu de la révolte contre les Turcs en 1875, attentat contre le gouverneur général de la Bosnie quand celui-ci rentrait de la première séance du Sabor, après l'ouverture de cette assemblée. Le Gouvernement ne put trouver de complices. Depuis lors les attentats se succèdent, trois en Croatie et un, de nouveau, en Bosnie : à Sarajevo, le 28 juin 1914, celui de l'étudiant Princip, originaire de Grahovo, centre de l'insurrection bosniaque contre

les Turcs. Je ne veux pas rechercher jusqu'à quel point la police autrichienne, si puissante en Croatie et en Bosnie, a, par sa nonchalance, rendu possibles ces attentats — le moment n'en est pas encore venu.

Au mois de novembre 1915 un jeune homme, Croate, est venu chez deux de mes amis et leur a offert les manuscrits « Sur le rôle des Magyars dans la guerre européenne » ; je fus, moi aussi, appelé pour en entendre la lecture. Entre autres choses, il y avait un passage, dans ces manuscrits, qui n'était pas tout à fait clair et qui touchait à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. On y laissait entrevoir que le Gouvernement hongrois avait été averti par la police d'Agram du complot qui aboutit à l'attentat et qu'il trouva utile de ne prendre aucune précaution. Ce jeune homme était au service de la police d'Agram et du ministère de la Guerre à Vienne.

La chose nous a paru fort intéressante et nous avons questionné ce jeune homme ; en somme, voici ce qu'il nous a dit : « Le Dr Kloboutcharitch, chef de la police d'Agram, m'a dit que les Magyars sont complices dans l'attentat contre François-Ferdinand qu'ils ont haï de toute leur âme. » Sur l'étonnement que je lui exprimai qu'il lui fût possible d'affirmer des choses pareilles, il m'a répondu : « Le Dr Mirko Galjardi, qui était revenu de Belgrade peu de temps avant l'attentat, a averti la police d'Agram de ce que l'on complotait ; un aver-

tissement identique nous a été envoyé d'Amérique. Ces deux avertissements, nous les avons transmis au Gouvernement de Budapest qui n'a voulu rien faire pour enrayer cette affaire. » Ce jeune homme nous affirme que le Dr Stadler, archevêque de Sarajevo, a renseigné Vienne sur l'attentat qu'on préparait.

Pour mettre la chose mieux en lumière il faut encore retenir les faits suivants :

1° L'attitude de la cour de Vienne au lendemain de l'assassinat et surtout le cérémonial à l'occasion des funérailles du défunt archiduc et la décoration démonstrative du maréchal de la cour;

2° Que François-Ferdinand, au moment de quitter Konopist pour aller à Sarajevo, a dit : « Ah! que je serai comblé de bombes! »

3° Que lorsque l'attentat a été accompli, la police de Sarajevo se trouvait entre les mains de deux Hongrois. Mais le ministre Bilinsky affirmait que les autorités militaires avaient complètement assumé la charge de veiller à la sécurité du prince héritier;

4° Que lorsque le premier attentat avec la bombe eut échoué, on résolut de prendre un autre chemin pour s'en retourner. Le Dr Gerde, chef de la police de Sarajevo, précédait avec son automobile celle de l'archiduc et, malgré la résolution prise de changer de chemin, il prit la direction qu'on devait éviter et le chauffeur de l'archiduc suivit la première voiture. Alors le général Potiorek, qui était dans la voiture du prince héritier, se leva

et à peine avait-il eu le temps de s'écrier : « Pourquoi cette direction-là! » que les deux coups de revolver de Princip éclatèrent;

5° Que les catholiques et les musulmans ont pris part à cette organisation de la jeunesse. Les préparatifs d'attentat étaient même connus des jeunes filles de l'école secondaire;

6° Qu'aucun des fonctionnaires de l'État ne fut puni pour sa négligence;

7° Qu'en 1913, nous avons fait une grande opposition au général Potiorek qui avait alors proclamé l'état de siège dans toute la Bosnie-Herzégovine à cause de l'affaire de Scutari. A l'occasion de la réouverture de la Diète, le général Potiorek en personne devait présider la première séance. Le chemin qu'il avait à parcourir, depuis sa maison jusqu'à la Diète, était tout bordé de gendarmes. Mes amis, témoins oculaires de l'attentat, racontent que la police n'avait pas pris le cinquième de ces précautions pour l'archiduc;

8° Qu'un journaliste hongrois racontait à Belgrade que le comte Tisza lui avait déclaré avoir lui-même rédigé l'ultimatum adressé à la Serbie, par lequel on réclamait satisfaction pour l'assassinat du prince héritier d'Autriche.

Il est possible que tout cela ne soit que pur hasard. M. H.-W. Steed, rédacteur au *Times* et son correspondant à Vienne depuis plusieurs années, a montré certaines raisons importantes qui peuvent mettre en doute les motifs de l'organisation de

l'assassinat. Peut-être ces quelques facteurs que nous venons d'indiquer pourront-ils contribuer quelque peu à l'éclaircissement de ce mystère.

Je constate simplement que le principal coupable est la politique austro-hongroise. Par sa violation provocatrice du droit des masses populaires, par sa politique belliqueuse, elle a évoqué chez ces jeunes patriotes l'idée de « la force contre la force, de la révolte contre la tyrannie ».

Dans aucun pays, sous la dynastie des Habsbourg, on n'a pu mieux qu'en Bosnie et Herzégovine, voir comment la monarchie s'est préparée à la guerre. Avant la guerre européenne nous avions eu déjà trois fois l'état de guerre : 1° pendant l'annexion en 1908 et en 1909 ; 2° pendant l'affaire de Prochaska en novembre 1912, et 3° pendant la question de Scutari en mai 1914. C'est ainsi que nous avions pu acquérir une certaine expérience dans l'observation des préparatifs militaires. Grâce à cette expérience, un bon nombre de gens, chez nous, ont été persuadés d'avance que l'Autriche-Hongrie ne resterait point tranquille après le traité de Bucarest, étant donné que nous avons constaté quelques faits, avant et après le mois d'août 1913, qui dénotaient cette préparation militaire. Voici quelques-uns de ces faits caractéristiques :

1° Transport incessant des munitions vers les frontières serbe et monténégrine, même après août 1913 ;

2° Placement clandestin, pendant la nuit, dans

la Drina, rivière frontière entre la Bosnie et la Serbie, de pontons pour la construction des ponts en 1913 et 1914;

3° Construction précipitée sur la frontière même du Monténégro, à Gatzko, d'une énorme fortification moderne (Yovanovo Brdo) en 1914;

4° Demande au Sabor (Diète) de Bosnie et d'Herzégovine de voter en toute hâte les crédits nécessaires pour les chemins de fer et pour les routes. On ne nous a point caché que la plus grande partie de ces travaux devaient servir à des buts stratégiques. En novembre 1912, pendant l'affaire de Prochaska, le général Potiorek, en sa qualité de gouverneur de Bosnie et d'Herzégovine, avait mandé les chefs de tous les partis pour les informer que « nous étions à la veille même de la guerre et qu'il était urgent de voter, au cours des quelques journées suivantes, les crédits pour les chemins de fer et le budget annuel ». Il a insisté surtout pour qu'il n'y eût pas d'opposition. C'est lui qui, de tous les chefs de l'opposition, parla le premier et le plus longtemps avec moi. J'ai remarqué, ainsi que tous les autres députés, qu'il pensait très sérieusement que quelques jours seulement nous séparaient de la guerre. D'ailleurs, j'avais des raisons spéciales d'attribuer à cette conversation tout le sérieux qu'elle comportait, puisque je savais déjà que, nuitamment, en cachette, on avait composé et imprimé, dans l'imprimerie de l'État, la proclamation de l'état de guerre. Je remarquai même, d'après la

conduite du général Potiorek vis-à-vis de moi et de notre parti, qu'il avait pris ces choses très sérieusement. Il n'a jamais voulu causer plus longuement avec mes collègues ni avec moi depuis ce moment. Il nous a même, dans tous ses actes officiels, qualifiés de *antidinastische Elemente* (d'éléments anti-dynastiques), parce que nous n'avions pas accepté son conseil, parce que nous n'avions pas prêté l'oreille à ses menaces. Une grande partie de ces chemins de fer devaient être construits dans le saillant entre la Save et la Drina, d'où est partie, comme on le sait, l'offensive autrichienne contre la Serbie. Une ligne a été construite, celle de Prijedor à Knine, sans qu'on ait demandé aucun avis du Sabor de Bosnie-Herzégovine. Tous ces travaux ont été commencés ou exécutés avec une hâte inconnue en Bosnie et en Herzégovine ;

5° La mobilisation faite en Bosnie-Herzégovine au mois de mai 1913 et l'achat d'un grand nombre de chevaux (au cours de trois jours seulement on a dépensé 7 millions de couronnes pour l'achat de chevaux). Après la crise de Scutari, ces chevaux, au lieu d'être vendus, ont été donnés aux villageois à condition qu'ils fussent restitués aux autorités militaires dès que celles-ci le demanderaient, sans aucune indemnité ;

6° Le contrôle par les passeports a été des plus sévères. Aucun homme âgé de moins de quarante-deux ans, et astreint au service militaire, n'a pu partir pour l'étranger ;

7° Le contrôle de la police en Syrmie a été appliqué avec la dernière rigueur. De nouvelles rampes étaient construites dans les gares de chemin de fer, pour le déchargement des canons. De nombreux terrains furent achetés en Bosnie et en Herzégovine, ainsi qu'à Srem, pour les nouvelles casernes projetées;

8° Le maintien des postes et télégraphes sous l'autorité militaire. En effet, le Conseil du pays, en 1912, avait proposé au ministre de la Guerre de remettre les postes et les télégraphes aux mains des autorités civiles, mais le ministère ne voulut entendre aucune raison ni consentir à aucune des conditions proposées et déclara que ce droit des autorités militaires en Bosnie et en Herzégovine, droit qui lui était resté depuis l'occupation du pays, devait être maintenu, et que les postes et télégraphes devaient être encore pour un certain temps aux mains des autorités militaires;

9° L'extension des pouvoirs, depuis 1912, du gouverneur général du pays, qui a toujours été nommé parmi les généraux;

10° La création d'une police militaire, à côté de la police civile, pour toute la Bosnie et l'Herzégovine, avec des attributions très étendues.

On sait que l'archiduc François-Ferdinand était venu en Bosnie pour assister aux grandes manœuvres militaires autour de Sarajevo. A ce moment, il y avait dans le pays plus de 100.000 soldats. On a remarqué que le transport de ces troupes

s'est effectué de nuit et que la surveillance de la population utilisant les chemins de fer a été des plus sévères. En effet, personne n'a pu aller dans les gares, sauf ceux qui devaient voyager; étaient seuls autorisés à voyager ceux qui donnaient des raisons suffisantes de la nécessité où ils étaient de se déplacer. Maintenant que nous avons vu la guerre se déchaîner, il apparaît clairement que ces manœuvres ont été les avant-coureurs de la guerre, et qu'elles n'ont été qu'un prétexte pour rassembler en Bosnie des troupes en nombre suffisant, en attendant l'occasion propice pour attaquer la Serbie. Ce prétexte, on le cherchait et on le préparait. C'était la question des chemins de fer orientaux que le Gouvernement autrichien, dans ses négociations avec le Gouvernement serbe, faisait traîner avec préméditation, sans vouloir lui donner une solution définitive. La presse austro-hongroise, haussant le ton, écrivait déjà que cette question touchait aux intérêts vitaux de la monarchie des Habsbourg. D'ailleurs, les Empires centraux ont montré qu'il ne leur a pas été difficile de trouver un prétexte pour faire la guerre.

C'est dans cette atmosphère tendue que les politiciens et la jeunesse devaient travailler. Le plus grand nombre des premiers énonçait des doutes sur la possibilité de la guerre, connaissant la méthode autrichienne d'intimidation. Le plus grand nombre des seconds était convaincu que la guerre se déclencherait. Comme chef du parti mili-

taire, l'archiduc François-Ferdinand était considéré aussi, dans toute la monarchie, comme l'instigateur principal de la guerre. Après deux campagnes très dures que la Serbie avait faites déjà, on considérait une nouvelle guerre comme un malheur national.

D'un autre côté, on craignait une politique agressive de l'archiduc, dans les relations intérieures du pays. Voilà les deux causes qui ont amené la jeunesse à ourdir un plan différent contre lui (1).

Les diètes étaient impuissantes devant l'omnipotence des gouvernements. Les gouvernements ont semé le désordre et la peur partout. Ils ont voulu provoquer la méfiance générale pour gouverner. En répandant les bruits les plus sensationnels et les plus invraisemblables, par leurs agents, sur les vieux politiciens expérimentés, les autorités n'ont eu qu'un but : les compromettre, puisque les vieux ne pouvaient plus discipliner les jeunes, ne pouvaient non plus mener la lutte politique avec la

---

(1) Il existait des légendes étranges concernant l'omnipotence de l'archiduc héritier sur les affaires de la monarchie. Son parti voulait le rendre populaire auprès de toutes les nationalités, sauf chez les Magyars où il n'avait pour lui que le parti catholique. Il y a lieu cependant de penser que son influence sur les questions principales n'a pas été prépondérante. Il a demandé la guerre pendant la crise annexionniste, mais il n'a pas réussi. A cette occasion, un conflit aigu surgit entre l'empereur François-Joseph et lui. Un fonctionnaire bosniaque, très haut placé et très au courant des choses, m'a raconté que toutes les fois que l'archiduc héritier voulait se mêler directement des affaires d'État, il recevait de François-Joseph un morceau de papier avec ces mots : *Es wird meinem Neffen verboten sich in die Staatsgeschäfte einzumischen* (Il est défendu à mon neveu de se mêler des affaires de l'Etat).

ténacité nécessaire. Les autorités ont réussi. Les vieux ne pouvaient plus dominer les jeunes. Au lieu d'en rester à cette action négative, comme cela aurait été agréable aux autorités, les jeunes ont pensé qu'il était bon d'utiliser même la foudre pour éclairer le chemin dans la forêt. Il en résulte que le Gouvernement autrichien s'est mépris sur les conséquences de sa politique. C'est le signe évident qu'il n'a pu comprendre la psychologie du peuple de Bosnie-Herzégovine, qui tant de fois s'est révolté contre les oppresseurs, pour la liberté et pour l'union avec ses frères de Serbie et du Monténégro et qui ne cessera pas de le faire jusqu'à la réalisation de son idéal national.

L'Autriche-Hongrie a semé le vent : qu'elle ne s'étonne pas d'avoir récolté la tempête. L'accusation portée contre la Serbie est restée tendancieuse et dénuée de preuves. La seule faute de la Serbie, ce sont ses victoires dans les guerres balkaniques. L'héroïsme n'avait pas ses autels qu'en Serbie. Ce culte était pareil dans les autres contrées serbes et yougoslaves. Les jeunes gens de ces contrées, des fanatiques nationaux que la Serbie ne voulait pas enrôler comme volontaires dans son armée pendant la guerre, voulurent montrer leur héroïsme et se sacrifier pour le peuple, — par des attentats. Ils ont élaboré leur programme d'action et se sont distribué les rôles, dans une ville universitaire de l'Europe occidentale.

Ils croyaient ainsi être utiles à la cause nationale et démontrer que leur pays natal était tout aussi prêt pour des exploits que la Serbie, que le Monténégro. Voilà la psychologie de cette jeunesse nationale. Elle n'a été aucunement excitée par la Serbie. Un jeune Herzégovinien à Belgrade, ami intime des accusés de l'attentat de Sarajevo, m'a raconté que l'un d'eux avait dit qu'il fallait en finir avec François-Ferdinand, car il cherchait la guerre contre la Serbie, qui maintenant ne la voulait pas; et un autre a ajouté : « Il faut montrer à la Serbie que la Bosnie aussi a ses héros et que la Serbie, en travaillant en Macédoine, n'oublie pas la Bosnie. »

Les circonstances ne permettaient pas à la Serbie de songer même à de telles tentatives, qui étaient contraires à sa politique de recueillement et de repos après les guerres balkaniques. Les seules préoccupations de ces jeunes gens étaient de se procurer des armes là où ils espéraient pouvoir les trouver de la manière la plus facile et la moins coûteuse, de créer des liens entre eux et peut-être de gagner quelques adeptes à la Serbie. Ce sont les vrais représentants de la période « Sturm und Drang » yougoslave : un courant qui ne fut sérieusement voulu et préparé par personne, que personne ne pouvait empêcher de déborder et que personne ne put contenir dans son cours. C'est la conviction que j'ai acquise par de longues et consciencieuses recherches.

LES SERBES EN TURQUIE

Vieille Serbie et Macédoine. — Après l'action réformatrice des grandes puissances, suivie du programme de Murzsteg du 2 octobre 1903, il semblait que le mouvement révolutionnaire se fût apaisé. Par une clause de ce traité (la troisième) il était prévu qu'après la pacification de la Macédoine et de la Vieille Serbie une autre division administrative serait établie dans ces contrées, suivant les différentes nationalités. C'est ce que les nations balkaniques ont compris comme un partage de sphères d'influence. Il en résulte une neutralisation des chefs nationaux les uns par les autres, pour assurer la suprématie numérique dans certaines contrées, en cas de partage de la Turquie. En plus du massacre par les Bulgares, la persécution des Serbes s'est faite par les Albanais. Mêlés aux Serbes dans toutes les contrées, ils exécutaient le plan de la Turquie : exterminer les Serbes dans leurs frontières, comme la nation qui, dans les Balkans, s'était soulevée la première contre l'Empire turc. Les protestations des assemblées, des chambres des députés, encore moins celles des journaux du monde civilisé, ne pouvaient arrêter cette extermination systématique des Serbes.

Il n'y avait qu'un remède sûr à tout cela : l'application du proverbe « œil pour œil, dent pour dent ». Quelques patriotes en Macédoine, ainsi que quel-

ques officiers qui avaient quitté l'armée et quelques étudiants qui avaient quitté l'école, avaient organisé une action armée pour la défense des Serbes en Turquie. Ces vengeurs, à l'exemple des défenseurs historiques des anciens « hajdouks », en sacrifiant leurs vies, ont sauvé celles de bien des Serbes de Macédoine et ont entretenu la foi de ce peuple dans l'idée qu'un jour viendrait où l'heure de leur libération sonnerait.

De travail intellectuel, il y en avait assez chez les Serbes en Turquie. Mais il ne pouvait y avoir de vie politique et de progrès économique là où la vie était en danger constant.

LES RÉSULTATS PSYCHOLOGIQUES DES GUERRES BALKANIQUES EN SERBIE ET EN YOUGOSLAVIE

En octobre 1912, la Serbie, le Monténégro et les autres États balkaniques entrèrent en guerre contre la Turquie. Tout le monde avait l'impression que cette guerre n'était que le prélude de la guerre avec l'Autriche, qui ne voulut jamais abandonner le plan caressé depuis longtemps par elle, de déboucher à Salonique.

Les premiers jours de la guerre, la Serbie remporta à Koumanovo une victoire écrasante sur les Turcs, commandés par Zekki pacha, le meilleur disciple de von der Goltz pacha. L'organe semi-officiel de Vienne, la *Neue Freie Presse,* se deman-

dait alors désespérément : « Où es-tu, Zekki pacha ? » Il était évident que l'Autriche ainsi que la Serbie sentaient qu'avec cette bataille commençait la lutte entre elles deux. La Serbie montra encore, après cette bataille décisive, la valeur de ses armes, à Monastir (Bitolj), à Andrinople, à Scutari et à travers les Alpes albanaises, tandis que l'Autriche essayait, avec ses méthodes habituelles, de pousser la Bulgarie à la guerre contre ses alliés.

Koumanovo reste comme un tournant de l'histoire serbe, non seulement politique, mais aussi psychologique. Cette victoire a valu au jeune royaume serbe le centre des pays yougoslaves ; avec elle fut vengée la victoire turque de Kossovo en 1389. Cette vengeance héréditaire de la race s'est faite et par là s'est réalisé le vœu de toutes les générations serbes depuis la défaite de l'Empire serbe à Kossovo. Le pessimisme et la défiance font place à l'optimisme général et à la confiance en soi-même. Même les jeunes générations, qui jusqu'alors prêchaient la foi nationale avec une certaine incertitude, osèrent se montrer audacieuses au point de dévoiler avec décision et bien hautement leur vraie pensée, qui consistait essentiellement en ce principe unique de combat : on doit battre l'ennemi avec ses armes propres ; la meilleure défensive, c'est l'offensive. C'est depuis ce moment-là que la Serbie s'est connue elle-même. C'est depuis lors que l'Europe occidentale a vu en Serbie la force d'une nation, d'une énergie et d'une abné-

gation sans limites. C'est à ce moment-là que la Serbie, en tant que force combative, fut réhabilitée par l'Occident. Le 24 octobre 1912, dans l'après-midi, alors que l'armée serbe remportait cette victoire sur l'armée turque, la Jeune Serbie naquit; elle naquit dans le sang comme tout être vivant. Nombre d'articles et de brochures furent écrits depuis sur notre nation, qui fut aussi l'objet de bien des conférences.

Après la guerre serbo-bulgare et surtout après le début de la guerre austro-serbe, après nos éclatantes victoires, l'Europe nous a peut-être dépassés nous-mêmes dans l'optimisme, mais c'est nous qui regrettons de n'avoir pas eu assez de temps pour nous organiser complètement et pouvoir montrer au monde autant de sagesse que nous n'avons montré de bravoure.

Décrire tous les succès moraux et matériels serbes, dont le début se trouve dans cette bataille glorieuse et célèbre, n'est pas le but de cette brochure. Ces succès sont trop récents et trop connus presque partout. Nous ne pouvons que dire que, par cette bataille, l'Europe et le monde civilisé ont compris la valeur de la Serbie, ce qu'on ne pouvait faire auparavant à cause des luttes intérieures, et encore, que ces informations étaient pâles à côté des bulletins bulgares sur leurs batailles; car les Bulgares furent de meilleurs artistes en réclame. Les Serbes, convaincus que la valeur se fait toujours reconnaître par elle-même, ne purent se

défaire, pas même dans cette heure décisive, de leur habitude, peut-être trop naturelle, de modestie.

Mais aussi, sans réclame, toute la nation serbe et yougoslave connaîtrait-elle l'efficacité de ces événements qui, depuis 1912, ne cessent de se dérouler dans les Balkans ? La Serbie se meut depuis lors dans une lutte continue et n'a pas encore eu le temps de vivre la joie de ses victoires à cause de ses pertes cruelles (1). Toutes nos autres contrées se réjouissaient à l'excès et ne voulaient respecter aucun des arrêtés de la police austro-hongroise. Aucune digue n'était assez forte pour retenir l'instinct national et personne ne croyait plus aux mensonges autrichiens sur la faiblesse de la Serbie. La Serbie depuis lors fut plus fêtée que jamais.

L'Autriche-Hongrie a compris alors que tout le système de mensonges et de brutalités par lequel elle régnait sur les pays yougoslaves était détruit, et que ses propres sujets avaient posé le problème yougoslave dans toute son acuité. C'est ce qui l'amena à préparer secrètement cette guerre préventive, n'attendant qu'un prétexte pour la déclarer.

Cette guerre devait anéantir la Serbie et rendre

---

(1) La Serbie eut, dans la guerre serbo-turque, 5.000 hommes morts sur le champ de bataille et 18.000 blessés ; dans la guerre serbo-bulgare, 7.000 morts, 30.000 blessés et 5.000 morts du choléra ; dans la guerre austro-serbe, d'après une statistique officieuse, les pertes sont évaluées à 150.000 hommes jusqu'au 1er juin 1915. Les chiffres de pertes après l'offensive germano-bulgare ne sont pas encore publiés.

tous les Yougoslaves sujets autrichiens, incapables d'aucune résistance.

C'était la guerre contre toute une race et non contre un État. Les cruautés commises par l'armée austro-hongroise en Serbie, en Bosnie, en Herzégovine, en Dalmatie, en Syrmie et dans les autres contrées yougoslaves, le démontrèrent suffisamment. Et c'est pourquoi des milliers de sujets austro-hongrois dans leur prison, des centaines de milliers d'internés et des millions d'exilés, attendent avec impatience la victoire des alliés de la Serbie, qui sera pour eux la délivrance.

Et c'est l'État autrichien qui lui-même a créé cette situation parmi ses propres sujets.

Il est trop tôt pour analyser tous ces événements; nous les vivons encore. Nous ne voulions que constater les faits essentiels en laissant aux lecteurs le soin de juger, tant des circonstances qui ont provoqué ces faits que de la conduite de la génération serbe qui eut à en supporter tout le poids, non seulement passivement par ses souffrances, mais aussi activement par ses actes.

DEUXIÈME PARTIE

LE FUTUR ÉTAT SERBE (YOUGOSLAVE) ET L'EUROPE

I

INTRODUCTION

Telle est ma foi inébranlable dans l'issue de la guerre que je ne doute pas de la victoire complète des Alliés et de la réalisation de leur programme. C'est dans cette hypothèse que j'écris ce chapitre. Les prévisions proviennent souvent des causes; souvent aussi elles ne sont que des pressentiments. Dans de telles conditions et dans un cas aussi grave que celui-ci, il est impossible, d'après nous, d'envisager d'autres hypothèses. Il faut dès maintenant regarder en face la réalité; c'est, en somme, le seul remède aux souffrances que la guerre cause aux peuples. Ce n'est que par un idéalisme réaliste (qu'on nous permette d'employer ce terme) que l'humanité atteindra à la vie intellectuelle et à la civilisation nouvelle que nous attendons tous.

Même les petits États doivent prendre en consi-

dération la politique générale des grands peuples européens. La Serbie d'hier a compris, outre ses devoirs envers elle-même, ceux qui lui incombent en tant que membre de la communauté intellectuelle des autres peuples; la Serbie de demain, agrandie, avec ses frontières de Triglav à Perister, de la mer Adriatique jusqu'à Timok, comme le disait naguère le régent de Serbie, au retour de son voyage en Europe occidentale, aura encore plus de devoirs supérieurs. Ce n'est qu'après la guerre actuelle que nous aurons toute liberté pour diriger notre politique extérieure. Par cela seul, nos droits et nos devoirs deviennent plus grands envers nos voisins et envers les autres États. Nous devons suivre attentivement l'évolution des affaires d'Europe si nous voulons prendre notre place au soleil et fixer la tâche de notre État agrandi. Nous sommes obligés de le faire dans notre intérêt propre et dans l'intérêt de l'Europe future. C'est pourquoi l'Europe elle-même doit connaître nos intentions, nos aptitudes.

II

LES PROBLÈMES EUROPÉENS

La culture nouvelle. — Il est bien difficile, presque téméraire, de prévoir les conséquences de la guerre concernant la vie sociale et économique, le développement intellectuel de la société future. On ne peut pas encore se faire une idée de la psychologie des peuples actuellement dans les tranchées quand ils viendront reprendre le cours de la vie normale. Cependant, il est possible de baser des prévisions sur les faits connus jusqu'à présent.

Avec la victoire des Alliés triompheront les idées libérales de leurs peuples. L'émancipation de l'individu du principe modernisé *cujus regio illius religio* sera probablement l'une des principales conséquences de cette guerre. Les États auront un caractère qui ressemblera au « contrat social » des individus, des classes entre elles. Les sujets n'existeront plus, mais seulement les citoyens. La supériorité ne sera pas à la vieille démocratie qui agit peu et parle beaucoup, mais à la démocratie nouvelle, qui travaillera au lieu de discourir. Courageuse et consciente de ses devoirs, elle cherchera à développer complètement toutes ses qualités. Il lui faudra d'abord défendre l'État qu'elle aura

créé elle-même. Chaque ordre de choses doit être protégé par la force. Par conséquent, je ne crois pas que la victoire de la démocratie apporte la paix immuable. Peut-être l'état nouveau indique-t-il le chemin du pacifisme en Europe même et rien de plus. Si l'Europe a sa tâche dans le monde, il serait mal de l'abandonner en jurant la paix générale. Abdiquer l'application de la force et renoncer à l'élargissement de la vie intellectuelle et de la civilisation européenne parmi les peuples primitifs, civilisation qu'on ne réalise efficacement qu'avec la force, marque aussi une négligence du développement de l'énergie physique, puisque la force physique des peuples a toujours été la base de leur force intellectuelle et morale. La Chine ne doit pas être l'idéal de l'Europe. La victoire de la démocratie supprimera les agressions tout au moins en Europe, les démocraties luttant, par la nature des choses, contre l'expansion extérieure, contre tout impérialisme. Mais n'oublions pas que la démocratie n'existe que par le nombre et la force. S'il en était autrement, nous verrions des peuples puissants et professant une bonne morale dominés par des peuples sans foi, pour lesquels le mot de démocratie n'a aucun sens. Si nous voyons aujourd'hui dans ce cas une injustice, pourquoi le considérerions-nous demain comme le but de la civilisation ? Les États neutres d'aujourd'hui ne sont sûrement pas les meilleurs défenseurs de la démocratie et de l'humanité. Il n'est pas nécessaire

pour la civilisation que la justice soit dans les mains de celui qui sait le mieux la défendre par des paroles. Si la force motrice de l'humanité est l'intellect, la force physique n'en restera pas moins sa base, son frein, son fouet, son régulateur. Il y aura toujours des hommes mauvais comme de mauvais États, contre lesquels on devra défendre les acquisitions de la nouvelle civilisation, et cela en usant nécessairement de la force. C'est le militarisme qui sera brisé par cette guerre mais non pas l'armée.

L'Europe démocratique sera, sans aucun doute, plus pacifique que l'Europe dont le développement s'est effectué sous la pression du militarisme allemand. Son agression éventuelle se manifestera probablement loin de l'Europe. Si tous les États européens acceptaient des traités d'arbitrage tels que l'Angleterre était en train d'en conclure à la veille même de la guerre avec différents pays, on pourrait s'attendre, pour une très longue période, au développement pacifique de la vie en Europe. Cependant, comme il n'y a et ne pourrait y avoir aucune certitude que toutes les nations acceptent toujours sans murmure tous les arbitrages, il est nécessaire d'organiser dès aujourd'hui un organe exécutif européen. Sans la certitude de l'exécution, les meilleurs jugements pourraient ne pas avoir de valeur. Si l'on organisait un grand tribunal européen pour régler les conflits éventuels entre les nations, et si l'on assurait l'exécution de ses ver-

dicts, on pourrait, au moins en partie, oublier les hécatombes de victimes faites par la guerre présente, qui très probablement aurait pu avorter, s'il avait existé une institution pareille. Avant que l'Europe trouve des décisions capables de prévenir les guerres en général, elle tâchera, progressivement, par petites étapes, d'empêcher que ne se déclenche et ne se déroule une guerre comme celle dont elle est aujourd'hui bouleversée.

Tous les États sont entrés en guerre pour protéger leurs intérêts intellectuels et matériels. Ce sont les Anglais et les Français, du côté des Alliés, qui vont fonder, après la victoire, la civilisation nouvelle. La Russie aura besoin de plus de temps pour liquider ses problèmes intérieurs qui, une fois résolus, lui serviront de base pour créer sa civilisation propre. La civilisation nouvelle, nous en sommes convaincus, sera plus que celle d'aujourd'hui pénétrée d'éléments démocratiques et humains. Les Français y représenteront l'humanité et l'internationalisme ; les Anglais, la démocratie et le nationalisme, si l'on s'en tient, dans ce domaine, à l'histoire et aux qualités psychologiques des races. Les premiers propageront l'égalité et la fraternité de toutes les nations, les seconds continueront à respecter celles qui sont fortes intellectuellement et physiquement. Le socialisme et le cléricalisme, les deux idées internationales, ne tarderont pas à se modifier profondément. Leur internationalisme était l'internationalisme platonique

des classes libres. Le nouvel internationalisme peut devenir celui des peuples libres ; le progrès de l'internationalisation, au moins de l'internationalisation européenne, sera accéléré par les souffrances générales de la guerre, par le mélange des millions de soldats et de prisonniers de races différentes, par l'épanouissement du mouvement féministe causé par la grande perte d'énergies viriles. Le nationalisme et la démocratie, la liberté des grands et des petits États, causes principales de cette grande guerre, auront tout de même longtemps le dessus comme idées motrices, puisque la force restera entre les mains des vainqueurs, des nations et des classes qui représentent et qui luttent maintenant pour ces idées.

En résumé, les tendances soutenues par le parti libéral dans les États particuliers sont représentées en Europe par la France, les tendances conservatrices par l'Angleterre, car celles-ci sont la qualité maîtresse de leur race. La méthode française sera, comme avant, l'application de la logique déductive ; la méthode anglaise, comme jusqu'à présent, l'expérience. La fraternité d'armes, la pénétration réciproque auront une certaine répercussion, d'ailleurs très réduite, sur les idées et les méthodes jusqu'à la fin de la guerre, mais en général la sphère de leurs actions respectives restera inchangée. Beaucoup moins que les idées, les méthodes se laissent influencer par la révolution. Elles sont plutôt conservatrices.

Les intérêts politiques de la Triple Entente. — Disons maintenant quelques mots sur les intérêts matériels des Alliés.

L'Angleterre aura la domination des mers, et par ce fait elle s'assurera pour longtemps son empire. De tous les grands États elle sera la première à se relever de la grande guerre. Cette race se reforme toujours, après de grandes crises, avec une rapidité merveilleuse. Les colonies et les obligations des Alliés compenseront bien vite les milliards perdus. Du reste, la perte de sa force intellectuelle et physique pendant la guerre sera relativement moins grande que chez les autres Alliés.

Les grandes qualités des Anglais, notamment leur capacité psychologique d'apprécier la valeur des hommes et des peuples, leur perspicacité en toutes choses, le sang-froid qui leur fait prendre les plus grandes résolutions, leur force physique qui leur aidera à réaliser avec ténacité leurs conceptions, tout cela les élèvera, après la guerre, au-dessus des autres peuples et leur réservera le rôle de guide du monde, d'accord avec la nation française. Après la victoire des Alliés, se dissipera cette ombre qui s'appelle la grande Allemagne, et avec elle la grande foule d'imitateurs des Allemands, qui ne voient que la quantité, la médiocrité, et qui pensent que toute culture est matérielle. L'Angleterre aura alors dans le monde la place qu'avait autrefois l'État romain. Si l'Angleterre veut accepter ce rôle, de cette éventualité ne dé-

pendra pas seulement son avenir propre, mais aussi l'avenir de l'Europe et, dans une certaine mesure, le sort de la race blanche. Pour accomplir cette mission et pour garder ses colonies, l'Angleterre devra avoir une position solide en Europe. Les nations alliées d'Europe auront pour longtemps besoin d'un guide, lequel guide sera l'Angleterre ; c'est elle qui les aidera à sortir de la crise causée par la guerre, de la crise financière surtout.

La France a moins d'ambition. Elle ne désire en Europe que ses vieilles frontières de 1870 et sa sécurité. Elle ne demande qu'à jouer le rôle d'Archimède qui s'efforce de protéger les *circulos suos* et de donner des idées au monde. Au point de vue moral, son prestige était des plus forts chez les neutres, puisque ceux-ci ont eu la plus grande confiance en son altruisme, en sa fermeté dans les idées libérales pour tous les peuples et tous les hommes.

Durant cette guerre, elle a fait preuve de tant de force physique et morale, qu'elle a acquis le droit de maintenir et d'augmenter son prestige. A part la Belgique, la Serbie est la première qui ne saura jamais oublier les précieux services qu'elle a rendus au peuple serbe dans ses moments les plus difficiles. Non seulement la France est devenue par cette guerre le principal représentant des nations latines, mais à l'heure qu'il est, elle est déjà le guide de tous les petits peuples.

Si, parmi les puissances de la Triple Entente,

l'Angleterre a fourni la force navale, militaire, financière et le génie d'organisation, la France son aide morale, physique et financière, on peut dire sans ambages que, au moins jusqu'à présent, c'est la Russie qui, par son énergie physique, a été la principale enclume pour le marteau allemand, et le marteau principal pour l'enclume allemande.

Sans l'étendue de ce pays, sans son énergie et son art militaire, l'Europe aurait passé sous la domination prussienne. L'Europe a eu besoin de toutes les forces de ces trois nations pour vaincre l'Europe centrale. L'ambition russe d'avoir une mer libre et d'acquérir l'indépendance complète, de pouvoir apporter son concours à la solution de la question slave, sera, espérons-le, réalisée entièrement dans l'intérêt de l'Europe et de la civilisation en général. La culture slave, qu'elle sera la première à représenter, n'est point agressive. Quiconque connaît la vraie Russie nationaliste, son âme pleine de tendresse et d'altruisme, n'aura jamais peur de la botte cosaque.

La Triple Entente actuelle est une combinaison politique qui possède tout ce qu'il faut pour obtenir, après cette guerre grandiose, la base d'une nouvelle civilisation, d'une nouvelle Europe.

L'Alliance actuelle de ces trois puissances n'est nullement due au hasard. De même que les Empires centraux ont été liés par une même morale, de même les nations russe, française et anglaise ont été unies par des points communs très pro-

fonds. L'intérêt de l'humanité veut que cette union des États devienne une union des peuples.

Intérêts économiques des Alliés. — Il est naturel que les vainqueurs tâchent également à tirer parti du point de vue économique. Après la guerre, lorsque les questions religieuses et nationales auront reçu une solution, la politique économique viendra en tête du programme à réaliser. Les deux partis belligérants s'y préparent déjà. Les hommes d'État n'en parlent qu'en passant, tandis que les savants et les idéologues les envisagent sérieusement et les discutent. Dans les moments décisifs comme ceux d'aujourd'hui, on passe facilement de l'idée au fait, de la théorie à la pratique. Il est donc important de s'arrêter quelque peu sur ces conceptions.

L'Allemagne voudrait une « Europe centrale », c'est-à-dire une union douanière où entreraient d'abord l'Autriche-Hongrie et plus tard les pays balkaniques avec la Turquie. Il faut considérer cette progression comme un aveu de l'Allemagne, qui n'a pas assez de force pour absorber les autres pays en même temps que l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne, c'est-à-dire la Prusse, ne sait guère que commander les faibles et les exploiter : telle est sa ligne de conduite, non seulement en politique et dans l'armée, mais aussi dans le domaine économique [1].

---

(1) A une question hollandaise sur les travaux futurs de la confé-

« L'Europe centrale » est une forme de transition vers « l'Europe » dans laquelle aurait dominé l'Allemagne, avec la Prusse en tête. C'est, comme disent un grand nombre de savants allemands, « une tâche que la Providence a réservée au peuple allemand ».

Les Alliés rêvent déjà d'une « Europe » qui serait un corps économique unique. Ils peuvent dès maintenant le faire, puisque aucun allié n'a l'ambition ni l'intention de devenir maître absolu de la nouvelle Europe. Il n'est pas dit qu'avec du tact et de la patience, on ne passe pas aux faits. Ces faits pourraient être, dès le principe, plutôt négatifs que positifs, négatifs surtout dans les relations mutuelles entre les nations européennes, et positifs envers les États extra-européens. Tout d'abord, il aurait suffi de commencer par certaines prohibitions, de supprimer, par exemple, des institutions comme la clause de la nation la plus favorisée pour les pays ennemis, d'introduire une politique économique unique envers tous les autres États extra-européens. Voilà qui peut sembler une illusion,

---

rence de paix, le professeur allemand baron von Stengel, homme de confiance de Guillaume II, a répondu que l'Allemagne ne veut plus de conférence de paix, n'en ayant aucun besoin, puisqu'elle va créer un État européen et mondial « où elle sera la police de la paix, en vertu de sa force ». Stengel termine : « Se soumettre à notre direction supérieure est le seul moyen, surtout pour les neutres, de s'assurer une existence prospère. Sous notre hégémonie, tout droit international devient superflu, car de nous-mêmes et par instinct, nous donnons à chacun son droit. » C'est au mois de juillet 1916 que furent écrites ces lignes !

mais toutes les grandes choses n'ont été au commencement que des illusions. Les grands pays européens qui ont des colonies et des territoires dans les autres parties du monde, dans l'intérêt même de leur défense propre, devront accepter tôt ou tard cette idée. La conception de « l'Europe », qui jusqu'ici n'avait un sens qu'en diplomatie, surtout en diplomatie balkanique et orientale, recevra ainsi une forme plus concrète. C'est seulement dans cette guerre que les nations elles-mêmes ont senti le besoin de sauvegarder la politique de tous les États européens. Même le peuple de Londres s'est préoccupé de savoir quels personnages dirigeraient Athènes.

Si l'on compare la politique économique de la Prusse envers les Polonais en Posnanie à la politique de la Grande-Bretagne envers ses colonies, il est aisé d'opter entre ces deux morales politiques et économiques.

Il n'est pas difficile pour les petits peuples et les petits États, surtout pour les voisins de l'Allemagne et de son « Europe centrale », de faire leur choix, car il est évident que tous veulent conserver le plus possible de leur indépendance; de même les grands États, voisins et rivaux de l'Allemagne, sont convaincus que les petits États, ou la fédération des petits États, doivent devenir une digue contre la réalisation du plan germanique, bloc économique unique de la mer du Nord au Golfe Persique. Le système économique d'une « Europe » est beau-

coup plus que celui d'une « Europe centrale », profitable aux petits États, qui, par ce moyen, ne seraient point placés, au moins pour certaines branches de production, entre l'enclume et le marteau.

Nos alliés, tendant à ce grand but — l'union des États d'Europe — se mettront à le réaliser progressivement. Si, pour commencer, à côté des mesures douanières, ils adoptent quelques décrets pour garantir l'uniformité des procédures devant les tribunaux et l'exécution des jugements, s'ils instituent des organisations uniformes pour l'information commerciale, si les différents États réglementent la sécurité des moyens de communications, nous nous acheminerons déjà vers une Europe uniforme. Les diverses conventions actuelles des postes, des télégraphes, des chemins de fer, le développement du droit commercial et du droit des changes dans la majorité des États de l'Europe, montrent qu'une Europe unie pourrait se réaliser sans de grandes difficultés. Nous devons tous nous convaincre que l'égoïsme de l'État a ses limites et que l'altruisme, dans ce cas, est la forme la plus parfaite de l'égoïsme. Quiconque ne l'a pas encore compris prouve qu'il ne veut pas le comprendre : il faut qu'il soit obligé par la force de voir, dans l'utilité générale, son utilité propre. Or, voici bien le moment le plus propice, s'il en fut, pour obtenir, à ce sujet, dans une conférence de paix, de grands résultats avec le minimum de diffi-

cultés. La guerre elle-même a créé tant de problèmes intéressants dans ce domaine, qu'ils devront être posés et discutés au cours de la conférence de paix, parallèlement à l'établissement des frontières et à l'évaluation des indemnités de guerre. Il suffit de penser au développement de l'aéronautique et de songer qu'avec lui il sera très difficile de sauvegarder le passage des frontières, de penser que le monopole des céréales sera possible, etc. Et si toutes ces questions capitales sont faites pour intéresser au plus haut point les hommes éminents des grands États, les représentants des petites nations ne doivent pas moins les méditer, car ce qui n'est encore qu'un idéal peut rapidement devenir une réalité.

Le rôle des petits États. — La valeur des petits États est pleinement confirmée dans cette guerre. Si l'on peut comparer la vie des États avec les phénomènes de la nature, cette guerre nous prouve qu'à côté des phénomènes mécaniques et chimiques des nations, il peut exister un certain système planétaire des États. Déjà, avant la guerre, l'Angleterre a montré la valeur de ce système dans ses relations avec les « dominions » et leurs colonies, et dans l'avenir, espérons-le, la valeur des petits États s'accroîtra encore.

Si chaque nation est obligée, pour sauvegarder son existence, de tourner autour de son axe, de cultiver son nationalisme, elle sera forcée en même

temps, de suivre l'humanité comme son soleil. Or, si l'Allemagne a vu s'élever contre elle la révolte morale générale, c'est que justement elle a éludé ce second principe. Les petits États, dans leur propre intérêt, doivent respecter beaucoup plus l'humanité. Voilà pourquoi ils sont nécessaires à la paix générale, et pourquoi les États pacifiques ne sauraient se passer d'eux. Les États de l'Europe occidentale n'ayant pas de tendances agressives, doivent aider dans leur émancipation les petits États, car ils sont les alliés les plus naturels et les plus sûrs des grands États pacifiques. Mais ces petits États doivent posséder des frontières assez vastes pour assurer leur indépendance complète, et par là seront évitées dans l'avenir les alliances agressives, qui troublent la paix.

Les petites nations ont donné très souvent à l'humanité des hommes de premier ordre, de magnifiques champions qui ont lutté pour le triomphe de la justice et de l'humanité. Les démocraties des grandes nations, se souvenant de la sécurité du passé, comprendront sans doute, comme une leçon des temps présents, que les démocraties forment des syndicats et non pas des trusts. D'ailleurs, les petites nations s'estiment heureuses d'avoir trouvé leur premier défenseur dans le premier ministre d'Angleterre, Asquith, qui a déclaré : « Nous ne remettrons au fourreau l'épée que... lorsque les droits des petites nations d'Europe seront réglés d'après une base intangible.

« Par la victoire des Alliés le règne du droit public en Europe passera du domaine idéal à celui de la réalité concrète. C'est là un signe de l'indépendance et de l'égalité des grands et des petits États. Le recours à la force en cas de querelle sera supprimé par la volonté commune de l'Europe; de là résultera une grande association des nations en vue de procurer une vie plus belle et plus libre à des millions d'êtres qui, de génération en génération, enrichiront l'héritage de l'humanité. » Et nous n'avons aucune raison de douter de la réalisation de ces paroles. Là est *uni dulce cum utili.*

A cette opinion s'oppose celle du professeur M. Stengel qui représente la conception allemande du rôle des petites nations.

Néanmoins, même sans ces déclarations, même sans la guerre, les petites nations savent que les nations de l'Europe occidentale représentent le libéralisme et l'individualisme. La conséquence logique de ces principes est le respect des droits de chacun, de chaque individu et de chaque nation. L'Allemagne ne connaît que son propre droit; de tout le reste du monde elle n'exige que l'obéissance. Voilà donc deux compréhensions différentes, deux systèmes de morale nationale, fondés sur la psychologie de ces peuples, et par cela même permanents.

Les pays ennemis. — Quand on aura brisé par les armes l'impérialisme prussien et la perfidie autrichienne, qui sont à la base de la guerre actuelle,

deux tâches s'imposeront à la diplomatie : assurer pour longtemps la paix en Europe et empêcher toute coalition entre les Germains et les Musulmans ayant pour but l'Asie et l'Afrique.

La garantie de la paix européenne exige, pour être établie, que l'on restreigne et que l'on déplace la force de certains États. Quant à la forme que revêtira cette réduction de la force germanique, nous ne croyons pas nécessaire de l'étudier ici. Les méthodes de délimitation des États homogènes sont d'une autre nature que celles des États hétérogènes. La dislocation des forces, moyen le plus efficace sans doute, ne pourra guère s'appliquer à l'Allemagne d'une façon durable. C'est pourquoi l'on recommande « de respecter l'autonomie de chaque État allemand, de détruire l'autocratie diplomatique et militaire du roi de Prusse » (Yves Guyot). Par contre, en Autriche et en Turquie, le partage des territoires peut se faire incontestablement avec beaucoup plus de succès : en Autriche, grâce au développement de la conscience nationale de ses divers peuples, en Turquie pour la même raison et par suite du manque de sentiments sociaux. C'est d'ailleurs l'organisation de ces deux États qui nous intéresse le plus. Leur voisinage nous permet d'exprimer une opinion fondée sur l'expérience.

La meilleure solution du problème autrichien est le partage des territoires d'Autriche-Hongrie d'après les nationalités. Aucune de ces parties sépa-

rées n'aurait plus de 10 millions d'habitants. Ainsi divisés selon le principe des nationalités, ces États donneraient la meilleure garantie de paix et de tranquillité.

La guerre actuelle a démontré que le sentiment national domine tous les autres, et, dans le moment décisif surtout, éclipse les deux partis internationaux : cléricalisme et socialisme. C'est pour cela aussi, et pour cela surtout, qu'on doit tenir le plus grand compte de ce sentiment et éviter toute polémique future à son égard. Les petits États, ayant acquis assez de force pour défendre à l'occasion leur propre existence et leur indépendance, constitueraient la meilleure garantie pour que ce sentiment nationaliste ne devienne pas excessif, ne tourne pas à l'impérialisme et ne trouble pas la paix. Partager l'Autriche-Hongrie d'après les nationalités, c'est le seul moyen de sauvegarder l'autonomie de celles-ci, et c'est en même temps prévenir de la plus sûre façon toute fusion possible avec d'autres peuples voisins, fusion qui, rompant l'équilibre, pourrait déchaîner une guerre nouvelle. Alors seulement les grandes puissances, se faisant les protectrices des petites, pourraient, grâce à elles, éviter de régler à nouveau leurs propres intérêts par les armes. De cette manière, le partage de l'Autriche-Hongrie répondrait parfaitement à la tâche assumée par la diplomatie, puisqu'il aurait assuré la paix et empêché toute liaison possible entre l'Allemagne et l'Asie Mineure.

L'Autriche-Hongrie constitue un danger pour l'Entente, non seulement comme alliée actuelle de l'Allemagne, mais encore comme son alliée éventuelle dans l'avenir. Aussi le péril sera-t-il d'autant moins grand pour les ennemis de l'Allemagne que sera plus petit l'État ayant Vienne comme centre. C'est ce que la guerre actuelle a démontré d'une manière éclatante. L'organisation de l'État austro-hongrois est telle que la dynastie jouera toujours et d'une façon absolue le rôle prépondérant dans ses affaires. La dynastie est allemande. Un homme politique tchèque, le Dr Kramarr, je crois, celui-là même que les tribunaux autrichiens viennent de condamner à mort, parlant un jour à l'Empereur de la nécessité pour l'Autriche-Hongrie de s'affranchir de l'Allemagne et de se rapprocher de la Russie, reçut de François-Joseph cette réponse : « Néanmoins, vous oubliez, lorsque vous parlez ainsi, que je suis moi-même un prince allemand. » C'est la réplique à tous les politiciens qui croient l'Autriche-Hongrie capable de se séparer un jour ou l'autre de l'Allemagne.

L'adage : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer », n'a plus aujourd'hui aucun sens. Une grande puissance, placée là où se trouve maintenant l'Autriche-Hongrie, obéissant à ses tendances naturelles, menacera toujours tant les Balkans que l'Italie, et, en général, la paix européenne. Cette puissance devra s'appliquer à devenir une puissance maritime et à obtenir une issue sur la Méditer-

ranée. Si elle n'avait pas d'autres ambitions, ses intérêts économiques suffiraient pour diriger vers cette voie toutes les activités de l'État. Maîtresse de la plus grande partie du Danube, elle voudra Salonique, de même que, maîtresse de Trieste, de Fiume et de Pola, elle convoitera Valona et Venise. Si elle n'atteint pas ces points, cette puissance ne peut ni être libre de ses mouvements ni se développer. L'Adriatique autrichienne, c'est l'Adriatique allemande, tout comme une Salonique autrichienne ne serait qu'une Salonique allemande. Le danger que représente l'Autriche comme alliée de l'Allemagne et comme puissance maritime dans la Méditerranée doit décider de son sort, et ce danger existera quelle que soit la forme de gouvernement adoptée par l'Autriche-Hongrie. Monarchie, elle aura un caractère militaire et politique ; république, elle aura un caractère économique. La dynastie, l'armée et la bureaucratie font de l'Autriche-Hongrie une partie intégrante de l'Allemagne. « Déjà maintenant les Autrichiens et les Hongrois ont vécu de notre vie, car tous, même ceux qui ne parlent pas la même langue, sont doués du même esprit que nous », dit explicitement Fr. Naumann, dans son fameux livre *Mittel-Europa*. Cette observation s'applique également à la mentalité politique d'un grand nombre de partis et de peuples austro-hongrois.

Un État démocratique et républicain qui engloberait la majeure partie des pays où règne la

dynastie des Habsbourg est, à mon avis, impossible à concevoir. Une telle république, même si on arrivait à la réaliser, ne tarderait pas à se modeler sur le gouvernement des oligarchies capitalistes, et, par suite de ses intérêts économiques, menacerait nécessairement la paix.

Au contraire, une série de petits États, de Prague jusqu'à Andrinople et Athènes, aurait mieux effectué la poussée vers l'est que n'importe quelle autre combinaison politique. Le sable peut quelquefois, beaucoup mieux qu'une grosse pierre, barrer le cours du torrent ou de la rivière. Le principe qui a été celui de la monarchie austro-hongroise, *divide et impera,* doit maintenant servir à renverser la dynastie, à délivrer ainsi leurs nations de la captivité, et l'Europe d'une source constante de troubles.

Un autre moyen, beaucoup moins efficace, serait de réduire l'Autriche-Hongrie à un État d'ordre secondaire, dans le genre d'une grande Suisse sous la forme monarchique, sans prétention territoriale. Mais il est peu vraisemblable que la dynastie des Habsbourg renonce si facilement à ses habitudes et à son rêve longtemps caressé de revendiquer sans cesse et par tous les moyens des extensions territoriales. La population qui lui resterait encore lorsque la Galicie écherra à la Russie, certaines autres parties à la Roumanie et à l'Italie, et les pays slaves du sud au royaume de Serbie, ne serait pas assez forte pour anéantir définitivement

la puissance de la dynastie. Ce serait en tout cas une tentative bien inquiétante pour l'avenir.

La solution de la question turque ne peut se concevoir autrement que par le partage définitif de ce pays. Pourrait-on, oui ou non, octroyer certaines libertés dans les lieux sacrés mahométans, qui même ont fait une révolte contre le Sultan et les Turcs? C'est d'ailleurs une question moins importante que la question romaine relativement au chef du catholicisme. Par ce partage nous empêcherions uniquement que les peuples orientaux, sous l'égide de la Turquie, ne se soulèvent contre l'Europe, contre son avant-garde des Balkans. Cette question ne nous intéresse que dans une certaine mesure, et encore comme question intérieure, puisque le nouvel État yougoslave comptera 1 million environ de musulmans, nos compatriotes pour la plupart.

Nous sommes loin de considérer le panislamisme comme un événement inoffensif. Dans l'avenir, nous ne devons rien négliger non plus qui soit de nature à entraver son expansion. Après une si grande guerre ce n'est point pour un siècle seulement, mais pour des siècles, qu'il faudra fixer la carte de l'Europe.

III

LES PROBLÈMES YOUGOSLAVES

La civilisation yougoslave. — Jusqu'à présent, le principal obstacle au développement de notre civilisation était notre situation entre les différents États, entre les limites des civilisations occidentale et orientale; de ces deux civilisations nous n'avons accepté intégralement ni l'une ni l'autre, parce que nous possédions les germes d'une culture nationale propre à notre pays, situé géographiquement entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie, et politiquement entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Nos États indépendants, la Serbie et le Monténégro, n'ont eu ni le temps nécessaire ni la force suffisante pour s'assimiler ces deux groupes de civilisations différentes. Les générations serbes ont, depuis des siècles déjà, opté pour la civilisation occidentale, mais il a fallu beaucoup de temps et de travail pour supprimer les restes de civilisation orientale, surtout les vestiges de la barbarie turque.

Mais il y avait encore un autre obstacle : c'est que l'Occident était représenté chez nous par l'Autriche-Hongrie, ennemie éternelle de notre indépendance et de notre race. Or nous ne voulions pas adopter sa culture. Aujourd'hui, dans un État unique,

plus grand et complètement indépendant, ce problème, auparavant extérieur, devient intérieur. La solution en sera donc plus facile; néanmoins, il faudra à l'État et à la société une force puissante pour choisir et organiser toutes les tendances centripètes et pour en écarter les tendances centrifuges.

Malgré la communauté de langue, de mœurs et de traditions, chez nous comme chez les autres peuples, les différentes conditions du climat et de la situation géographique ont créé des nuances diverses dans le caractère national. Plus que les autres parties du pays, les contrées montagneuses et les îles adriatiques révèlent, avec un certain nationalisme conservateur, de la personnalité, de la résistance et de l'endurance. C'est dans ces régions-là que la démocratie conservatrice et le nationalisme ont le plus d'adhérents. C'est là encore que la vieille civilisation patriarcale slave et la tradition de notre État médiéval donnent aux sentiments nationaux du relief et de la profondeur. Ces régions, outre leur importance au point de vue physique et psychologique, sont aussi les plus peuplées. Les autres régions ont un caractère plus doux; elles sont plus riches et plus ouvertes aux influences étrangères. Une alliance de la force et de la douceur d'esprit a partout donné de bons résultats, et notre nouvelle patrie plus grande ne dérogera pas à ce principe. L'histoire a montré que les États où existe un certain flux et reflux régulier de la force et de la sensibilité, c'est-à-dire du nationa-

lisme conservateur et des tendances internationalistes et humanitaires sont appelés au plus grand avenir. Nous ne saurions concevoir l'Italie du nord sans l'Italie du sud; or chez nous, ce nord et ce sud se trouvent l'un près de l'autre dans les mêmes provinces; et c'est pourquoi le nivellement y sera beaucoup plus rapide qu'en Italie ou en Allemagne.

Les différences de religions et les influences des différentes civilisations ne retarderont pas non plus ce progrès. Ces deux facteurs ont joué jusqu'à présent un certain rôle, grâce à l'agitation des politiciens, car l'Autriche avait besoin de ces dissensions intérieures pour conserver son existence même. *Divide et impera* n'était-il pas le principe fondamental de la politique autrichienne? La tolérance religieuse serbe, prouvée par l'accord avec le chef de l'Église catholique et par le traité passé avec le chef de la religion musulmane, est une garantie pour l'avenir. La divergence des influences morales n'était que le résultat des circonstances politiques. Ainsi, en même temps que les causes, disparaîtront les conséquences.

Sur notre territoire on travaille la terre et on élève du bétail, sans parler de l'industrie naissante, encore sans importance. L'unité d'intérêt économique de notre État agrandi, envers les autres États, ne tardera pas à rallier toutes les classes sociales. Dans l'État, l'élément dominant est le paysan. A côté de l'unité de sa culture intellectuelle (de la

culture vieille slave), le paysan serbe a des intérêts matériels communs avec tous les paysans yougoslaves. Aussi, dans un État démocratique, comme l'est la Serbie d'aujourd'hui, possédant presque le suffrage universel, le vote des paysans sera-t-il très puissant.

Dans le domaine de l'État agrandi, les intellectuels et la bourgeoisie auront un plus vaste champ d'action. Convaincus du besoin de l'unité, ils deviendront ses propagateurs ardents. L'Autriche-Hongrie a dominé ses peuples grâce à sa bureaucratie bien organisée et à son armée, seuls modes de liaison entre la dynastie et les peuples. Notre État à nous, fondé sur d'autres faits propices à la fusion rapide des classes, obtiendra, avec ces deux facteurs, des résultats beaucoup plus favorables.

L'armée serbe, cette organisation démocratique, à côté de l'école et des autres institutions nationales, contribuera pour une large part à l'éducation nationale. Sa valeur doit être fort appréciée par le rôle qu'elle a joué dans la formation de l'État national, puisque l'armée a créé la démocratie positive du village serbe et l'a employée efficacement, non seulement pour les buts militaires mais aussi pour les fins intellectuelles. Elle ne fut jamais militariste. L'influence de l'armée sera nécessaire pendant les premières années de travail, puisqu'elle agit non pas sur les enfants mais sur les hommes mûrs. L'armée sera une école pour eux. Dans l'avenir, on aura besoin de sa puissance pour cor-

riger la douceur slave. Ce n'est que par un alliage de métal résistant — par un État puissant — qu'on pourra utiliser l'or slave. Notre discipline, qui a une forme patriarcale, doit recevoir une forme moderne.

Aussi les influences intellectuelles et matérielles militent-elles résolument en faveur de l'unité. C'est dans les partis politiques qu'on pourra le mieux et le plus vite s'en apercevoir. Ils s'étendront à travers le territoire national, en coopérant au travail commun et en en fixant le programme. Leur grandeur et leur activité garantissent l'unité. L'existence de l'État assurée, il y aura un équilibre plus fécond dans la vie politique, moins de nonchalance, avec plus de travail calme et méthodique. Nous changerons notre conception de l'État-famille, et nous commencerons à considérer l'État comme une organisation nationale et sociale. Les partis politiques doivent s'en occuper en tout premier lieu. La grande étroitesse d'esprit et le dogmatisme de nos partis politiques des deux côtés de la Drina et de la Save feront place au travail organisé, puisque l'influence néfaste austro-hongroise n'existera plus. Tout à fait indépendants, nous aurons nos méthodes propres, qui différeront de celles de nos voisins. L'État n'empêchera nullement cette unification. Bien au contraire, il la favorisera dans la mesure de ses moyens. Et comme cette unité se sera produite malgré la résistance de l'Autriche-Hongrie, nous sommes convaincus que

la pénétration se réalisera complètement et très vite. Toutefois, il va de soi que cette unification ne se fera pas sans conflits : la beauté de certains diamants provient du frottement de leurs facettes. Ceux qui se laissent effrayer à l'idée de luttes intestines oublient que la vie humaine sort du choc des forces, que la lutte est la base de la démocratie. Ceux — ils sont d'ailleurs peu nombreux — qui doutent que l'unité sera faite, semblent méconnaître l'âme de notre nation, autant que toute la grandeur de ces heures tragiques et l'esprit de notre temps ; ils ignorent l'histoire si intéressante de la Serbie et des Serbes, qui sont parvenus à leur développement actuel au milieu des circonstances extérieures les plus difficiles à surmonter ; ils n'ont jamais appris sans doute la lutte soutenue avec succès par la race slovène, ni celle des Croates contre les Magyars, lutte qui a servi au plus haut point l'idéal de nationalisme et l'union nationale.

En notre peuple tout entier, le sentiment du devoir national est fort développé ; ses classes principales possèdent au plus haut point la notion du travail et de l'activité. Ces deux qualités, confirmées abondamment au cours des guerres, sont pour la politique intérieure les meilleures garanties du succès, puisqu'il y aura du travail et de la discipline. Il s'agit seulement de transformer l'énergie, en passant de la politique extérieure à la politique intérieure.

Mais pour réussir à créer une civilisation yougo-

slave, nous sommes obligés de prendre comme modèles d'autres États. La Serbie indépendante a choisi l'influence française. Cette préférence a gêné le germanisme, et la Serbie a dû beaucoup en souffrir, puisqu'il manquait au peuple le paratonnerre contre les foudres des Teutons, c'est-à-dire une dynastie allemande.

Nos provinces d'Autriche-Hongrie se sont laissé pénétrer par la « culture allemande »; la Dalmatie a subi l'influence italienne qui s'y faisait sentir depuis longtemps et qui, à son tour, a cédé la place à la poussée germanique. Les frontières politiques supprimées, l'ascendant germanique sera beaucoup moins profond et beaucoup moins vaste. La Jeune Serbie devra alors créer sa culture propre, et je crois qu'elle trouvera sa voie entre les civilisations anglaise et française qui, malgré tout, primeront les influences russe et italienne auxquelles nous serons sujets d'autre part. J'espère que l'État lui-même favorisera ces influences, car il n'y a pas à craindre que notre civilisation nationale soit absorbée par elles. Ces deux civilisations garantissent de la meilleure façon l'équilibre des idées nationales et internationales. Quand nous aurons expérimenté leur application dans les autres petits pays, nous saurons les appliquer nous-mêmes et dans la mesure nécessaire.

Nous devons nous efforcer de transplanter dans notre société les principaux éléments de ces deux civilisations, dont les caractères essentiels seront

le principal fondement de notre culture à venir et de nos idées politiques.

Les Serbes ont dû quitter leur patrie devant l'invasion étrangère et combattre côte à côte avec les soldats d'Occident en Macédoine ; or, il en résultera que, malgré quelques inconvénients pour le peuple serbe, les chefs, ainsi qu'une partie du peuple lui-même, rapporteront de nouvelles idées sur l'Europe. C'est surtout la civilisation anglaise que nous devons étudier à fond pour arriver à effacer tous les vestiges de la culture allemande. Mais c'est à nous de voir et de comprendre le mieux possible la civilisation de l'Europe occidentale dans ses principaux effets et au cours de son évolution.

La Serbie contemporaine, comme État, peut garantir sans réserve son rôle de guide dans la création d'une culture nouvelle, dans cette grande œuvre qui sera due à la bravoure et à la sensibilité, éléments principaux dont se compose l'éthique de notre poésie populaire.

On ne voit pas en Serbie de grands immeubles. On ne mesure pas les aptitudes à une vie intellectuelle d'après la grandeur des rues et des maisons, mais d'après la grandeur de l'âme nationale, d'après les capacités des nations, d'après leur endurance au travail. Mais l'intérieur des petites maisons serbes, dans les villes et dans les campagnes, donne, dès maintenant, l'impression d'une civilisation en progrès ; la vie intellectuelle de ses habitants révèle plus de culture que ne le pensent sou-

vent les observateurs superficiels. Sans cette base, l'armée serbe ne serait pas aujourd'hui ce qu'elle est. C'est qu'en Serbie, la grandeur d'âme se joint souvent à l'humilité de la vie. Si la grande Serbie, le nouvel État yougoslave a son rôle dans les Balkans, elle doit être modernisée et disciplinée. C'est l'intérêt suprême de l'Europe occidentale de nous aider dans cette tâche difficile, car c'est seulement dans cette partie occidentale des Balkans que peut passer la pure civilisation occidentale, et, seule, une race fraîche, sans idées préconçues, est capable de l'y implanter.

La politique extérieure. — Il nous faut et nous voulons avoir, après la guerre, l'amitié des grandes puissances de la Triple Entente. Nous ne saurions accomplir sans elle la mission qui nous est imposée par notre situation géographique et par l'histoire; nous trahirions la reconnaissance, ce trait de notre caractère qui s'est toujours affirmé jusqu'à présent, surtout à l'égard de la Russie, qui, dans les moments les plus graves, nous a favorisés de sa protection et de ses bienfaits. C'est pourquoi nous devons tenir un grand compte des dispositions et des forces de nos voisins futurs. Une fois nos idéals nationaux entièrement ou presque entièrement réalisés, nous vivrons en bon voisinage avec les pays qui nous entourent.

Nous avons vu, au cours de la guerre, qu'avec les puissances de la Triple Entente nous sommes

liés non seulement par les intérêts communs momentanés, mais aussi par la communauté des considérations morales. Telle est la base la plus solide de nos relations futures avec eux. Nous devons prendre notamment la résolution de maintenir et de resserrer les rapports créés pendant la guerre avec les puissances de l'Europe occidentale. Nous communiquerons avec elles non plus par l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, mais, ce qui sera plus commode, par les mers. L'État serbe des Nemanitch, au Moyen Age, dès qu'il eut l'accès à la mer, a noué des relations amicales avec les nations occidentales et en a accepté les institutions. Telle est la route que montre l'histoire à nos générations actuelles. Si l'on considère l'état présent de la civilisation générale en Europe, et la force qu'auront acquise certaines grandes puissances après la guerre, telle est la voie la plus naturelle, la seule naturelle.

Toute alliance nécessite le concours de deux éléments. Les puissances de la Triple Entente doivent avoir des raisons à elles pour voir leurs intérêts satisfaits en réalisant l'État yougoslave et en le soutenant ensuite. Quand un journal socialiste berlinois soutenait la thèse que l'Allemagne n'a aucun intérêt à supprimer la Serbie, l'organe principal des conservateurs allemands lui répondait : « Il suffit de regarder la carte géographique pour voir combien cette idée est fausse. » Nous n'avons pas autre chose à faire pour démontrer de quel côté

penchent les intérêts balkaniques et méditerranéens de nos grands Alliés. Pour déjouer le plan Berlin-Bagdad du côté ouest des Balkans il n'y a qu'une solution possible : rendre la Serbie plus grande et plus forte. Guglielmo Ferrero, lui-même, dit que seule une Serbie agrandie, aguerrie, développée par des luttes constantes contre le germanisme, est en état d'assumer cette lourde tâche avec une pleine garantie de succès. Les événements de cette guerre l'ont suffisamment démontré. Les événements d'avant la guerre l'ont montré peut-être plus encore. L'Allemagne belliqueuse a eu beaucoup de différends avec d'autres puissances au cours de ces dernières années ; mais, deux fois seulement, elle a lancé un ultimatum : les deux fois dans des affaires serbes, en 1909 et en 1914. C'est la meilleure preuve de l'importance qu'elle attachait à la question serbe.

Les Allemands ont toujours craint que la Russie ne devînt la protectrice des petites nations slaves, destinées à être les victimes du pangermanisme. C'est pour cela qu'ils ont inventé le panslavisme ; ainsi ils peuvent crier : « Au voleur ! » Ils savaient mieux que personne que ce panslavisme imaginaire ne pouvait pas avoir de base solide, qu'il ne pourrait jamais être une idée motrice pour une action agressive contre quiconque. Ils savaient très bien que le mysticisme slave était seulement en état de défendre les petits frères opprimés, mais jamais de les organiser pour une action commune. Si l'on

regarde la carte, si l'on tient compte de notre individualisme et de notre démocratisme, si l'Europe nouvelle a un programme économique antigermanique, elle persistera dans son attitude bienveillante envers notre pays comme elle l'a fait d'ailleurs au cours de cette guerre.

La Serbie est un État balkanique et adriatique. Comme État balkanique, elle n'a guère à redouter qu'une querelle avec la Bulgarie, toujours prête à revendiquer une partie du territoire conquis avec le sang de son peuple. Comme État adriatique, elle pourrait bien, sans doute, être aux prises avec quelques impérialistes italiens, qui prétendent annexer certaines régions ethnographiquement yougoslaves, pour s'assurer avec elles la maîtrise dans l'Adriatique, mais je ne crois pas que l'État italien lui-même adopte ces idées.

L'Italie et la Serbie ont des raisons sérieuses de vivre en bon voisinage. Du nord, un constant et commun ennemi les menace, qui, poussé en quelque sorte par son poids, descend vers le sud, d'abord vers l'Italie et la mer Adriatique par la vieille route historique ; la nation italienne n'a aucun intérêt à faire de ses voisins de l'est ses ennemis. Ordinairement, les États qui possèdent une plus grande force d'expansion n'emploient pas toute leur énergie à asservir les peuples, mais à rechercher leur amitié ; seules les grandes puissances germaniques font exception à cette règle. Le nouvel État yougoslave, quand toutes ses prétentions seront satisfaites,

comptera tout au plus 13 à 14 millions d'habitants. Il sera suffisamment fort pour être entièrement indépendant, et trop faible pour pouvoir jamais menacer l'Italie. Il n'est pas besoin de frontières stratégiques entre l'Italie et nous, puisqu'une alliance naturelle nous lie. Nous ne pouvons pas nous imaginer que l'Italie, patrie de Cavour, de Mazzini et de Garibaldi, ait jamais l'intention d'imiter la politique de l'Autriche-Hongrie, contre laquelle les peuples balkaniques devraient opposer strictement le principe : « Les Balkans aux Balkaniques. » Les raisons politiques, les nécessités économiques forcent ces deux pays à l'entente. L'Italie, surtout l'Italie du nord, a besoin d'écouler chez un consommateur voisin les produits de son industrie, de même que les Serbes doivent trouver près de chez eux un débouché pour leurs produits agricoles.

M. H.-W. Steed, qui s'occupe du problème adriatique depuis vingt ans, a exposé sous une forme très concise toutes les raisons qui militent en faveur de l'entente et de l'amitié durables entre les Italiens et les Yougoslaves. Il s'exprime en ces termes :

1° Il n'y a aucune contradiction nécessaire ou inévitable entre les intérêts italiens et ceux des Yougoslaves ;

2° L'accord complet entre les Italiens et les Yougoslaves n'est pas seulement possible et nécessaire, mais il constitue un intérêt européen de premier ordre ;

3° Si cet accord n'est pas réalisé, l'Adriatique ne sera jamais ni italienne ni slave : elle sera allemande ;

4° Les pires ennemis des Italiens et des Yougoslaves et les meilleurs amis des Austro-Allemands sont ceux qui suscitent ou maintiennent à vif les malentendus et les haines entre les Italiens et les Slaves ;

5° Quiconque désire le bien de l'Italie et connaît les faits ne peut pas souhaiter à l'Italie la possession des régions où les Yougoslaves sont en grande majorité, possession qui empêcherait l'accord nécessaire ;

6° Grâce à l'accord, la langue, la civilisation, le commerce et l'influence politique de l'Italie pourraient non seulement se maintenir, mais encore s'étendre de l'autre côté, et jusque dans les Balkans, d'une manière jusqu'ici inespérée. Si l'accord ne se faisait pas, les Italiens verraient disparaître toute influence italienne en tous les points qui ne seraient pas occupés militairement par des forces écrasantes, et ils s'attireraient la haine féroce de 12 millions de gens robustes et tenaces qui introduiraient dans leurs écoles la langue allemande et ouvriraient leurs portes au commerce du bloc germanique ;

7° L'Allemagne y voit plus clair que l'Autriche : elle tend depuis des années à réunir sous son hégémonie tout ce monde yougoslave, dans le double but de s'assurer ainsi la prédominance dans l'Adriatique et de soustraire à l'Italie ce fort boulevard de sa sécurité et de son indépendance, que serait

une Yougoslavie unie et compacte, liée à l'Italie par une solide amitié.

L'Autriche-Hongrie est l'ennemie naturelle de la Serbie et de l'Italie, puisque ces deux pays vont lui fermer l'accès de la mer. La Hongrie surtout sera l'adversaire éternel de la grande Roumanie, à cause de la Transylvanie, sa cage thoracique, sa seule défense naturelle contre l'est. La Serbie et l'Italie surtout, liées par leur entente avec la Roumanie, feront forcément de la politique antiautrichienne et antihongroise. En un mot, ces deux États adriatiques possèdent tout ce qu'il faut pour entretenir entre elles une amitié réciproque, si toutefois les intérêts en jeu sont respectés de chaque côté.

La Serbie a son rôle à jouer dans les Balkans, tant pour ses propres intérêts que pour ceux de l'Entente. Voilà pourquoi elle doit être en sécurité du côté occidental. Elle ne peut l'être qu'en résolvant de ce côté sa question nationale, ne fût-ce même que dans les grandes lignes. Sa tâche dans les Balkans est grande. La morale des Bulgares et des Grecs s'est manifestée clairement au cours des guerres balkaniques et de la guerre européenne. Ce n'est que par la force qu'on peut en imposer à ces peuples. En sa qualité de représentant des puissances qui constituent l'entente actuelle, la Serbie doit être assez forte militairement, économiquement et intellectuellement pour arriver à guider les nations balkaniques. A côté des qualités dont elle a fait preuve pendant la paix comme pendant la

guerre, la race serbe, dans la Serbie agrandie ou dans le nouvel Etat yougoslave, aura de même un argument négatif à produire pour cette tâche. Ses prétentions dans le sud et dans l'est seront en général réalisées. Elle sera, à cause de cela, un élément conservateur, pacifique, qui voudra maintenir le *statu quo* dans les Balkans. C'est seulement lorsque les Balkans seront conduits par la Serbie qu'ils pourront devenir une digue des plus solides contre la pénétration germanique en Orient.

Cette façon de diriger les Balkans ne pourra jamais prendre le caractère de l'hégémonie que les Bulgares ont voulu imposer à la Péninsule. C'est que la morale des peuples serbe et bulgare n'est pas identique : tandis que les Bulgares se sont toujours plu à être appelés « les Prussiens des Balkans », les Serbes ont de tout temps aimé le titre de « Français des Balkans ». D'après la sympathie qu'ils portent à ces deux nations différentes, on peut juger clairement de la psychologie de ces deux peuples balkaniques. En résumé, on peut voir dans la prédominance serbe la défense des Balkans et l'organisation de tous les éléments balkaniques en vue de servir les intérêts de la justice et de l'humanité. Se dévouant avec sincérité au même idéal que les grandes puissances de l'Entente, la Serbie veillera sur lui dans les Balkans, et son rôle ne deviendra positif que lorsque les Balkans seront en mesure de donner à l'humanité tout ce qu'ils peuvent donner.

La Serbie a toujours été en très bons termes avec les Roumains, qui en outre n'ont pas pris une grande part aux affaires balkaniques. Entre ces deux peuples il n'y a jamais eu ni conflit ni querelle; — il paraît même qu'il n'y en aura jamais. — En Grèce, les vues de l'Entente et de la Serbie comptent nombre d'adhérents. La victoire des Alliés confirmera les anciens traités d'alliance entre la Serbie et ces deux pays (Roumanie et Grèce), grâce auxquels la Serbie pourra plus facilement maintenir la Bulgarie. Si l'on dit qu'il y a dans les Balkans un élément turbulent et peu stable, c'est de la Bulgarie que l'on veut parler; en effet, ses prétentions sont bien au-dessus de sa force intellectuelle et morale. Si la Grèce et la Roumanie ont hésité à se ranger du côté de l'Entente dès le commencement des hostilités, c'est, en général, par crainte des Bulgares. La Bulgarie a simulé la neutralité avec des arrière-pensées tant qu'elle a vu les Russes victorieux, mais dès qu'elle s'est aperçue du contraire, elle a eu l'audace de porter les armes contre le pays même qui, par le sang de ses fils, a voulu la créer. La Bulgarie comme la Turquie doivent comprendre qu'il est un châtiment au crime et à la trahison; quand elles l'auront reçu, peut-être alors se rendront-elles compte que l'honnêteté, la fidélité et l'humanité ne sont pas de vains mots.

Nous ne demandons aux Bulgares qu'une seule chose : qu'ils soient des patriotes consciencieux et

qu'ils parlent courtoisement avec leurs voisins, sans leur vanter leur force. Quand ils cesseront d'être l'instrument des étrangers, les affaires balkaniques prendront un autre cours. Si l'on a très souvent pardonné aux Balkaniques diverses fautes envers l'humanité, on peut dire que celles de la Serbie ont été le moins excusées, tandis que l'inverse se produisait pour la Bulgarie; car on avait appris au monde par différents artifices les excellentes qualités de son peuple et le bien-fondé de ses prétentions; c'est ainsi que le méchant enfant devint l'enfant gâté et commença à se sentir le maître dans les Balkans. Il a fallu que survînt cette odieuse attaque brusquée contre ses alliés de la veille, même contre ses protecteurs russes, pour que les amis des Balkaniques découvrissent le rôle ingrat de la Bulgarie. Mais à l'avenir, si la politique balkanique est menée par des peuples balkaniques, nous sommes convaincus que la Bulgarie se joindra de son propre chef à l'alliance de ces États.

On ne peut point encore prévoir si l'État yougoslave aura, avec les régions allemandes de l'Autriche actuelle, dont on ne saurait non plus conjecturer l'étendue, une frontière naturelle. Dans tous les cas, cette frontière sera fort restreinte; les causes de conflits futurs seront également diminuées, notamment si ces régions allemandes ne font pas partie d'une grande unité qui, sans aucun doute, aurait cherché une issue vers la mer Adria-

tique. Comme toutes les puissances engagées dans la mer Méditerranée, nous avons tout intérêt à tâcher de barrer cette issue.

Les raisons de conflits avec la Hongrie seront encore moins nombreuses si la Croatie et les régions méridionales de la Hongrie, serbes de race, reviennent à la Serbie. Dans l'intérêt hongrois comme dans le nôtre, l'exportation hongroise serait dirigée vers Fiume, où elle jouirait de toutes les facilités que la Serbie avait, par exemple, dans le golfe de Salonique. L'histoire de la Serbie du Moyen Age, tout comme celle de la nouvelle Serbie, nous apprend que ce lien, loin d'être rompu, serait demeuré très solide si la Hongrie avait été dirigée par de vrais Hongrois, si elle avait été un État hongrois, et hongrois seulement.

Membres de l'alliance balkanique, alliés de la Roumanie, attachés par l'amitié aux puissances de la Triple Entente, en relations de bon voisinage avec l'Italie, les Serbes jouiront pour longtemps d'une paix assurée. Après les sacrifices de la Serbie et de tout le peuple yougoslave dans ces trois guerres, la seule politique qui prévaudra sera une politique utile et sympathique, une politique de paix, à condition que ses aspirations principales soient réalisées.

Les questions intérieures. — Il n'y a pas grand'chose à dire sur l'organisation intérieure de la Serbie comme État yougoslave. On fera mieux

de laisser l'initiative de cette organisation au peuple réuni. Comme État constitutionnel et démocratique, la Serbie ne pourra pas agir autrement. Si la Serbie a su attirer à elle avec tant de force tous les Yougoslaves, c'est que ceux-ci étaient sûrs de trouver la liberté dans cet État futur. Essayer dès maintenant de résoudre cette question serait un travail inutile, car il faudra encore tenir compte du remaniement des frontières, de la psychologie du peuple après la guerre, des relations entre la Serbie et le Monténégro, des questions économiques, etc. La Serbie ne cherche pas à faire des conquêtes, mais seulement à délivrer ses conationaux assujettis.

Il est incontestable que la Serbie restera dans ses frontières agrandies une monarchie constitutionnelle démocratique, comme elle l'était jusqu'aujourd'hui. Comme garantie, nous avons toute une génération dont nous nous sommes efforcés d'exposer les dispositions d'esprit et de pensée. La jeune génération qui mûrit au soleil des grands événements et son leader, le prince héritier, seront, selon tous ceux qui les connaissent, les dignes représentants de la jeune Europe. La Serbie n'aura plus d'ennemis extérieurs capables de paralyser et, en général, d'influencer son organisation intérieure. C'est seulement après la guerre actuelle qu'elle jouira d'une indépendance véritable et effective. A ce moment-là seulement, croyons-nous, toutes les qualités du peuple serbe, remarquées

dans les guerres récentes, pourront, au sein d'une activité tranquille, recevoir leur pleine application. S'il est vrai que les bons et les mauvais côtés de tous les peuples se révèlent le mieux pendant la guerre, la Serbie réserve de grandes promesses pour le temps où elle sera agrandie.

Plus haut, nous avons exposé quelques qualites saillantes de notre peuple, qui constituera un État futur indivisiblement réuni. Ces qualités démontrent combien une activité mûrement réfléchie lui est utile. La question yougoslave vient à l'ordre du jour, dans toute son étendue, avant que nous l'ayons espéré. Seuls les États indépendants serbes pouvaient poser cette question comme la question vraiment européenne; mais, épuisés par d'autres guerres, ils ne pouvaient le faire sans risquer un nouveau conflit. En Autriche-Hongrie, les Yougoslaves eux-mêmes voulaient s'unir avec la Serbie et le Monténégro en État indépendant, et le parti militaire autrichien avait en vue de conquérir la Serbie et le Monténégro sous le sceptre des Habsbourg. Les autorités austro-hongroises ont donné la meilleure preuve de ces tendances de notre peuple en emprisonnant plus de 20.000 Yougoslaves et en en transportant plus de 100.000 des frontières de Serbie et du Monténégro dans l'intérieur de la monarchie, pour les empêcher de s'enrôler comme volontaires dans les armées serbes.

Actuellement, on ne saurait avoir une opinion définitive sur l'organisation de l'État qu'en éloi-

gnant toute réflexion et toute discussion. Un de nos proverbes dit : « C'est l'accord qui bâtit la maison. » Chez nous, on ne fait rien sans discussions publiques ; avant la guerre même, on ne pouvait discuter librement, à cause de l'Autriche-Hongrie qui y eût sûrement trouvé un jour un prétexte pour une guerre contre les États indépendants serbes ou pour des procès de haute trahison contre ses propres sujets yougoslaves. En outre, sa politique consistant à isoler complètement la Serbie des autres pays yougoslaves nous a empêchés de remarquer beaucoup de détails, si bien que nous ne pouvons avoir pour le moment une conception uniforme des choses. D'autre part, pendant la guerre on doit ne penser qu'à elle et à la victoire — *inter arma silent musæ* — et ce n'est qu'après la guerre qu'on pourra discuter.

Il est évident que les institutions et les mœurs actuelles seront respectées tant que le peuple entier, libre de discuter à son gré, n'aura pas pris de décision sur la nouvelle organisation intérieure du pays. Dans l'ordre économique et sanitaire, réparer les souffrances de la race et de l'État nous est un devoir si impérieux que, pour un certain laps de temps, toutes les autres questions doivent être ajournées. Mon opinion personnelle est que, plus tard, il faudra trouver une forme d'organisation d'État qui rende possible la réunion naturelle de tout ce qui, dans notre peuple, était jusqu'ici virtuellement séparé. Mais, pour le moment, la meil-

leure conduite à l'intérieur serait de n'avoir aucune politique, c'est-à-dire de n'avoir qu'une administration honnête et active. Mieux vaut s'appliquer à choisir de bons employés que de trop parler des systèmes ; mieux vaut conserver encore quelque temps les anciennes lois que de les réformer à plusieurs reprises. Procéder aux réformes sans une étude approfondie, ce serait s'exposer à avoir des questions intérieures au lieu de n'avoir qu'une question.

Économie. — Notre progrès économique sera sans doute plus difficile à réaliser. Par nos occupations comme par notre culture nous rentrons encore dans la classe des peuples agricoles et éleveurs, et il se passera bien du temps avant que nous ayons notre industrie. La richesse, qui est souvent la condition principale de la grande culture et du progrès économique, nous manquera encore. Il sera également difficile de recourir, comme on l'a fait jusqu'ici, aux emprunts, car, pendant longtemps, les grandes puissances qui font maintenant la guerre auront elles-mêmes besoin d'argent. Les montagnes de Bosnie-Herzégovine et de Dalmatie ne peuvent pas nous fournir des ressources suffisantes pour le bien-être national. A en croire les informations autrichiennes, la Dalmatie est un pays purement passif. Avec beaucoup de peine on arriverait tout juste à couvrir les frais. Un seul coup d'œil sur la carte géographique suffit à nous

convaincre que sans les vallées de la Croatie, de la Slavonie et de la Hongrie méridionale, sans les pays slovènes et sans le littoral, il est impossible à notre peuple de faire des progrès rapides. Toute la côte orientale de la mer Adriatique est peuplée presque exclusivement par les Slaves du sud, à l'exception des quelques petites zones italiennes situées au nord. Cette côte a besoin, pour son développement économique, d'une certaine étendue de territoire, et à ce territoire il faut un littoral pour permettre des communications aussi rapides et aussi peu coûteuses que possible avec le monde entier. Notre peuple ne peut devenir et demeurer une unité cultivée et économique indépendante que s'il garde en sa possession la mer, que s'il peut se mettre en relations avec tous les autres peuples comme exportateur et importateur.

Pour assurer la défense de ses côtes contre les attaques étrangères, comme il nous sera longtemps impossible d'avoir notre propre flotte, il est de toute nécessité qu'on nous laisse des îles, peuplées d'ailleurs exclusivement par nos compatriotes, et qu'on a toujours considérées comme faisant partie intégrante de la côte orientale de la mer Adriatique. Nous en avons d'autant plus besoin que le cours de nos communications et de nos transactions sera probablement dirigé de la mer Égée vers la mer Adriatique. Et si, de cette manière, notre développement national était assuré, la capacité de travail de notre peuple pourrait

remédier aux défauts naturels du sol. La sûreté et la grandeur d'un État, par ces temps de capitalisme et de démocratie, sont les conditions principales du développement tant économique qu'intellectuel.

Déjà, au cours des premières années qui suivront la fin de la guerre, la Serbie devra employer tous ses efforts à améliorer sa situation économique. Ses souffrances et les rudes épreuves qui n'ont pas cessé de se succéder depuis la guerre de 1912 l'exigent impérieusement. Du reste, l'effort commun de l'Europe sera dirigé principalement du côté économique. En tant que petit État nous sommes obligés, même malgré nous, d'aller où vont tous nos voisins. Notre premier devoir est de tendre au développement de la production. Notre agriculture, l'élevage du bétail, la culture des arbres fruitiers, la production du lait, la culture des vignobles, peuvent arriver à un degré plus perfectionné. Quant aux industries, nous sommes obligés de nous en tenir, pour commencer, à celles qui sont directement liées aux branches fondamentales de notre vie économique, par exemple l'industrie textile, celle du sucre, celle du vin.

Pour toute industrie, il faut du charbon ou de la houille blanche. Or nous en avons en abondance; il ne nous reste qu'à en tirer profit. En ce qui concerne les industries minières, il faut développer en premier lieu celles qui ont donné jusqu'à maintenant les meilleurs résultats : celles du cuivre (Serbie), du fer (Bosnie) et du ciment (Dalmatie).

D'immenses forêts, en Bosnie et en Slavonie, doivent être particulièrement utilisées.

A côté des conditions naturelles nécessaires à tout travail, il faut, spécialement pour l'industrie, du capital et des forces ouvrières. Nous avons eu déjà dans cette partie des débuts modestes, mais les capitaux allemands et autrichiens qui ont été si avantageusement placés chez nous doivent être maintenant remplacés par ceux de nos alliés. Nos émigrants en Amérique nous offrent d'ailleurs en quantité suffisante du capital et des forces ouvrières. Ceux de l'Amérique du Sud ont déjà déclaré qu'ils consacreront, aussitôt la guerre finie, 100 millions de francs aux entreprises dans les différentes régions de la future Serbie. Il faut compter encore un demi-million de nos émigrants dans l'Amérique du Nord et dans les autres parties du monde.

Parallèlement à l'organisation de la production, il faut s'occuper immédiatement du marché de consommation. Jusqu'en 1906, la Serbie n'avait presque pas d'autre marché que l'Autriche-Hongrie. Plus tard, elle a réussi à s'ouvrir de nouvelles routes maritimes malheureusement très longues. Cependant, c'est un grand avantage que d'avoir ses mers et ses ports. La Serbie pourra alors plus aisément exporter et importer. Il nous suffit de comparer l'importation en Grèce des États de l'Europe occidentale avec celle en Serbie des mêmes États, pour nous persuader que la quantité d'importations

s'accroît en raison de la longueur de la côte maritime.

La capacité de consommation dans notre État sera, au début surtout, limitée à certains produits industriels particulièrement nécessaires. Notre marché de consommation sera sûrement très modeste, comparé à celui des grandes puissances qui sont nos alliées de guerre. Mais il ne faut pas s'en désintéresser complètement, en premier lieu parce que c'est le marché des Alliés, en second lieu parce que les bons commerçants ne négligent pas même le client le moins important. Il ne faut pas laisser, dorénavant, les petits marchés aux ennemis.

La majeure partie des succès allemands obtenus jusqu'à présent sont dus à la combinaison des éléments secondaires en vue de former de grandes œuvres.

La puissance financière de l'Allemagne s'est fondée uniquement sur les avantages tirés des petits États, qui étaient négligés mais qui étaient des marchés d'importation. C'est par sa puissance financière qu'elle est arrivée à devenir un immense arsenal de guerre. Ses commerçants et ses agents de commerce ont été autrefois des propagateurs politiques ou des espions militaires.

Si la Serbie, en tant que petit État, pouvait être négligée relativement à sa capacité de consommation, elle ne le doit pas être en tant qu'elle représente dans les Balkans la clé pour l'Allemagne et

l'Autriche-Hongrie, et cela surtout si ces deux pays sont séparés de la mer Adriatique.

La vallée de la Morava était la route de Berlin et de Vienne vers Salonique et Constantinople.

Après la guerre par les armes, nous serons obligés de faire la guerre économique. La Serbie sera un anneau important de la chaîne qui devra encercler l'Allemagne après la guerre, à la suite d'un long blocus organisé contre l'exportation allemande. Les Alliés doivent donc s'y prendre à temps pour utiliser toutes les positions.

Dans ce sens, la position de la Serbie a une grande importance. Et si jamais une union douanière balkanique vient à être créée, ce qui n'est pas irréalisable, la péninsule des Balkans ne représentera pour aucun des États un marché négligeable. Les Alliés peuvent donner, à cet égard, à la Serbie, un secours qui ne sera jamais trop grand.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont fait dans les Balkans, en Serbie et en beaucoup d'autres pays, de nombreuses opérations avec l'argent de leurs ennemis actuels. Mais si les Alliés avaient directement placé une partie de cet argent en Serbie, ils en auraient retiré un profit à la fois politique et matériel.

La Serbie serait, naturellement, obligée d'accorder toutes les facilités possibles aux capitaux des États alliés. On ne doit, à cet égard, considérer ni l'amour-propre ni la sensibilité. Le capital dans le monde ne sera pas trop bon marché ! On cherchera

donc à le placer là où les avantages seront les plus sûrs et les conditions les plus favorables. Les Alliés auront eux-mêmes, après la guerre, le plus grand avantage à s'organiser économiquement ; et pour nous ce sera une grande faveur, car nous pourrons obtenir le crédit nécessaire au travail.

Les rapports commerciaux de la Serbie d'aujourd'hui avec les grands États montrent que le commerce extérieur était en proportion inverse de la politique extérieure de la Serbie. Les puissances dont l'influence était la plus grande sur la politique extérieure de la Serbie n'avaient presque aucun rapport commercial avec celle-ci et vice versa. Est-ce l'intérêt de la Serbie et de ses Alliés qui exige cette anomalie, et doit-elle encore se prolonger ? Nous posons cette question au moment où l'Europe, en train de résoudre les questions nationales, se prépare à prêter toute son attention à des questions économiques.

IV

CONCLUSION

Tous ceux qui possèdent la vraie culture, des sentiments humains et l'amour de la justice, devront, nous n'en doutons pas, se déclarer en faveur de l'union de notre peuple. Il leur suffira pour cela de connaître un peu la question yougoslave. Alors ils se rendront compte facilement que, d'après le principe des nationalités et pour répondre à nos sentiments nationaux, notre désir de nous unir s'impose. Une fois uni, notre peuple, aujourd'hui si malheureusement dispersé, si éprouvé, et cependant si laborieux, représentera au sud-ouest de l'Europe une nouvelle civilisation. Mais une telle civilisation ne peut exister et se développer que chez un peuple dont le problème national est résolu et dont l'existence est assurée. Pour réaliser ces conditions, une certaine grandeur étatique est indispensable. Après l'âge d'or de notre histoire, après le règne de la dynastie serbe des Nemanitch, nous n'avons pu rester plus longtemps sur le pied d'égalité comme membres de la communauté européenne, car, avec notre indépendance, nous avons perdu notre civilisation déjà bien avancée. Le désir de la libération, le seul dont

nous avons été pénétrés, a étouffé chez nous tous les autres. L'humanité ne doit donc pas abandonner plus longtemps les Serbes et les Yougoslaves, dont les qualités naturelles sont connues de tous, mais qui ne peuvent pas donner la preuve complète de leur valeur intellectuelle. On ne peut pas nous laisser dans l'embarras, surtout maintenant que la Serbie, par les guerres qu'elle a soutenues, les souffrances endurées et les épreuves subies, a montré de quoi elle est capable.

Les hommes d'État, qui, dit-on, ne se laissent pas guider par des sentiments, mais uniquement par la froide raison, et qui n'ignorent pas l'importance géographique de nos pays, ont eu suffisamment l'occasion d'apprécier la force physique et morale de notre race. Ils ont pu se rendre compte que, dans les Balkans, la Serbie seule est capable de comprendre l'Europe d'Occident et de rester toujours à son poste quand les intérêts de ses alliés sont en jeu. Nous ne leur demandons qu'une chose : c'est d'examiner nos revendications en elles-mêmes, sans préjugés ni sentimentalité, dans l'intérêt de leur propre patrie et dans celui de l'humanité. Alors seulement nous serons sûrs que l'union de tous les Serbes et Yougoslaves se fera, que la jeune génération serbe aura la possibilité de mettre en lumière toute sa capacité et de l'employer à servir la culture et la civilisation européennes dans les Balkans. Notre vieille génération a apporté dans notre patrie les théories de l'Eu-

rope occidentale sur les droits de l'homme : notre jeune génération a déjà la conviction que toute réforme doit commencer de soi-même. Elle a eu l'avantage de mettre en pratique ces théories en Europe, en collaborant consciencieusement aux grandes phases de l'histoire serbe et de l'histoire universelle. Dans un avenir que nous espérons prochain, la Jeune Serbie montrera qu'elle est le digne pionnier de la jeune Europe dans les Balkans.

Cette nouvelle Serbie est encore jeune, mais elle a déjà tant d'œuvres qui la prouvent capable de réaliser le grand idéal imposé à elle par son rôle historique et par sa situation géographique envers les Germains, qu'elle peut devenir, contre la devise : *Drang nach Osten,* dans l'avenir, ce qu'étaient, à travers les siècles, tous les pays yougoslaves vis-à-vis des Turcs, *antimurale christianitatis*. Cette génération, il faut la connaître et il faut mettre en elle toute sa confiance.

La Vieille Serbie n'a pas pu, gênée par ses voisins, rendre parfait son équilibre, qu'elle avait si bien commencé d'établir. Donnez à la nouvelle Serbie l'équilibre nécessaire en lui accordant de bonnes frontières, et vous verrez bientôt la valeur de notre peuple et l'utilité de notre État.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Préface d'André Tardieu v
Avant-Propos. ix

PREMIÈRE PARTIE

LA SERBIE ET L'IDÉE YOUGOSLAVE

I — Les conditions de la régénération serbe . . . 1
II — Un coup d'œil sur les événements de 1804 à 1908 11
Le soulèvement et le premier État serbe . . . 11
Du Congrès de Vienne (1814) au Congrès de Berlin (1878). 18
Du Congrès de Berlin à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine 26
III — La Jeune Serbie et l'action yougoslave 35
La Serbie et le Monténégro 44
Civilisation 55
Vie politique et sociale 60
Les Slaves du Sud en Autriche-Hongrie. . . . 93
Les Serbes en Turquie 117
Les résultats psychologiques des guerres balkaniques en Serbie et en Yougoslavie. . . . 118

DEUXIÈME PARTIE

LE FUTUR ÉTAT SERBE YOUGOSLAVE ET L'EUROPE

I — Introduction 123
II — Les problèmes européens. 125
III — Les problèmes yougoslaves. 146
IV — Conclusion 175

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — JUIN 1917

HMod
S8738s

Stojanović, Nikola
La Serbie d'hier et de demain.

462356

DATE

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 16 20 05 11 015 3